

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Pôle universitaire – Kolea

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du
diplôme de Master en sciences financière et
comptabilité**

Spécialité : Finance & Comptabilité

Thème

Diagnostic des États Financiers consolidés

Cas du groupe : Air Algérie

Élaborée par :

Sakrane Sara Hind

Encadré par Docteur :

Mr. Hamel Abdelmalek

Lieu de stage : EPE/ SPA AIR ALGÉRIE - Direction Générale, Maurice AUDIN, Alger,
Algérie.

Durée de stage : du 12/02/2023 au 12/05/2023

Année universitaire :

2022-2023

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Pôle universitaire – Kolea

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

**Mémoire de fin cycle en vue de l'obtention de
diplôme de Master en sciences financière et
comptabilité**

Spécialité : Finance & Comptabilité

Thème

Diagnostic des États Financiers consolidés

Cas du groupe : Air Algérie

Élaborée par :

Sakrane Sara Hind

Encadré par Docteur :

Mr. Hamel Abdelmalek

Lieu de stage : EPE/ SPA AIR ALGÉRIE - Direction Générale, Maurice AUDIN, Alger, Algérie.

Durée de stage : du 12/02/2023 au 12/05/2023

Année universitaire :

2022-2023

Remerciement

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mon encadrant de mémoire **DR. Abdelmalek Hamel**, pour ses conseils éclairés, sa patience et son soutien constant tout au long de ce processus.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers l'ensemble du corps professoral et du personnel de l'École Supérieure de Commerce et l'École supérieure de Comptabilité et Finance, pour leur engagement envers l'excellence académique et leur contribution à ma formation.

Je tiens à remercier l'équipe d'AIR ALGÉRIE, pour l'accueil qu'il m'a réservé, le temps que chacun de ses membres m'a accordé. Je remercie également **MR. Trabelsi Hamid & MR. Amara amine**.

Je tiens à remercier sincèrement les membres du jury, pour leur temps et leur évaluation rigoureuse de mon travail.

Je n'oublie pas de reconnaître l'aide précieuse et le soutien de mes collègues et camarades de classe.

Je suis toujours honorée de dire avec fierté que je suis Esciste. Je continuerai à porter ses expressions de reconnaissance avec fierté. Cette expérience restera à jamais un précieux souvenir et gravée dans mon cœur.

Merci du fond du cœur.

Dédicaces

À mon cher père

À l'homme extraordinaire. Depuis mon enfance et jusqu'à aujourd'hui, ta présence a été un pilier solide dans ma vie, ta contribution inestimable que tu as apportée à ma vie, Ta générosité d'âme et ton amour, ont laissé une empreinte indélébile dans mon cœur.

Cher papa, ma réussite est le fruit de ton soutien, c'est grâce à toi et à ta croyance en moi que j'ai pu me surpasser et réaliser mes aspirations.

À ma chère Maman

Toi, dans ta présence ensoleille mes journées, ton soutien inconditionnel et ta bienveillance sans faille ont tracé des chemins dans ma vie. Cette dédicace et un témoignage de mon amour éternel et de mon admiration pour toi, Ma chère Maman. Que ces mots résonnent dans ton cœur et te rappellent à quel point tu es irremplaçable dans ma vie.

À mes parents. Je suis bénie de t'avoir comme Mes parents, et je chérirai toujours les précieux moments que nous avons partagés.

À mes frères, Oussama et abdennour, mes compagnons de vie, mes alliés les plus fidèles et mes meilleurs amis. Ma reconnaissante et Ma fierté de vous avoir à mes côtés.

À ma chère sœur Chaimaa, qui a illuminé ma vie de sa présence rayonnante, je souhaite exprimer l'immense affection que je porte à ton égard et mes gratitude pour le lien précieux que nous partageons. Tu es une personne si spéciale et je suis honorée de t'avoir comme sœur.

À ma tente, Ta présence dans ma vie est précieuse, je souhaite te dédier un message rempli d'affection et de reconnaissance et je tiens à exprimer ma gratitude pour tout ce que tu as fait pour moi.

À mon grand-père, Aujourd'hui, je prends un moment pour honorer ta mémoire et exprimer toute ma gratitude pour l'impact que tu as eu sur ma vie, Ton héritage perdure dans nos cœurs et nos esprits. Tu resteras à jamais gravée dans mon cœur.

À mes chers amis ; Wissal, Maroua, Lylia, Maroua, Fatima, Hesna, Sirine, dans les recoins les plus précieux de ma mémoire, se trouve des instants inoubliables qu'on a partagés, je souhaite exprimer toute ma gratitude et mon affection, votre amitié est un trésor précieux que je chéris chaque jour.

À mes oncles, mes tantes, cousins et cousines. Je dédie ce travail à vous, les membres les plus chers de ma vie. Que cette dédicace de mémoire soit un rappel éternel de notre lien unique.

Sara Hind

SOMMAIRE

Sommaire

Introduction générale	A
Chapitre 01 : La technique de consolidation des états financiers d'un groupe de société	1
Section 01 : concepts de base de la technique de consolidation et des comptes consolidés	2
1 Notions liées à la consolidation	2
1.1 GROUPE DE SOCIETE.....	2
1.2 LES ETATS FINANCIERS :	6
2 Réglementations	7
2.1 REGLEMENTATIONS ALGERIENNES :	7
2.2 REGLEMENTIONS INTERNATIONALES.....	8
3 Les participations	9
3.1 LES LIENS DE PARTICIPATION A LA REGLEMENTATION ALGERIENNE	10
4 Le pourcentage de contrôle	10
4.1 LA NOTION DU CONTROLE EN CONTEXTE INTERNATIONALE IFRS	10
4.2 LES REGLES LIEES A L'APPRECIATION DU CONTROLE :	12
4.3 LA NOTION DE CONTROLE SELON SCF	13
5 Exigence et intérêt de la consolidation	15
5.1 EXIGENCE LEGALE D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES	15
5.2 EXIGENCE ECONOMIQUE D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES	15
Section 02 : Aspects techniques de la consolidation des comptes	16
1 Périmètre de consolidation	16
1.1 SIGNIFICATION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	16
1.2 EXEMPTION DE CONSOLIDATION.....	17
1.3 EXCLUSION D'UNE ENTITE CONTROLEE DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	17
1.4 VARIATION DU PERIMETRE	18
2 Les méthodes de consolidation :	18
2.1 POUR LES ENTITES SOUS CONTROLE EXCLUSIF : INTEGRATION GLOBALE :	19
2.2 POUR LES ENTITES SOUS INFLUENCE NOTABLE : MISE EN EQUIVALENCE.....	19
2.3 POUR LES ENTITES SOUS CONTROLE CONJOINT : LA QUOTE-PART DES ACTIFS, PASSIFS, PRODUITS ET CHARGES/ MISE EN EQUIVALENCE	19
2.4 PROCESSUS DE CONSOLIDATION	21

SOMMAIRE

2.5	MODE DE CONSOLIDATION	21
2.6	DEMARCHE DE CONSOLIDATION	21
2.7	LES ECRITURES DE CONSOLIDATION	21
3	L'appréciation du pourcentage du contrôle et d'intérêt : cas chiffré.....	22
3.1	LE POURCENTAGE D'INTERET	22
3.2	LE POURCENTAGE DE CONTROLE.....	23
	Section 03 : processus d'élaboration et de présentation des états financiers consolidés	
	selon les référentiels.....	26
1	Processus d'élaboration selon le référentiel national SCF.....	26
1.1	TRAVAUX PREALABLES	26
1.2	LES TRAVAUX DE CONSOLIDATION	28
2	Processus d'élaboration selon le référentiel international IFRS.....	35
2.1	LES TRAVAUX PREALABLES.....	35
2.2	LES OPERATIONS DE CONSOLIDATIONS	35
3	Processus de l'intégration fiscal selon le code fiscal algérienne	36
3.1	FISCALITE DES GROUPES DE SOCIETES.....	36
3.2	LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE AU REGIME DE GROUPE DE SOCIETES.....	36
3.3	AVANTAGE FISCAUX ACCORDES	36
3.4	MODALITE D'APPLICATION.....	37
3.5	AVANTAGES FISCAUX DU REGIME DE GROUPE DES SOCIETES	37
3.6	IMPACTE BUDGETAIRE DE L'INTEGRATION FISCALE	38
	Chapitre 02 : Diagnostic financier des états financiers	40
	Section 01 : Diagnostic, analyse, interprétation de l'information financière.....	41
1	Lecture financière des états financiers	41
1.1	INFORMATION FINANCIERE	41
1.2	SIGNIFICATION DES ETATS FINANCIERS	42
2	Les indicateurs clés de la situation financière.....	44
2.1	LA SIGNIFICATION DE LA SITUATION FINANCIERE	44
2.2	L'OUTIL FINANCIERE PROCURANT UNE VISION DE LA SITUATION FINANCIERE	44
2.3	LES INDICATEURS FINANCIERS D'APPRECIATION DE LA SITUATION FINANCIERE	44
3	Diagnostic et analyse financière	45
3.1	DIAGNOSTIC FINANCIER ET L'ANALYSE FINANCIERE	45
3.2	DIAGNOSTIC FINANCIER ET LE DIAGNOSTIC STRATEGIQUE.....	47
	Section 02 : le diagnostic financier des entreprises	48

SOMMAIRE

1	La démarche méthodologique du diagnostic financier	48
2	Le diagnostic des indicateurs clés de l'appréciation de la santé financière par l'analyse dynamique des états financiers.....	49
2.1	LE DIAGNOSTIC DE L'ACTIVITE ET LA PERFORMANCE	49
2.2	DIAGNOSTIC DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET LA STRUCTURE FINANCIERE.....	52
2.3	DIAGNOSTIC FINANCIER DE LA RENTABILITE	56
3	Analyse des indicateurs clés de la santé financière par la méthode des ratios.....	57
3.1	DEFINITION D'UN RATIO	57
3.2	INTERET DE L'ANALYSE PAR LES RATIOS.....	57
3.3	DIAGNOSTIC FINANCIER PAR LES RATIOS	57
	Section 03 : le diagnostic financier des groupes de sociétés.....	60
1	La démarche du diagnostic financier des groupes	61
1.1	L'ANALYSE DE LA STRATEGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE DU GROUPE.....	61
2	L'analyse de l'activité et la profitabilité.....	62
2.1	L'ANALYSE DE L'ACTIVITE	62
3	L'analyse de la structure financière.....	63
3.1	LES RATIOS D'ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE	64
3.2	L'ANALYSE PAR LES INDICATEURS D'EQUILIBRE FRN, BFR, TN	64
3.3	L'ANALYSE PAR LES FLUX DE TRESORERIE.....	66
4	L'analyse de la rentabilité.....	66
4.1	LA RENTABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERES	66
	Chapitre 03 : Diagnostic des états financiers consolidés du groupe Air Algérie	70
	Section 01 : présentation de la compagnie aérienne Air Algérie.....	71
1	Description de la compagnie aérienne Air Algérie.....	71
1.1	HISTORIQUE D'AIR ALGERIE	71
1.2	FICHE SIGNALETIQUE	72
1.3	FICHE SIGNALETIQUE "CATERING"	74
2	Mission et politique d'Air Algérie.....	75
2.1	ACTIVITE ET MISSION DE L'ENTREPRISE AIR ALGERIE	75
2.2	CAPACITE DE L'ENTREPRISE	75
2.3	DESTINATAIRES	76
2.4	LES OBJECTIFS DE AH	77
2.5	POLITIQUE DE AH.....	78

SOMMAIRE

3	Structure de Air Algérie.....	78
3.1	DIVISION DE COMPTABILITE ET FINANCE	79
3.2	SOUS-DIRECTION COMPTABILITE GENERALE.....	79
	Section 02 : la consolidation des états financiers au niveau de la compagnie aérienne Air Algérie.....	81
1	Travaux préalables à la consolidation	81
1.1	ORGANIGRAMME	81
1.2	COLLECTE DES DONNEES.....	83
2	Travaux de consolidation	84
2.1	RETRAITEMENT ET HARMONISATION	84
2.2	INTEGRATION DES ETATS FINANCIERS.....	84
2.3	RETRAITEMENT DES OPERATIONS INTRA-GROUPE	88
2.4	ÉLIMINATION DES TITRES DE PARTICIPATION.....	89
2.5	REPARTITIONS DES CAPITAUX PROPRES	89
3	La présentation de bilan consolidés, CR consolidés	90
3.1	LE BILAN CONSOLIDE	90
3.2	LE CR CONSOLIDE.....	91
	Section 03 : diagnostic des états financiers consolidés du groupe "Air Algérie.....	93
1	Analyse stratégique du groupe	93
1.1	L'ANALYSE DE LA STRATEGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT MACRO-ECONOMIQUE DU GROUPE.....	93
2	L'analyse de bilan consolidé « situation financière »	93
2.1	ANALYSE DYNAMIQUE DES POSTES DE BILAN	93
2.2	ANALYSE DU BILAN PAR LA METHODE DES RATIOS.....	97
3	Analyse de compte de résultat consolidé	98
3.1	ANALYSE DYNAMIQUE DE L'ACTIVITE ET LA PROFITABILITE.....	98
3.2	ANALYSE PAR LES RATIOS.....	99
4	Synthèse du rapport financier	99
	Conclusion générale.....	102

Liste des abréviations

Liste des abréviations

AH	Air Algérie
BFR	Besoin en fonds de roulement
CA	Chiffre d'affaires
CAF	Capacité d'autofinancement
CIDTA	Code des impôt directes et taxes assimilées
CP	Capitaux propres
CR	Capacité de remboursement
DCT	Dette à court terme
DFC	Direction des finances et comptabilité
DGE	Direction générale des impôts
EBE	Excédent brut d'exploitation
EBITDA	Earnings before interest, taxes, depreciation, and amortization
FRF	Fonds de roulement financier
FRNG	Fonds de roulement net globale
IAS/IFRS	International accounting standards/ international financial reporting standards
IBS	Impôt sur les bénéfices des sociétés
MC	Marge commerciale
RAI	Résultat avant impôt
RN	Résultat ne
RO	Résultat opérationnel
SCF	Système comptable et financier
TAP	Taxe sur activité professionnelle
TN	Trésorerie nette
TRI	

Liste des tableaux

Liste des tableaux

N°	Intitulé	Page
Tableau 1- 2	Le calcul de la CAF	51
Tableau 2-2	Interprétation du FRNG	53
Tableau 3-2	La relation fonctionnelle de l'équilibre financier	54
Tableau 4 -2	Ratios d'activité et profitabilité	57
Tableau 5-2	Les ratios de l'équilibre à LT	58
Tableau 6- 2	Les ratios de l'équilibre à CT	58
Tableau 7-2	Ratios de financements	58
Tableau 8- 2	Facteurs d'influences d'équilibre financier	65
Tableau 9- 3	L'historique du AH	71
Tableau 10- 3	Évolution du capital AH	72
Tableau 11- 3	Fiche signalétique AH	73
Tableau 12- 3	Fiche signalétique catering	74
Tableau 13- 3	Fiche signalétique Cargo	74
Tableau 14 -3	Capacité humaine AH	75
Tableau 15- 3	Capacité matérielle	76
Tableau 16- 3	Réseau nationale du AH	76
Tableau 17-3	Réseau international AH	77
Tableau 18-3	Pourcentage de contrôle et d'intérêt	82
Tableau 19- 3	Périmètre et méthode de consolidation	82
Tableau 20 -3	Bilans intégrés	84
Tableau 21 -3	CR intégré	86
Tableau 22 -3	Élimination des créances et dettes intra-groupes	89
Tableau 23 -3	Élimination des créances et dettes intra-groupes	89
Tableau 24 -3	Élimination des produits et charges intra-groupes	89
Tableau 25 -3	Répartition des capitaux propres entre la part du groupe et la part des minoritaires	89
Tableau 26 -3	Répartition des réserves	89
Tableau 27-3	Répartition du résultat	90
Tableau 28-3	Décomposition de l'actif incorporel entre AH et ces filiales	94
Tableau 29-3	Évolution des stocks	95
Tableau 30-3	Créance et emplois assimilés	95
Tableau 31-3	Le Bilan en grand masse	96
Tableau 32-3	Appréciation des indicateurs d'équilibre	96
Tableau 33-3	Analyse de la variation des indicateurs d'équilibre	97
Tableau 33-3	Analyse de bilan par les ratios	97
Tableau 34-3	Analyse de compte résultat par les ratios	98

Liste des figures

Liste des figures

1-1	Les catégories de liens de participation	9
1-2	Modèle d'appréciation du contrôle selon la norme IFRS	12
1-3	Synthèse de périmètre de consolidation	18
1-4	Synthèse des formes de participation et méthode de consolidation	20
1-5	Les différentes hypothèses d'intérêt	22
1-6	Les différentes hypothèses de contrôle	23
1-7	Organigramme	27
2-2	La démarche du diagnostic financier	49
2-3	La structuration des soldes intermédiaires de gestion	50
2-4	Utilité de la capacité d'autofinancement	52
2-5	Démarche de diagnostic financier des groupes	61
2-6	Besoin en fonds de roulement	65
3-1	Schématisation du groupe Air Algérie	74
3-2	Organigramme de la direction de comptabilité et finance	79
3-3	Organigramme de Air Algérie	82
3-4	Organigramme de consolidation Air Algérie	82
3-5	Le Bilan en grand masse	96
3-6	Représentation graphique de l'évolution des indicateurs d'équilibre	97

Liste des annexes**Liste des annexes**

Annexe 01	Actif bilan Air Algérie
Annexe 02	Passif bilan Air Algérie
Annexe 03	Actif bilan Catering
Annexe 04	Passif bilan Catering
Annexe 05	Actif bilan Cargo
Annexe 06	Passif bilan Cargo
Annexe 07	CR Air Algérie
Annexe 08	CR Catering
Annexe 09	CR Cargo

Résumé

Résumé

Plusieurs entreprises n'arrivent pas à surpasser et à résister aux défis causés par la fluctuation incontrôlée de l'environnement économique, certains d'autres sont arrivés à des tailles énormes qu'ils ne peuvent plus bien conduire la gestion de leur entreprise, une stratégie de filialisation et de création de groupe peut assurer un partage des risques et une pérennité de l'ensemble des entités.

La comptabilité, comme outil de protection des investisseurs et de gestion financière, a opté pour la consolidation comme un support fondamental pour satisfaire les besoins informationnels des parties prenantes et exprimer la vision économique du groupe que les états individuels ne peuvent pas l'offrir.

Cette étude se concentre sur la technique de consolidation et le diagnostic des états financiers consolidés, avec objectif d'expliquer la vision concrète et globale qu'en atteindre à travers le diagnostic des états financiers consolidés par l'appréciation des indicateurs clés de la situation financière et la performance du groupe, en s'appuyant sur une démarche documentaire analytique, nous avons pu savoir que le diagnostic des états financiers consolidés qui sont qualifiés probants et élaborés avec sincérité et exactitude met en avant la crédibilité du groupe, son efficacité et sert à mieux gérer et favorise ses politiques financières et stratégiques.

Mots clés : Groupe, États financiers consolider, diagnostic financier, Ratios financiers, situation financière

Résumé

Abstract

Many companies are unable to outperform and withstand the challenges caused by the uncontrolled fluctuation of the economic environment, some others have grown to enormous sizes that they can no longer manage their business well, A corporate governance and group creation strategy can ensure risk sharing and sustainability for all entities.

Accounting, as a tool for investor protection and financial management, has opted for consolidation as a fundamental support to satisfy the information needs of stakeholders and express the economic vision of the group that individual states cannot offer it.

This study focuses on the consolidation technique and diagnosis of consolidated financial statements, with the objective of explaining the concrete and global vision that can be achieved through the diagnosis of the consolidated financial statements by assessing the key indicators of the group's financial situation and performance, based on an analytical document approach, we were able to know that the diagnosis of the consolidated financial statements that are qualified as probative and developed with sincerity and accuracy benefits the credibility of the group, its effectiveness and serves to better manage and promote its financial and strategic policies

key words: Group, consolidated financial statements, financial diagnosis, financial ratios, financial situation

Introduction générale

Introduction générale

Dans un environnement complexe et en perpétuelle croissance, avec défis incontournable procure pour l'entreprise des opportunités stratégiques, des possibilités d'amélioration, de croissance, et de pénétration du marché, mais également des risques de dysfonctionnement et de faillite et des enjeux concurrentiels, et pour qu'elle s'assure d'une compétitivité et une pérennité de son activité, elle doit s'adaptés aux changements de son environnement. Dans ce contexte de mouvement, elle peut aller vers des relations stratégiques avec d'autres sociétés ; l'alliance, partenariat et même de se regrouper en groupe financière. La création de groupes financiers et la croissance externe par le biais de filiales sont devenues des stratégies couramment adaptées.

Ces stratégies permettent aux groupes de renforcer leur position sur le marché, de diversifier leurs activités et de profiter des synergies entre les entités du groupe.

La création de groupe a engendré une nécessité de communication financière sur la situation globale du groupe dans son ensemble, Les parties intéressés à comprendre la politique financière, la politique d'investissement, la structure de groupe et son efficacité, les états individuels qu'ils sont dédiés à répondre aux préoccupations des parties prenantes d'une seule entreprise sont incapables à exprimer l'image globale d'un ensemble d'entités avec des relations divers.

C'est là qu'intervient l'obligation d'établir des états financiers consolidés, pour les participations qui rentrent dans le périmètre exigé par les normes, pour répondre aux besoins des utilisateurs, cette technique apporte des avantages aux parties prenantes de l'entreprises ; ces actionnaires, les investisseurs, les prêteurs, la fiscalité et à l'entreprise elle-même en termes de décisions économiques financières, de financement et des investissements potentiels.

Les normes comptables internationales IAS /IFRS présentent la technique de consolidation, comme outil pour la présentation des entités comprises dans le périmètre de la consolidation, comme s'ils s'agissent d'une seule entité.

Dans le contexte algérien, les sociétés sous forme juridique des groupes qui détiennent des participations dans entités au-delà du seuil exigé, établissent des états financiers consolidés conformément au système comptable financier algérien SCF, qui réglemente cette technique et identifie les règles, les méthodes et les retraitements pour sa mise en place afin d'offrir une vision économique et financière transparente et normalisée.

La tenue de la consolidation comptable au sein des groupes a créé une nécessité qui est la maîtrise de diagnostic des comptes du groupe qui permette d'apprécier les grands équilibres financiers et de mettre en valeur les points forts de l'entreprise et qui sert à la

protection du groupe par la présentation des points de dysfonctionnements pour qu'il puisse les régler et amélioration en identifiant ces atouts pour qu'il puisse le profiter.

Notre étude examinera en détail les aspects liées à la consolidation et le diagnostic des états financiers consolidés.

En vue de réaliser cette recherche on a posé la question principale :

La problématique :

« Comment peut-on avoir une vision concrète et globale sur la situation financière du groupe à travers le diagnostic des états financiers consolidés ? »

Afin de clarifier cette problématique et porter une explication, nous avons posé les **questions secondaires :**

- 1- Qu'est-ce que la consolidation ? et quelle est l'intérêt d'établir des états financiers consolidés ?
- 2- Quels intérêts portent la connaissance de la situation financière pour l'entreprises et ces parties prenantes ?
- 3- Est-ce que les états financiers du groupe Air Algérie sont élaborés en respectant les normes de consolidations et les caractéristiques de l'information de qualité ?
- 4- Comment se déroule la démarche de diagnostic de la situation financière à travers les états financiers consolidés dans le groupe Air Algérie ? selon quelle méthodologie et en se basant sur quels principes ?

Afin de pouvoir mener des réponses pertinentes à ces questions, nous avons basé notre étude sur les hypothèses suivantes :

Hypothèse principale

Le diagnostic des états financiers consolidés permet à travers les indicateurs financiers d'évaluer l'activité, la rentabilité et d'apprécier l'équilibre et la situation financière du groupe.

Hypothèses secondaires

- 1- La consolidation est la sommation des informations des états individuels de toutes les participations du groupe, pour formuler un état global qui permet la présentation du patrimoine comme s'ils s'agisse d'une seule entité.
- 2- La situation financière est l'image du compte et du patrimoine de l'entreprise, elle permet d'apprécier l'équilibre financier d'une entité économique et ces perspectives.
- 3- Les états financiers consolidés du groupe Air Algérie sont établis conformément aux normes et les caractéristiques requis pour des états de qualité.

4- Le diagnostic financier repose sur la connaissance du secteur et de l'environnement, et la maîtrise des règles et des méthodes comptables du groupe, et des rapports du commissaire aux comptes, pour étudier la formation du résultat, analyser la structure financière et mesurer la rentabilité économique.

Objectif de la recherche :

L'objectif de ce travail est de :

- Identifier le concept de la consolidation comptable
- Déterminer

1- les méthodes de la consolidation, les traitements effectués dans les comptes à consolidés

2- les difficultés de la consolidation comptables tel que le good Will, l'imposition différé et la conversion des comptes établis en devises étrangères.

3- apports des normes IFRS en matière de consolidations et d'analyses des comptes.

4- la démarche d'analyses des comptes du groupe, les ratios et les composant des postes à analyser pour déterminer la situation financière du groupe.

5 -connaître est ce que les états financiers consolidés permettent de mieux satisfaire le besoin d'information des parties prenantes.

L'importance du sujet :

Cette étude vise à acquérir des notions et des compétences primordiales dans le domaine de la comptabilité et la finance.

On premier lieu Vue que la comptabilité des groupes a connaît une certaine actualité par rapport aux normes IFRS tel que la séparation de la norme sur les comptes individuels et consolidés, On a constaté que le normalisateur a donné une importance à la présentation des états du groupe qui nous a confirmé la nécessité de maîtriser ce sujet et d'habitué aux traitement et les concepts appliquer.

On deuxième lieu le diagnostic et l'analyse des comptes du groupe est sensibles, et les normes IFRS ont modifiés les indicateurs habituels ; les ratios financiers, les contenus des postes à analyser et la communication financière.

Méthodologie de recherche :

Méthode descriptive : utilisé dans la partie théorique basé sur une étude documentaire pour définir les concepts, et approfondir les notions théoriques du sujet à travers des ouvrages, articles scientifiques.

Méthode Analytique : utilisé dans la partie pratique basé sur le retraitement des comptes à consolider pour établir des états financiers consolidés, et puis faire une analyse et un diagnostic pour déterminer et communiquer la situation financière du groupe.

Plan de recherche

En vue de réaliser cette recherche et de tester les hypothèses précédemment supposer se travail sera structuré dans trois chapitres :

Chapitre 01 : la technique de consolidation d'un groupe de société

Au cours de chapitre, nous allons clarifier cette technique, ces astuces, les étapes du processus de consolidation, mais avant tout les notions fondamentales de cette technique et les sources de la réglementation des comptes de groupe

Chapitre 02 : diagnostic financier des états financiers

Durant cette partie, nous allons exposer le diagnostic financier des entreprise et des groupes à travers les indicateurs d'efficacité.

Chapitre 03 : diagnostic des états financiers consolidés du groupe Air Algérie

Nous allons examiner les connaissances à travers un cas pratique. Ce chapitre pratique ce concentre sur la pratique de consolidation des états financiers et la démarche du diagnostic de ces états du groupe Air Algérie. L'objectif est d'évaluer la conformité du processus de consolidation et la crédibilité du groupe et son efficacité financière.

Études précédentes

L'étude de Laib Fatima Zahra « **Audit des comptes consolidés, cas du groupe GIPEC** », la recherche est une mémoire de Master en 2017, à la faculté de science économique et commerciales et des sciences de gestion boumerdes, la problématique de la recherche s'article autour de **comment se réalise un audit des comptes consolidés, ayant pour but la certification des comptes consolidés**. Parmi les conclusions de l'étude est pour que les comptes consolidés représentent l'image fidèle de l'ensemble des entités constituant le groupe, il faut que les données présenter par les sociétés consolidées sont validées et établis en conformités avec le référentiel comptable adopté par le groupe.

L'étude de Draoui Fella « Étude de la décision de filialisation d'air Algérie » la recherche est une Mémoire de Magister à l'école supérieure de commerce, l'objectif de cette étude est d'expliquer que les changements de l'environnement poussent à la restructuration des entreprises, et que les entreprises doivent améliorer les synergies et la performance afin de s'assurer de la maintenance de la compétitivité et la part du marché.

L'étude de Manguellat Brahim et Berraz Abderezak « le diagnostic financier comme outil d'évaluation de la performance financière, cas de SONEGAS » la recherche est une

mémoire de Master en 2021, à université de mouloud mammeri de TIZI-OUZOU, cette étude a permis de conclure que le diagnostic financier est indispensable dans chaque entreprise,

Notre apport, dans notre recherche nous allons présenter comment un diagnostic financier sur la base des états financiers consolidés fournie une présentation concrète de la situation financière du groupe, nous allons exposer l'importance de diagnostic des groupes comme outil de gestion financière et indiquer son rôle important pour les prises des décisions et la correction de dysfonctionnement pour assurer l'efficacité de l'entreprise.

***Chapitre 01 : la technique de la consolidation des états financiers
d'un groupe de société***

***Chapitre 01 :
La technique de consolidation des états financiers
d'un groupe de société***

Chapitre 01 : La technique de consolidation des états financiers d'un groupe de société

Introduction

Un environnement économique en perpétuelle croissance procure pour les entreprises des opportunités, de possibilités d'amélioration, de croissance, et de pénétration du marché, mais également des risques de dysfonctionnement et de faillite.

Les entreprises pour assurer la résistance au risque de fluctuations d'environnement optent pour des stratégies telles que la création des filiales, ou de se grouper en groupes de sociétés.

Les parties prenantes en besoin d'informations sur la politique financière et l'efficacité du groupe, les états individuels qu'ils sont dédiés à satisfaire les préoccupations des acteurs en relation avec une entreprise, ne peuvent pas exprimer la réalité économique pour un ensemble d'entités reliées par des liens financiers et de contrôle, d'où les normes internationales et la réglementation nationale ont présenté la technique de consolidation des états financiers.

Au cours de chapitre, nous allons clarifier cette technique, ces astuces, les étapes du processus de consolidation, mais avant tout les notions fondamentales de cette technique et les sources de la réglementation des comptes de groupe.

Section 01 : concepts de base de la technique de consolidation et des comptes consolidés

Section 02 : aspects techniques de la consolidation des comptes

Section 03 : processus d'élaboration et de présentation des états consolidés selon les référentiels

**Section 01 : concepts de base de la technique de consolidation et des
comptes consolidés**

La fluctuation de l'environnement pousse à la création des groupes. L'insuffisance des comptes individuels en matière de l'information financière provoque la création de la consolidation comptable.

1 Notions liées à la consolidation

1.1 Groupe de société

1.1.1 Définition du groupe

Pour définir un groupe de sociétés de nombreuses sources manifestes sont disponibles, on peut distinguer entre aspects comptables, économiques et légaux du groupe.

a) La définition comptable

La norme internationale IFRS 10 « États Financiers consolidés » **définit** le groupe comme « Une mère et toutes ses filiales ». ¹

b) Définition économique

Jean MONTIER et Olivier GRASSI définissent le groupe comme étant : « un ensemble de moyens traduisant un réseau de relations de dépendance. Celles-ci peuvent être sous-tendues par un lien juridique plus ou moins fort reposant sur une participation dans le capital d'autrui, mais aussi revêtir une relation économique de dépendance illustre une grande variété d'accords de coopération (sous-traitance, fabrication en commun, octroi de licences, etc. » ²

Selon Dominique, Un groupe est un ensemble d'entités liées entre elles par des participations financières ou par des liens contractuels ou statutaires.

Le groupe apparaît comme un ensemble d'entités traduisant des relations de dépendance de nature différentes, économique ou financière, plus ou moins forte. La nature des liens ; économiques ou financiers, distingue entre trois catégories de groupes :³

- **Le groupement d'entreprises** : ce regroupement permet de maintenir des liens économiques entre les entreprises membres en vue de faciliter ou de développer ces activités économiques, mais chaque entreprise reste détenue et contrôlée par un actionnaire distinct qui prend les décisions et assume les risques.

¹ Mesplé_lassalle, Dominique, la consolidation des comptes : Normes IFRS et comparaison avec les principes français actuels, Édition Maxima, Paris, 2013, p 14

² Jean MONTIER, Olivier GRASSI, Techniques de consolidation, 2 e édition, ÉCONOMISA, Paris, 2006. Cité dans MOKHEFI Amine, « La communication financière et le processus de consolidation des comptes des groupes Algérie a-t-elle anticipée ? », Revue DIRASSAT _numéro économique_ , Volume. 4, Numéro .2, mai 2013, P 28

³Bachy, Bruno, Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, ,2015, p. 5-7

- **Le Groupe personnel** : est un ensemble d'entreprises est un actionnaire unique qui est une personne physique, sans relation d'affaires directes entre les entreprises.

- **Le groupe financier** : est une structure composée d'une société mère et d'une ou plusieurs entités contrôlées, il se distingue par l'existence des participations en capital entre les sociétés qui en fait part.

c) Définition juridique

– **Groupe en droit fiscal :**

Le droit fiscal algérien définit le groupe dans l'article 132 bis du code des impôts directs et taxes assimilées comme : « ... le groupe de sociétés s'entend de toute entité économique de deux ou plusieurs sociétés par actions juridiquement indépendantes dont l'une appelée « société - mère » tient les autres appelés « membres » sous sa dépendance par la détention directe de 90 % ou plus du capital social... »

– **Groupe en droit commercial Code de commerce :**

Le code de commerce n'a pas donné une définition formelle de la notion du groupe, cette ordonnance n 75-59 portant le code de commerce modifié et complétée à fixer les dispositions qui :

- Définir les filiales et les participations
- Interdit les participations réciproques
- Définir la notion du contrôle exercé par la société mère
- Limite les participations circulaires
- Organise la communication financière du groupe
- Définir les comptes consolidés

C'est ainsi un groupe de sociétés est une structure composée d'un ensemble d'entités indépendantes à l'échelle juridique, mais ayant entre elles des liens financiers et économiques tenus sous le pouvoir d'une entité principale dite société mère qui assure le contrôle et assume la gestion et la direction des participations financières et de la politique économique des sociétés subordonnées.

1.1.2 Modalité de constitution d'un groupe financier

La constitution d'un groupe peut être réalisée selon différentes modalités en fonction des besoins de groupe, ses objectifs et les ressources disponibles. ¹

a) **Constitution de société** : une société opte à la création d'une nouvelle société.

¹ Éditions Francis Lefebvre, Memento pratique : groupe de société, LEVALLOIS, Éditions Francis Lefebvre 2019, p 37-38

- b) **Achat d'actions ou de parts** : il s'agit de la prise de participation déjà existait un par accord avec les actionnaires majoritaires ou sous la forme d'une offre publique d'acquisition.
- c) **Souscription à une augmentation de capital** : l'entité tient une participation de la société qui est entraînée de faire accroître son capital
- d) **Apport partiel d'actif** : une société peut s'engager à s'associer à une entreprise par l'acquisition d'une action ou part sociale en contrepartie d'un apport en nature qui porte sur une partie de ses actifs, cet apport lui a attribué sous forme de rémunération le contrôle de cette société.

1.1.3 Structure de groupe

Le groupe exprime des relations de dépendance plus ou moins fortes, la structure de groupe l'a plus répondu dans le monde d'affaires est celle qui prend la forme d'une :

a) Société mère

Elle est définie par la norme IFRS 10 comme « ... Une unité qui contrôle une ou plusieurs autres entités ». ¹

Une société principale, société mère, qui détient directement ou indirectement des participations dans les sociétés qui lui sont subordonnées. ²

La société mère peut jouer à la fois **un rôle industriel et financier, ou exclusivement financière** ³

Elle pratique une mission industrielle et financière lorsqu'elle regroupe des activités économiques identiques, tout en exerçant elle-même une activité industrielle et en conservant des actifs industriels.

La société mère joue un rôle exclusivement financier, et dans ce cas, elle porte le nom de **holding financière**, La holding n'exerce que la gestion des multiples participations financières qu'il possède dans diverses sociétés. Cependant, elle ne se borne plus à ce rôle de financement, la holding dite opérationnelle dépasse vers la direction et la gestion. Le régime du holding favorise la mobilisation et le rendement du capital.

¹ Mesplé_lassalle, Dominique, la consolidation des comptes : Normes IFRS et comparaison avec les principes français actuels, Édition Maxima, Paris, 2013, p 14

² Éditions Francis Lefebvre, Memento pratique : groupe de société, LEVALLOIS, Éditions Francis Lefebvre 2019, p. 104

³ Éditions Francis Lefebvre, Memento pratique : groupe de société, LEVALLOIS, Éditions Francis Lefebvre, 2019, p. 104

La société principale peut prendre la forme d'une **société d'investissement** dans la structure de groupe, cette société s'engage à investir des fonds des investisseurs dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-value en capital. ¹

b) Filiale : sont considérées comme des filiales

Les sociétés contrôlées par autre entité dite la société mère. ²

Toute société dont plus de la moitié du capital appartient à une autre société à exclusion de la fraction du capital correspondant à des actions à dividende prioritaire sans droit de vote. ³

La filiale en doit commercial Art. 729 « lorsqu'une société possède plus de 50 % du capital de société, la seconde est considérée comme filiale de la première. »⁴

c) Participation :

Il y a « participation » lorsqu'une société détient dans une autre société une fraction du capital comprise entre 10 et 50 %.⁵

Art. 729 « Une société est considérée comme ayant une participation dans une autre société si la fraction du capital qu'elle détient dans cette dernière est inférieure ou égale à 50 % »⁶

Il n'est pas tenu compte la fraction du capital correspondant à des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.⁷

d) Partenariat

- **Coentreprise** « joint-venture »⁸

C'est un partenariat au sein duquel les parties, qui pratiquent un contrôle conjoint sur l'entité, possèdent des droits sur l'actif net de l'entité.

- **Jointe opération : entreprise commune** ⁹

C'est un partenariat au sein duquel les partenaires qui appliquent un contrôle conjoint sur l'entité détiennent des droits sur les actifs et des exigences sur les passifs de l'entité.

¹Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, Kohler, Hervé, Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées, Vuibert, Paris, 2018, P 39

² Mesplé_lassalle, Dominique, la consolidation des comptes : Normes IFRS et comparaison avec les principes français actuels, Édition Maxima, Paris, 2013, p. 14

³ Éditions Francis Lefebvre, Memento pratique : groupe de société, LEVALLOIS, Éditions Francis Lefebvre, 2019, P 28

⁴ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, Ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code de commerce, modifiée et complétée, 2007

⁵ Éditions Francis Lefebvre, Memento pratique : groupe de société, LEVALLOIS, Éditions Francis Lefebvre, 2019, p. 28

⁶ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, Ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code de commerce, modifiée et complétée, 2007

⁷ Éditions Francis Lefebvre, Memento pratique : groupe de société, LEVALLOIS, Éditions Francis Lefebvre, 2019, p. 28

⁸ PricewaterhouseCoopers, « MEMENTO EXPERT IFRS », Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, juin, 2022, PP 205-206

⁹Op cite, pp 205-206

e) Entité associée ¹

Une entreprise associée est une entité sur laquelle l'investisseur exerce une influence notable.

f) Entité structurée Ad Hoc : ²

Une structure juridique distincte créée spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires pour le compte d'une entreprise. Cette dernière dispose d'un pouvoir sur les politiques financière et opérationnelle de l'entité AD HOC, elle peut bénéficier de la majorité de ces avantages économiques et elle supporte ces risques.

1.1.4 Avantages de la création des groupes

En créant un groupe, les entreprises peuvent également bénéficier d'une meilleure gestion des risques, d'une plus grande flexibilité et d'une plus grande capacité d'innovation.³

- assure une meilleure allocation des ressources aux allocations les plus performants
- favorise la décentralisation
- assurer la dispersion des risques ;

-assurer le développement et l'expansion de l'activitéet la diversification économique, financière et commerciale et donc l'outil privilégié du développement des groupes.

Le contexte des comptes consolidés

Définition du mot : Le mot « consolidation » est ici un anglicisme dérivé de to consolidate, qui signifie « grouper ».

La consolidation des comptes est l'action d'établir des comptes uniques pour l'ensemble d'un groupe, afin de mieux en apprécier la réalité économique.⁴

1.2 Les états financiers :

1.2.1 Les états financiers individuels « Comptes sociaux » : ⁵

Selon la norme IAS 31 : les états financiers individuels font références aux documents financières présentés par une société mère, un investisseur dans une entreprise associée ou un coentrepreneur dans une entité contrôlée conjointement, dans ce cas, les participations sont inscrites en fonction de la fraction détenue dans les capitaux propres plutôt que sur la base des résultats et de l'actif net des entreprises détenues. Autrement dit, les états financiers individuels

¹ PricewaterhouseCoopers, Ibid. , P 2018

² Sic 12, <https://www.iasplus.com/en/standards/sic/sic-12> , consulté le 17/03/2023

³Jean-Montier, Gilles Scognamiglio, Techniques de consolidation, Ed. Economica, 1995, P. 12. Cité dans Hmadi ben Amor, la consolidation des bilans, Ed Raouf YAïCH, Tunisie, 2006, P 04

⁴ Gurfein, Evelyne, Comptes consolidés : IAS-IFRS et conversion monétaire, 2006, Éditions d'Organisation, p 15

⁵ Équipe rédactionnelle de RF comptable, code IFRS norme et interprétation, Ed 6, MS groupe revue fiduciaire, paris ,2011, P 253

reflètent la situation financière de chaque entité indépendamment de ses participations dans d'autres entreprises.

1.2.2 Les états financiers consolidés

Selon la norme IFRS 10 sont les états financiers d'un groupe présentés comme ceux d'une entité économique unique... »¹

L'article 132-1 du SCF : **Les comptes consolidés** visent à présenter le patrimoine, la situation financière et le résultat d'un groupe d'entités comme s'il s'agissait d'une entité unique.²

1.2.3 Bilan fiscal consolidé « intégration fiscale »

« L'intégration fiscale, ayant pour but de permettre la détermination d'un résultat fiscal englobant plusieurs sociétés relevant de l'impôt sur les sociétés, ou des régimes permettant la correction de doubles impositions provenant de l'existence du groupe »^{3*}

1.2.4 Les états financiers combinés :

Le système comptable et financier SCF l'art 132-19. Les entités qui forment un ensemble économique soumis à un même centre stratégique de décisions situé ou non sur le territoire national, sans qu'existent entre elles de liens juridiques de domination, établissent et présentent des comptes, obligatoirement dénommés « comptes combinés », comme s'il s'agissait d'une seule entité.⁴

2 Réglementations

L'obligation de la consolidation est régie par l'ensemble des dispositions légales et réglementaires suivantes :

2.1 Réglementations algériennes :

2.1.1 Le droit comptable :

- La loi 07-11 du 25 mai 2008 portant système comptable financier SCF (chapitre V : consolidation et des comptes combinés),
- Le décret exécutif 08-156 du 26 mai 2008 portant application du SCF, arrêté de ministère des Finances, 26 juillet fixant les règles d'évaluation et de comptabilisation, le contenu et la présentation des états financiers ainsi que la nomenclature et les règles de fonctionnement des comptes (chapitre 3, section 2 : consolidation, regroupement d'entité-comptes consolidés).⁵

¹ Mesplé_lassalle, Dominique, la consolidation des comptes : Normes IFRS et comparaison avec les principes français actuels, Edition Maxima, Paris, 2013, p 14

²JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, SCF, 2009, P 14

³ Lieutier, Agnès, Fiscalité des groupes de sociétés, Éditions Corroy, SAINT-ETIENNE, 2021, P 3

⁴ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, SCF, 2009, P 15

⁵Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant

2.1.2 Le droit commercial

L'ordonnancement N 75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce modifié et complété, l'article 729 à 732 bis. ¹

2.1.3 Le droit fiscal

L'article 138 bis du code des impôts directs et taxes simulées. ²

2.2 Réglementations internationales

2.2.1 La norme IFRS 10 « États financiers consolidés »

Publiée en mai 2011

- **Champ d'application** : s'applique à toutes les sociétés mères qui doivent publier des états financiers consolidés.
- **Objet** : mettre les principes de présentation et de préparation des états financiers consolidés dès lors qu'une entité prise le contrôle sur une ou plusieurs autres entités.³

2.2.2 La norme IFRS 11 « partenariat »

- **Champ d'application** : s'applique à toutes les entités qui sont parties à un partenariat.⁴
- **Objet** : un traitement comptable d'une participation en fonction de la nature des droits et des obligations d'un partenariat.⁵

2.2.3 IFRS 12 « Informations à fournir sur les partenariats »

- **Champ d'application** : une entité qui conserve des intérêts dans un ou plusieurs autres entités : des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées
- **Objet** : énonce les exigences d'information relatives aux intérêts détenus dans d'autres entités.⁶

Système Comptable Financier Page : 468

¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, Ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code de commerce, modifiée et complétée, 2007

² MINISTÈRE DES FINANCES DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS, Code des impôts directes et taxes assimilés, 2021

³ PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 145

⁴ PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS ; Juin, 2022, P 198

⁵ Karen Higgins, une vision claire des IFRS : Aller de l'avant dans un monde IFRS Guide pratique de mise en œuvre IFRS 11 – Partenariats, Deloitte, site

⁶ <https://www.iasplus.com/en/standards/ifrs/ifrs12> , 17/03/2023 à 9.51 pm

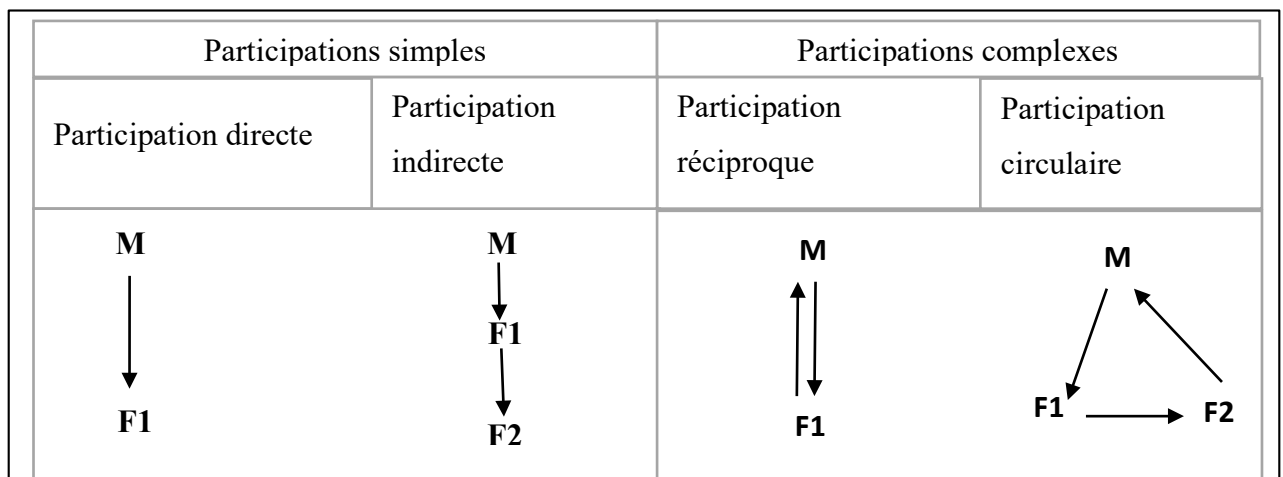
2.2.4 La norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des joint-ventures »

- **Champ d'application** : s'applique à toutes les entités qui exerçant un contrôle conjoint ou exerçant une influence importante sur une entité faisant l'objet d'un investissement.
- **Objet** : est de prescrire la comptabilisation des placements dans des sociétés associées et d'établir les exigences pour l'application de la méthode de la mise en équivalence lors de la comptabilisation des placements dans les entités associés et les joint-ventures. ¹

Les sociétés situées sur le territoire algériennes et qui valide la notion du contrôle doivent établir des comptes consolidés conformément à la réglementation algérienne. Par contre, les sociétés qui sont cotées sur un marché européen doivent préparer leurs états financiers consolidés sur la base des normes IFRS. Cette obligation est régie par la disposition du Règlement CE 1606 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales : « Les sociétés régies par le droit national d'un état membre sont tenues de préparer leurs comptes consolidés conformément aux normes comptables internationales adoptées... si à la date de clôture leurs titres sont admis à la négociation sur le marché réglementé d'un état membre ». ²

3 Les participations

Figure 1-1: les catégories de liens de participation



Source : Édité par l'étudiante sur la base de Bachy, Bruno, & Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, 2015, p. 31

¹ <https://www.iasplus.com/en/standards/ias/ias28-2011> ,17/03/2023 à 10.03 pm

² CN-CNCC, Assemblée Générale Ordinaire Assemblée Générale Ordinaire 2016 des professionnels de la chambre, REVUE PÉRIODIQUE N° 06 ,2016, <https://cn-cncc.dz/wp-content/uploads/2016/10/revue-6-CNCC-pdf.pdf> . consulté le 18 /03/2023

Les participations au sein d'un groupe peuvent revêtir des formes simples, telles que les participations directes ou indirectes, mais également des formes plus complexes, telles que les participations réciproques ou circulaires.

3.1 Les liens de participation à la réglementation algérienne

La réglementation algérienne interdit les participations réciproques et impose une limitation aux participations circulaires, tel que stipulé dans l'article 732 bis du code de commerce. En vertu de cette disposition, si une entité contrôle indirectement une autre entité, la seconde ne peut pas détenir plus de 50 % du capital de la première.¹

4 Le pourcentage de contrôle

Une entité est dans l'exigence de consolider une entité et de préparer et de communiquer les états financiers consolidés dès la date de prise de contrôle et cesser de le faire lorsqu'il perd le contrôle.² L'idée fondamentale de l'existence du groupe et de la technique de consolidation, c'est le contrôle.³ Alors, on s'intéresse à définir la notion du contrôle et de décrire et d'éclairer quand un investisseur détient un contrôle sur une entité ? Et sous quelle forme de contrôle l'entité contrôlée est assujettie ?

4.1 La notion du contrôle en contexte internationale IFRS

La définition du concept

La notion du contrôle a connu une évolution dans la norme IFRS 10 par rapport à celle qui a été évoquée par la norme IAS 27,⁴ : Une société mère est présumée exercer le contrôle lorsqu'elle détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote d'une entreprise ou lorsqu'elle peut diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise en vertu de statuts ou de contrats.

IFRS 10 : « états financiers consolidés » décrit un modèle de contrôle unique qui permet d'apprécier si un investisseur exerce un contrôle sur une entité, à noter qu'il s'applique à toutes les entités. Ce modèle repose sur l'existence cumulative des trois critères :

- Le pouvoir sur cette entité
- Une exposition ou des droits au rendement variables qui découle de son implication dans cette entité
- La capacité d'influer sur ces rendements par le biais du pouvoir détenu.⁵

¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, Ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code de commerce, modifiée et complétée, 2007

² PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 143

³ Bachy, Bruno, Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, ,2015, p 29

⁴ Bachy, Bruno, Sion, Michel, Ibid. p 35

⁵ PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 139

Cette définition impose de s'arrêter sur un certain nombre de termes : ¹

4.1.1 Le pouvoir

Une entité possédant le pouvoir lors de sa détention des droits effectifs lui attribue la capacité de diriger les activités pertinentes.

- **Activités pertinentes** : Les activités qui ont un impact significatif sur le rendement de la société, celle qui concerne la politique d'investissement, les décisions en matière de recherche et développement... Etc. Elles sont différentes selon l'activité exercée.

- **Droits** : seuls les droits qui sont exercés et confèrent pour une entité la capacité de diriger les activités pertinentes sont prises en considération pour l'appréciation du pouvoir

Les droits comprennent :

Les droits de vote effectifs ou potentiels ; les droits effectifs sont ceux résultant de la détention juridique, les droits potentiels sont des droits d'obtenir des droits de vote dans une entité, par exemple les instruments convertibles en action, le droit de nommer ou de révoquer les principaux dirigeants, les droits de diriger conférés par un contrat.

Les droits doivent être de caractère substantiel, c.-à-d. que leur détenteur peut les utiliser ou moment de la prise des décisions, dans les entités classiques, ils résultent de la détention des majorités des droits de vote, ou par la détention d'un large bloc de titres, ou par l'existence d'un accord contractuelle « contrôle de faite », par ailleurs dans les entités structurées le pouvoir est confié par les accords contractuels.

Sont exclus les droits protectifs ; ils protègent les intérêts d'une entité, ils s'appliquent dans des changements fondamentaux dans les activités d'une entité ou lors des circonstances exceptionnelles, ils n'attribuent pas la notion du pouvoir à l'investisseur.

4.1.2 Exposition ou droits aux rendements variables

Pour contrôler une entité, une entité doit être exposée où avoir des droits aux rendements variables d'une entité. Selon la norme IFRS 10, cette condition du contrôle est satisfaite lorsque les rendements que l'entité tire du fait de ces liens peuvent fluctuer de manière positive ou bien négative, en fonction de la performance de l'entité, les rendements peuvent inclure les dividendes, les changements de juste valeur d'un investissement, les bénéfices d'impôts, les économies d'échelle. ²

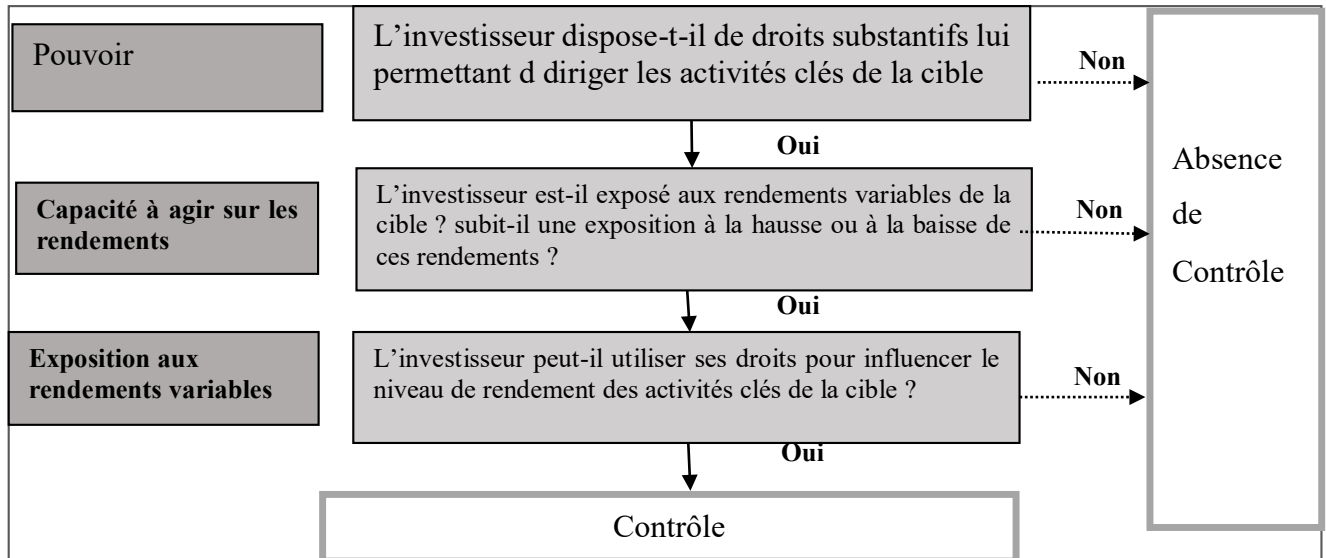
¹ PricewaterhouseCoopers, Ibid. P 150-153

² PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 169-170

4.1.3 Capacité à agir sur les rendements

La dernière condition à satisfaire pour prouver l'existence du contrôle est que l'investisseur agit pour son compte, le pouvoir de l'investisseur sur l'entité se manifeste par leur capacité à influencer la politique de distribution des rendements ou des dividendes, qu'il est susceptible de percevoir, c.-à-d. les rendements variables ¹

Figure1-2: Modèle d'appréciation du contrôle selon la norme IFRS 10II Modèle d'appréciation du contrôle selon la norme IFRS 10



Source : PricewaterhouseCoopers, « MEMENTO EXPERT IFRS », Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, juin, 2022, p. 148

4.2 Les règles liées à l'appréciation du contrôle :

Le contrôle est une notion juridique plus que financière, les droits de vote obtenus grâce à la détention des actions sont celle qui sont déterminantes pour qualifier le contrôle et non pas l'apport financier. Toutefois, l'entité lors de son appréciation du contrôle doit tenir en comptes les éléments suivants ²

4.2.1 L'objet de l'entité et la manière dont elle est structurée

L'analyse de ce point permet d'identifier les activités pertinentes et les modalités de prises de décisions concernant ces activités, et que l'entité contrôle l'entité par la détention des droits de vote ou que ces droits ne constituent pas l'élément important et donc une nécessité d'examiner d'autres facteurs tels que les accords contractuels.

4.2.2 Le changement d'un (ou plus) de trois critères qui définissent le contrôle

Une réappréciation doit être tenue lors d'une modification de l'un des critères.

¹ Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, Kohler, Hervé, Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées, Vuibert, Paris, 2018, P 44

² PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 148-149

4.2.3 Contrôle individuel et exclusion de contrôle collectif

Si les entités doivent agir ensemble pour diriger les activités pertinentes, alors aucun de ces entités contrôle individuellement l'entité.

Le contrôle au sens de la norme IFRS 10 n'est pas tenu de la seule possession de la majorité des droits de vote, il découle de nombreux autres facteurs, qui en font un concept compliqué et protéiforme. Il suppose de s'arrêter sur un nombre de caractéristiques de l'entité pour laquelle ont apprécié l'existence du contrôle tel que sa finalité, les facteurs qui affectent sa performance et sa gouvernance.¹

4.3 La notion de contrôle selon SCF

4.3.1 Définition du contrôle

SCF a défini le contrôle dans l'article 132-5 : « le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités »²

4.3.2 Le pourcentage de contrôle

Le pourcentage de contrôle représente le lien de dépendance entre la société mère et les sociétés de groupe, il exprime le nombre des droits de votes détenus directement ou indirectement dans l'assemblée générale d'une filiale ou participation, il se calcule par le cumul des pourcentages de possession de capital dans les sociétés considérées.³

4.3.3 Type de contrôle

Les normes internationales reconnaissent trois types de contrôle :

a) Le contrôle exclusif

La définition du contrôle par la norme IFRS 10 correspond à celle du contrôle exclusif. De même pour le SCF, le contrôle exclusif peut résulter de trois situations selon la réglementation⁴

- **Contrôle de droit :**

la détention d'une fraction du capital qui attribue pour la société la majorité des droits de vote

- **Contrôle de faite :**

il est présumé lorsque la société dispose directement ou indirectement d'une fraction des droits de vote supérieur à 40 % pendant deux exercices, il détient le bloc de droits de vote

¹ Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, Kohler, Hervé, Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées, Vuibert, Paris, 2018, P 39

² JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009, P 14

³ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant Système Comptable Financier Page 477

⁴ Kaddouri, A, formation approfondie IFRS, « CONSOLIDATION. Pt », Scribd, <https://fr.scribd.com/presentation/425465838/CONSOLIDATION-ppt>. Consulté le 23/03/2023

le plus important, les autres droits de vote étant largement dispersés de surveillances, ce qui lui permettaient de désigner la majorité des membres d'organes de direction d'administration.

- **Contrôle contractuel :**

le contrôle sur l'entité est accordé par un contrat à condition que la société dominante dispose d'une participation dans la société contrôlée.

b) **Le contrôle conjoint :**

est le partage par le biais d'un contrat, le contrôle exercé sur une activité entre deux partenaires ou plus (nombre limité), existence d'un contrôle conjoint nécessite que les partenaires disposent de la capacité de diriger les activités pertinentes régies par l'accord et que les décisions requièrent le consentement unanime de ces parties et aucun n'entre eux peuvent exercer un contrôle unilatéral, et un partenaire qui possède un contrôle conjoint sur l'entité a le droit de les empêcher et de s'opposer aux décisions relatives aux opérations pertinentes.¹

La norme IFRS 11 est en conformité avec l'article 131-1 du SCF

c) **Influence notable :**

Un investisseur selon la norme IAS 28 exerce une influence notable lorsqu'il détient 20 % des droits de vote directement ou par l'intermédiation d'une société contrôlée (ne sont pas prises en considération les droits de vote potentiel). La norme prévoit des indices pour conclure l'existence d'une influence notable.²

Cette définition est en conformité avec l'article 132-11 du SCF qui stipule que l'influence notable est présumée lorsqu'une entité détient (directe ou indirecte) de 20 % ou plus des droits de vote ; l'influence notable peut résulter d'une représentation dans les organes dirigeants, de la participation au processus d'élaboration des politiques stratégiques ; de l'implication dans les transactions d'importance significative, de l'échange d'informations techniques essentielles ou échange de cadres et de dirigeants.³

Le pourcentage des intérêts :

Les droits de la société mère dans le patrimoine qui résultent de la détention directe ou indirecte d'une fraction des capitaux propres dans les sociétés de groupe. Le pourcentage d'intérêt est calculé par la multiplication des pourcentages de détentions de capital des différentes sociétés formant la chaîne de contrôle.⁴

¹ Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, Kohler, Hervé, Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées, Vuibert, Paris, 2018, P 45-46

² PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 218

³ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêté du SCF, 2009, P 15

⁴ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant Système Comptable Financier Page 479

Exigence et l'intérêt de la consolidation

5 Exigence et intérêt de la consolidation

5.1 Exigence légale d'établir des comptes consolidés

-**Loi SCF 07-11** dans l'article. 31 « Toute entité qui a son siège ou son activité principale sur le territoire national et qui contrôle une ou plusieurs autres entités établissent et publient chaque année les états financiers consolidés de l'ensemble constitué par toutes ces entités ». ¹

-**Décret exécutif 08-156 dans l'article** ² « les comptes consolidés sont établis par toute entité qui contrôle une ou plusieurs entités ».

-**Arrêté de ministère de la finance** ³« 132-2. Toute entité, qui a son siège social ou son activité principale sur le territoire national et qui contrôle une ou plusieurs autres entités, établit et publie chaque année les états financiers consolidés de l'ensemble constitué par toutes ces entités. »

-**L'article 732 bis 3 du code de commerce** dispose que « la société « holding » qui fait appel public à l'épargne ou bien cotée en bourse est tenue à l'établissement et à la publication des comptes consolidés annuellement ». ⁴

- **Code fiscal selon l'article 138 bis**, la consolidation du bilan fiscal est une option facultative ; « Les groupes de sociétés tels que définis dans le présent article et à l'exclusion des sociétés pétrolières peuvent opter pour le régime du bilan consolidé. La consolidation s'entend de celle de l'ensemble des comptes du bilan. L'option est faite par la société mère et acceptée par l'ensemble des sociétés membres. Elle est irrévocable pour une durée de quatre (04) ans ». ⁵

- **Norme IFRS : d'après la norme IFRS 10** La société mère doit préparer des états financiers consolidés en utilisant les méthodes comptables uniformes ⁶

5.2 Exigence économique d'établir des comptes consolidés

- Insuffisance des comptes individuels ;
- Respecter les exigences des investisseurs institutionnels ;
- Évaluation de la capacité du groupe à honorer ses obligations ;
- Une source précieuse d'informations ;

¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 74, lois SCF, 2007

²Décret exécutif n° 08-156, 2008, portant application du SCF.

³ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009,

⁴ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, Ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code de commerce, modifiée et complétée, 2007

⁵ MINISTÈRE DES FINANCES DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS, Code des impôts directes et taxes assimilés, 2021

⁶PricewaterhouseCoopers, MEMENTO EXPERT IFRS, Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 143 ,

- Obtention d'une image intelligible du groupe ;
- Un outil de mesure de la performance interne ;
- Prise de décisions stratégiques ;
- Communication efficace avec les parties prenantes.¹

La consolidation des états financiers est une étape importante dans la gestion financière des groupes d'entreprises. Elle permet de fournir une vue d'ensemble de la performance financière du groupe, ce qui est essentiel pour les parties prenantes du groupe. Cependant, cela peut être complexe et nécessite une connaissance approfondie de la comptabilité et de la réglementation financière.

Section 02 : Aspects techniques de la consolidation des comptes

La consolidation est un processus complexe qui nécessite une attention particulière pour élaborer des états précis et fiables, il est important de soulever ces trois problématiques principales :²

- Quelles entités (ou entreprises) doivent être incluses dans la consolidation ? Il s'agit du problème de la délimitation du périmètre de consolidation ;
- Quelles méthodes doivent être appliquées pour réaliser la consolidation ?
- Quels processus et technique doivent être utilisées pour réaliser la consolidation ?

1 Périmètre de consolidation

1.1 Signification du périmètre de consolidation

La détermination du périmètre de consolidation est la phase initiale de la préparation des comptes consolidés. Elle permet de définir les contours de l'ensemble à consolider.

Il consiste à définir les frontières de l'ensemble économique à consolider en incluant les entités contrôlées par la société consolidant, le périmètre de consolidation peut inclure des filiales, des associées, des coentreprises ou d'autres entités contrôlées par la société consolidant.

1.1.1 Selon la norme IFRS 10

Sont dans l'obligation de la consolidation toutes les sociétés mères sauf exception, Pour toutes les sociétés qui valident la notion du contrôle (pour chaque entité, il faut analyser le contrôle ou l'influence exercée).³

¹Bruno Bachy, la boîte à outils de la comptabilité, édition Dunod, France, 2021, P 160

²RICHARD Jacques, BENSADON Didier, RAMBAUD Alexandre, Comptabilité financière. Dunod, 11 Ed, Dunod, 2018, 11 rue Paul Bert 92247 Malakoff Cedex, 2018, P 373

³PricewaterhouseCoopers, « MEMENTO EXPERT IFRS », Éditions Francis Lefebvre, LEVALLOIS, Juin, 2022, P 138

1.1.2 Selon SCF ¹

Loi Art. 31. « Toute entité qui a son siège ou son activité principale sur le territoire national et qui contrôle une ou plusieurs autres entités établissent et publient chaque année les états financiers consolidés de l'ensemble constitué par toutes ces entités »

Loi Art. 33. « L'établissement et la publication des états consolidés sont à la charge des organes sociaux de l'entité dominante de l'ensemble consolidé, dite entité consolidant ».

1.2 Exemption de consolidation

Les cas où une entité est dispensée de l'obligation de publier ses comptes consolidés en raison de certaines exceptions ou dérogations prévues par la réglementation.

1.2.1 Les Exemptions de consolidation selon IFRS

Lorsque les comptes sont inutiles, c'est le cas si l'entité qui devant les établir est détenue par un groupe qui en publiait déjà à condition que :²

- L'entité est détenue au moins partiellement par une autre entité qui élabore des états consolidés en norme IFRS

- ses instruments de dettes ou des capitaux propres de ne sont pas cotés sur un marché organisé, ni dans le processus de mettre ses instruments de financement sur un marché organisé

- aucun investisseur s'oppose à la non-publication des états financiers consolidés.

Lorsque l'entité prend la forme d'une entité d'investissement.

1.2.2 Les Exemptions de consolidation selon SCF

132-4. Une entité dominante est dispensée d'établir des états financiers consolidés si elle est détenue quasi-totalement par une autre entité et si elle a obtenu l'accord des détenteurs des intérêts minoritaires. La détention quasi-totale signifie que la société dominante détient au moins 90 % des droits de vote.³

1.3 Exclusion d'une entité contrôlée du périmètre de consolidation

Sont laissées en dehors du périmètre de consolidation les entités dont ⁴

- Des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement le contrôle ou l'influence exercée sur elles par l'entité consolidant.

Où

- Les actions ou les parts sont détenus qu'en vue de leur cession ultérieure dans un avenir proche

¹JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 74, SCF, P 6

²Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, Kohler, Hervé, Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées, Vuibert, Paris, 2018, P 38-39

³ Décret exécutif n° 08-156, 2008, portant application du SCF

⁴ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009, P 14

L'exclusion des entités qui rentrent dans l'une de ces catégories est justifiée dans l'annexe des comptes consolidés.

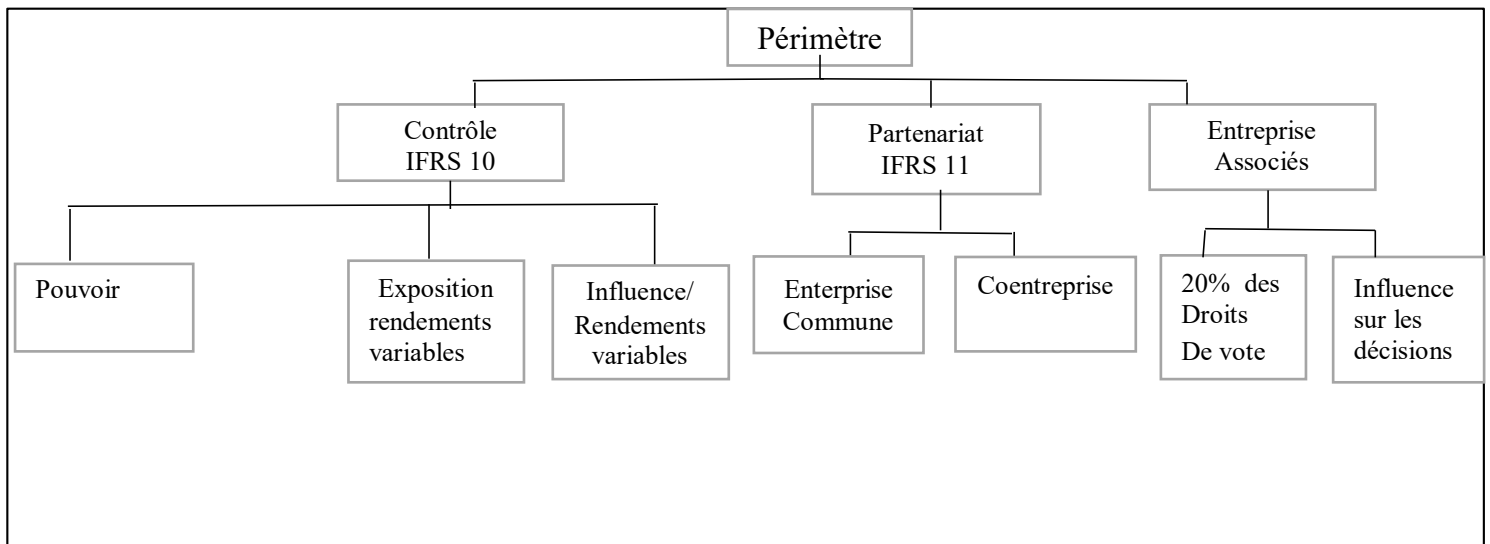
Selon la norme IFRS 10, une société qui publie des états financiers peut être exclue de son périmètre de consolidation en addition des catégories citées les filiales non significatives.¹

1.4 Variation du périmètre

Elle fait référence aux changements dans le contour des entités incluses dans la consolidation, cette variation est due initialement à l'ajouter / la création d'une entité ou à la renonciation / dissolution d'une entité existante.²

La variation du périmètre de consolidation affecte de façon significative la présentation des états financiers consolidés, le référentiel international IFRS,³ ainsi que le référentiel algérien SCF,⁴ exigent de la société consolidant d'intégrer dans l'annexe l'état de variation de périmètre dans lequel elle précise les modifications qui impactent le périmètre, le pourcentage de contrôle et la méthode de consolidation.

Figure 1-3 : synthèse de périmètre de consolidation



Source : Éditée par l'étudiante sur la base de Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, & Kohler, Hervé, Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées, Vuibert, Paris, 2018, P 58

2 Les méthodes de consolidation :

Le choix de la méthode de consolidation constitue une étape cruciale et structurante dans le processus de consolidation. Cette étape consiste à regrouper les états financiers de

¹Bachy, Bruno, Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, ,2015, p 49-50

² Bachy, Bruno, Sion, Michel, Ibid. P 100

³Bachy, Bruno, Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, ,2015, p 100-101

⁴Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant Système Comptable Financier Page 488

différentes entités qui forment le contour de l'ensemble a consolidé pour élaborer un état financier consolidé.

Le choix de la méthode de consolidation est important, il a un impact sur les résultats financiers et les ratios clés du groupe et par conséquent sur la perception des investisseurs de la performance du groupe.¹

Ce choix se fait sur la base des circonstances et des critères imposés par le référentiel applicable.²

Le mécanisme de consolidation repose sur le fait de substituer les titres qui figure à l'actif des états financiers la société mère aux couts d'acquisition par la quote-part des capitaux propres de l'entité consolidé et d'intégrer la différence dans la rubrique capitaux propres consolidés. Ce mécanisme s'enchaîne différemment selon la méthode de consolidation mise en œuvre.³

2.1 Pour les entités sous contrôle exclusif : Intégration globale :

elle doit être utilisée dès que la société mère exerce un contrôle exclusif sur la filiale.

Elle consiste à intégrer totalement le bilan et le compte de résultat de la filiale à ceux de la société mère en trois étapes :

- Additionner la totalité du bilan et du compte de résultat de la filiale aux comptes de la société mère (après retraitements)
- Identifier la quote-part des capitaux propres revenant au groupe et celle des actionnaires minoritaires
- Soustraire de l'actif et des capitaux propres les titres de la filiale.⁴

2.2 Pour les entités sous influence notable : Mise en équivalence

elle est applicable pour les entités sous influence notable. Elle se réduit à inscrire dans le bilan de la société mère les titres à leur valeur d'équivalence, c.-à-d. la quote-part des capitaux propres de la société sous influence notable, et pour équilibrer le bilan, il faut mettre la différence en capitaux propres consolidés.⁵

2.3 Pour les entités sous contrôle conjoint : la quote-part des actifs, passifs, produits et charges/ mise en équivalence

a) **Les normes IFRS 11** les partenariats sont divisés en deux catégories

¹ Bachy, Bruno, Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, ,2015, p 66

² Colinet, François, Paoli, Simon, & Dupic, Pierre-Jean, Pratique des comptes consolidés, Edition Dunod, 6 ° ED, Malakoff, Paris, 2016, P 57

³ Bachy. Bruno, *La boîte à outils de la comptabilité*, Ed Dunod, Paris, 2020, P 294

⁴ Ibid. 294

⁵ Bachy. Bruno, *La boîte à outils de la comptabilité*, Ed Dunod, Paris, 2020, P 294

- **Activité conjointe (jointe opération)** selon la norme IFRS 11 : elle est consolidée par la méthode de la comptabilisation de la quote-part des actifs, passifs, produits et charges

Cette méthode apparaît dans les comptes consolidés le partage de l'activité, des résultats, des actives et passives activités conjointes.

Cela se fait en deux étapes :

-intégrer la quote-part des actifs et des dettes telles qu'elle est mentionnée dans les accords contractuels

- éliminer les titres.¹

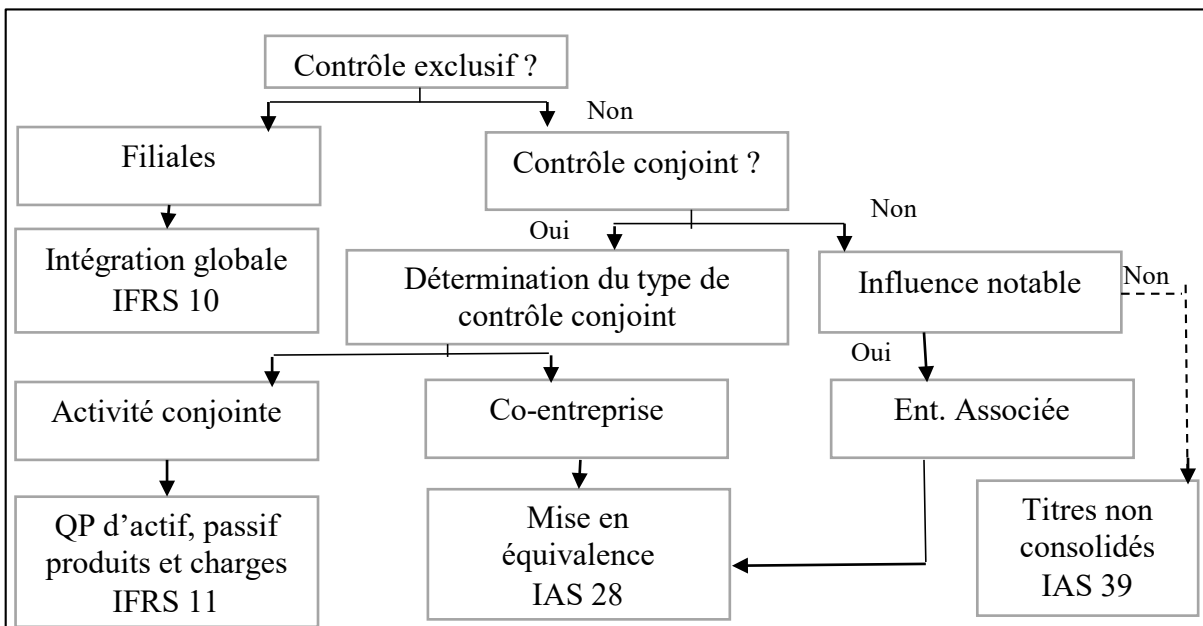
Co-entreprise (joint-ventures) : ce type de partenariat est consolidée en suivant la méthode de mise en équivalence, et donc faire apparaître dans les comptes consolidés la quote-part de l'actif net et du résultat net du groupe.²

➤ La méthode d'intégration proportionnelle a été supprimer.

a) Le SCF prévoit dans l'art 131-4 de l'arrêter de ministère de finance pour les activités économiques sous contrôle conjoint que :

« Lorsque les opérations en commun sont effectuées dans le cadre d'une entité séparée dans laquelle chaque coparticipant détient une participation, les coparticipants comptabilisent chacun la quote-part leur revenant dans les actifs, les passifs, le résultat, les charges, les produits et les flux de trésorerie de l'entité commune »³ :

Figure 1-4: synthèse des formes de participation et méthode de consolidation



Source : Bachy, Bruno, Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, 2015, Pratiques de consolidations

¹ Bachy, Bruno, Sion, Michel, Analyse financière des comptes consolidés IFRS, édition Dunod, 2015, p 54-63

² Idem

³ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009,

Dès lors que le périmètre et la méthode de consolidation ont été choisis, il est nécessaire de déterminer quel processus, mode, et démarche de consolidation à appliquer.

2.4 Processus de consolidation

2.4.1 La consolidation par les flux

Le processus de consolidation par les flux implique la tenue d'un journal de consolidation spécifique en parallèle au journal social dans lesquelles les événements comptables sont enregistrés au moment de leurs survenances donc le groupe tient deux comptabilités parallèles pour un même événement économique, cette approche permet de générer directe des états consolidés sans nécessité de traitement ultérieur.

2.4.2 La consolidation par les soldes

dans cette approche, les états financiers consolidés sont obtenus en ajustant les états sociaux.¹

2.5 Mode de consolidation

2.5.1 Par pallier

ce mode de consolidation tien en compte les sous-ensembles, il consiste à consolider les filiales dans des sous-groupes puis à insérer dans la consolidation principale les comptes consolidés des entreprises filiales de la société mère.

2.5.2 Directe

la consolidation est réalisée par la société consolidant, à partir des états financiers des entités comprises dans le périmètre de consolidation après ajustement et retraitement et détermination des droits de groupe dans les capitaux propres.²

2.6 Démarche de consolidation

2.6.1 Centralisé

le service consolidation au sein de la société mère assume l'intégralité des opérations de consolidation en utilisant les données de chaque entité consolidée

2.6.2 Décentralisé

les travaux préparatoires sont délégués à chaque entité consolidée pour préparer des comptes retraités.³

2.7 Les écritures de consolidation

Des travaux sont exercés sur les comptes consolidés, ces traitements doivent être enregistrés selon l'un des formes :

¹ Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, Kohler, Hervé, Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées, Vuibert, Paris, 2018, pp. 15-35

² Colinet, François, Paoli, Simon, & Dupic, Pierre-Jean, Pratique des comptes consolidés, Edition Dunod, 6^e ED, malakoff, Paris, 2016, P 24

³ IBID, PP 26-27

2.7.1 Les tableaux

Ils sont laissés pour les consolidations simples qui ne comprennent qu'un minimum de retraitements, ou pour les enregistrements des cumuls dans le cas contraire.

2.7.2 Les écritures au journal

Ils sont enregistrés sous la forme d'écritures au journal appelé « journal de consolidation ». ¹

3 L'appréciation du pourcentage du contrôle et d'intérêt : cas chiffré

3.1 Le pourcentage d'intérêt

Figure 1-5: les différentes hypothèses d'intérêt et de contrôle

¹ Kaddouri, A, formation approfondie IFRS, « CONSOLIDATION. Pt », Scribd, Consulté le 23/03/2023 <https://fr.scribd.com/presentation/425465838/CONSOLIDATION-ppt> . Consulté le

d'un groupe de société

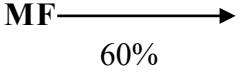
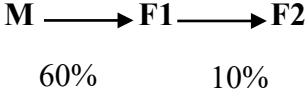
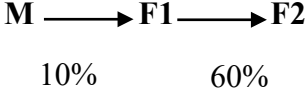
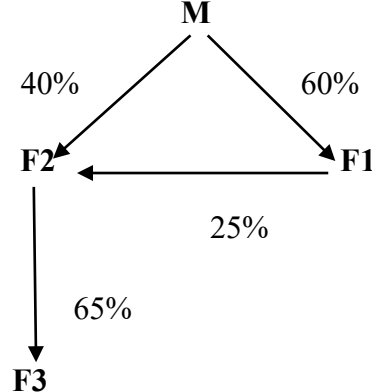
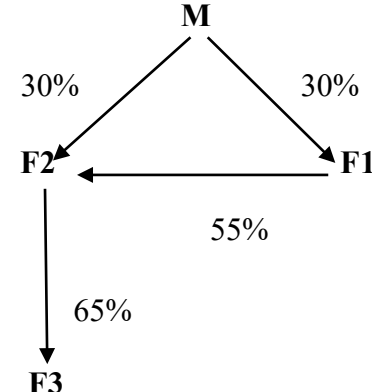
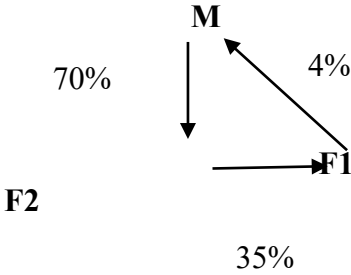
Participation directe	<p>M → F 60%</p>	% d'intérêt de M dans F : 60%
Participation indirecte	<p>M → F1 → F2 10% 60%</p>	% d'intérêt de M dans F1 : 10% % d'intérêt de M dans F2 : 60% * 10% = 6%
Participations directe et indirecte	<p>M 40% → F2 60% → F1 F1 → F2 25% F2 → F3 65%</p>	% d'intérêt de M dans F1 : 60% % d'intérêt de M dans F2 : 40% + 60% * 25% = 55% % d'intérêt de M dans F3 : 55% * 65% = 35,75% Selon les normes IFRS, il y a rupture de chaîne, Le % d'intérêt de M dans F2 = 0
Participations réciproques	<p>M → F1 → F2 70% 60% F2 → F1 6%</p>	Système d'équation % d'intérêt de M dans F1 = 70% + 6% F2 % d'intérêt de M dans F2 = 60% F1 Soit % d'intérêt de M dans F1 = 72,61% % d'intérêt de M dans F2 = 43,56%
Participation circulaires	<p>M 70% ↓ F1 ← F3 F1 → F2 60% F2 → F3 30%</p>	F1 = 70% + 30% F3 F2 = 60% F1 F3 = 30% F2 % d'intérêt de M dans F1 = 73,99% % d'intérêt de M dans F2 = 44,39% % d'intérêt de M dans F3 = 13,31% En normes IFRS, il ne faut tenir compte que des sociétés sur lesquelles il existe un contrôle exclusif % d'intérêt de M dans F1 = 70% % d'intérêt de M dans F2 : 70% * 60% = 42%

Source : Christelle Baratay, Comptabilité et audit les carrés DSCG 4, Gualino lextenso, Paris, France, 2012, PP 120- 121. Cité dont <https://dokumen.tips/documents/chapitre-introductif-les-fondements-cours-chapitre-introductif-les-fondements.html?page=19> .

3.2 Le pourcentage de contrôle

Figure 1-6: Les différentes hypothèses de contrôle

d'un groupe de société

Participation directe		% de contrôle de M dans F : 60%
Participation indirecte		% de contrôle de M dans F1 : 60% % de contrôle de M dans F2 : 10%
		% de contrôle de M dans F1 : 10% % de contrôle de M dans F2 : 0% Le contrôle de M sur F1 n'est pas exclusif donc M ne peut pas exercer un Contrôle sur F2. Il y a rupture de chaine.
Participations directe et indirecte		% de contrôle de M dans F1 : 60% % de contrôle de M dans F2 : 40 % + 25% = 65% % de contrôle de M dans F3 : 65%
		% de contrôle de M dans F1 : 30% % de contrôle de M dans F2 : 30 % % de contrôle de M dans F3 : 0%
Participation circulaires		Auto contrôle émis par la société consolidante, détenu par F2 : celle-ci n'a aucun impact sur le pourcentage de contrôle. % de contrôle de M dans F1= 70%, % de contrôle de M dans F2= 35%

d'un groupe de société

<p>Participation réciproques</p>	<pre> graph TD M -- 70% --> F1 M -- 60% --> F2 F1 -- 4% --> F2 F1 -- 20% --> F2 </pre>	<p>Il faut rechercher les % de droits de vote dans les AG (assemblée générale) ordinaires. % de contrôle de M dans F1 : $70\% + 4\% = 74\%$ % de contrôle de M dans F2 = $60\% + 20\% = 80\%$</p>
<p>Circularité entre sociétés du groupe mais pas avec la société mère</p>	<pre> graph TD M -- 70% --> F1 M -- 25% --> F3 F1 -- 60% --> F2 F2 -- 55% --> F3 </pre>	<p>% de contrôle de M dans F1 : $70\% + 25\% = 95\%$ % de contrôle de M dans F2 = 60% % de contrôle de M dans F3 = 55% Contrôle exclusif sur F3, donc M détient 25% indirectement dans F1.</p>

Source : Christelle Baratay, Op. Cite

La délimitation du processus de consolidation consiste à déterminer le pourcentage de contrôle, le pourcentage d'intérêt, ainsi que la méthode de consolidation, chaque méthode a sa spécificité par rapport à la présentation du patrimoine du groupe. Une maîtrise des aspects technique de la consolidation des comptes assure une présentation correcte, réelle et économique.

**Section 03 : processus d'élaboration et de présentation des états financiers
consolidés selon les référentiels**

La consolidation consiste à regrouper les états financiers des entités contrôlés avec celle de la société mère afin de créer des états financiers consolidés reflétant la situation financière de la globalité du groupe et la performance de tous les membres concernés par le processus de la consolidation, en vue d'atteindre cet objectif, la société consolidant et les parties consolidés doivent garantir que ce processus est bien structuré et ils doivent également mettre en œuvre une organisation spécifique pour effectuer les différents travaux pour parvenir à une vision concrète de l'ensemble. ¹

1 Processus d'élaboration selon le référentiel national SCF

1.1 Travaux préalables

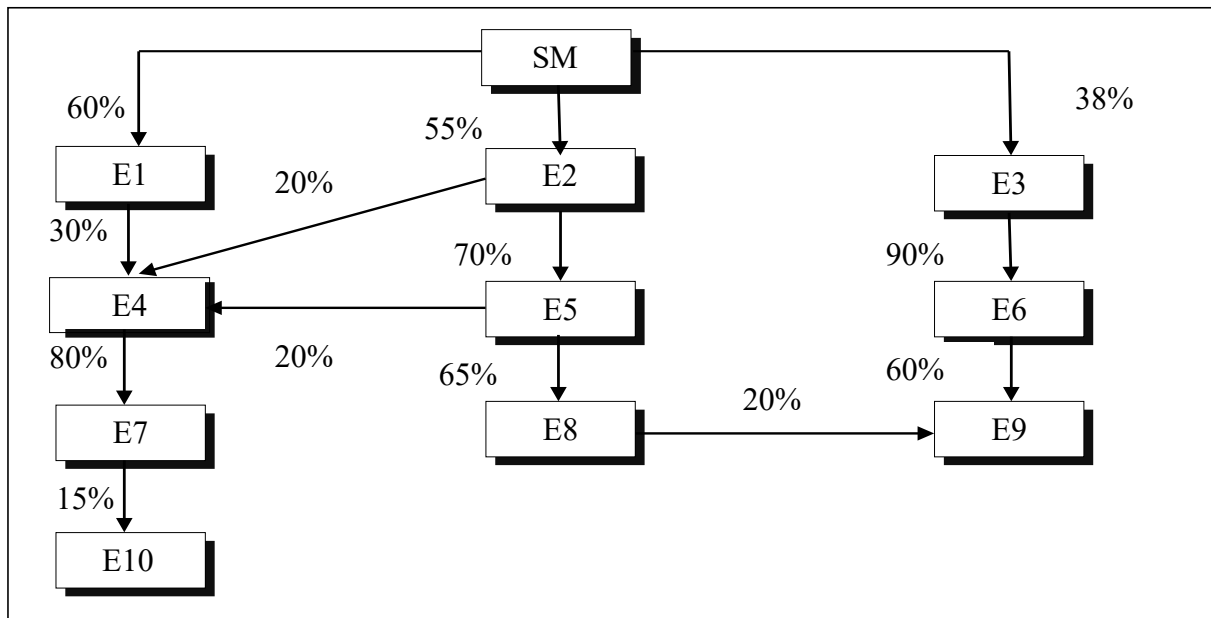
1.1.1 Organigramme

Au cours de la phase préparatoire de la consolidation, l'importance est dirigée vers l'identification des entreprises consolidables et la méthode de consolidation adéquate pour chacune d'entre elles. Afin de présenter clairement les liens de détention entre ces entreprises, un organigramme est élaboré, il prend la forme d'un schéma descriptif qui permet de visualiser les liens de propriétés entre les membres de groupe, l'objectif est de fournir une représentation claire et compréhensible de la structure de groupe.²

Figure 1-7 : Organigramme

¹ Bachy. Bruno, *La boîte à outils de la comptabilité*, Ed Dunod, Paris, 2020, PP 300-301

²COLINET, François, PAOLI Simon, et Pierre-Jean Dupic, *Pratique des comptes consolidés*, Ed Dunod, Paris, 2016, p. 29.



Source : COLINET, François, PAOLI Simon, et Pierre-Jean Dupic, *Pratique des comptes consolidés*, Ed Dunod, Paris, 2016, p. 29.

1.1.2 La collecte des données

Est une étape clés dans la consolidation, le processus de préparation de liasse de consolidation, c.-à-d. des documents à remplir et leur circuit¹. Cette étape consiste à Cumuler les informations financières et comptables de toutes les filiales, tels que le portefeuille des titres, les états financiers individuels, les opérations intra-groupes pour les intégrer dans les états financiers.² Cette étape nécessite une communication et coordination efficaces entre les différentes entités du groupe.

1.1.3 Les principes comptables

Les états financiers consolidés doivent être réguliers, sincères, reflètent la réalité économique du groupe. Pour cela, ils doivent respecter des normes et des principes strictes qui guident la manière dont les informations sont collectées, traités et présenter.³

Ils doivent valider chacune de principes généraux notamment la comptabilité d'engagement, la continuité d'exploitation, l'intelligibilité, la pertinence, la fiabilité, la comparabilité, le coût historique, la prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique.⁴

¹ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant Système Comptable Financier Page : 487

² Fatma zohra LAI , Charfi NACER, “La certification des comptes consolidés cas du Groupe industriel du papier et de la cellulose”, *Economic Researcher Review*, 30/12/2022, VOL 10, NO 02, PP 93-94, <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/85/10/2/210754> , consulté le 13/04/2023 à 1.54 Am

³ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant Système Comptable Financier Page : 474

⁴ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 74, Loi n° 07-11 portant système comptable financier SCF, 2009, P 14

Et également les principes spécifiques aux : périmètre de consolidation, la méthode de consolidation, les retraitements, le calcul des intérêts hors groupe, la présentation des états consolidés. ¹

1.2 Les travaux de consolidation

1.2.1 Retraitements de consolidation

Afin que les états financiers représentent clairement et de façon comparable la performance et la situation financière du groupe pour que les utilisateurs de ces états puissent prendre des décisions éclairées sur la base des informations inscrites dans les états consolidés, il est nécessaire que des retraitements touchent les états financiers individuels avant de les intégrer pour s'assurer qu'ils sont basés sur des pratiques homogènes et sont conformes aux normes et aux principes, tenez par le groupe.

a) Homogénéisation des méthodes comptables et uniformisation des normes et des principes

L'homogénéisation est un traitement essentiel pour arriver à la phase d'intégration des états financiers du groupe, elle vise à aligner les politiques comptables et les méthodes d'évaluation des postes, l'uniformisation des principes et normes qui consiste à adopter le même référentiel au sein des entités du groupe et donc assurer une cohérence et comparabilité de la pratique comptable, cela dans le but d'arriver à une présentation du groupe qui valide le principe de la transparence et la comparabilité. ²

Tous groupes élaborent chacun un manuel de consolidation, il définit les normes comptables, les règles d'évaluation ainsi que de présentation adoptée par la consolidant en addition d'un calendrier de consolidation. ³

Retraitement de l'amortissement : il vise à aligner la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs entre les différentes entités du groupe. ⁴

Retraitement de provision : il vise à rendre conforme les provisions à la politique économique du groupe. ⁵

b) Élimination des écritures prises en application des législations fiscales

¹ OP cite, P 474

² Bachy. Bruno, La boîte à outils de la comptabilité, Ed Dunod, Paris, 2020, PP 303-306

³ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant Système Comptable Financier Page : 487

⁴ Fatma zohra LAI , Charfi NACER, "La certification des comptes consolidés cas du Groupe industriel du apier et de la cellulose", Economic Researcher Review, 30/12/2022, VOL 10, NO 02, PP 93-94 , <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/85/10/2/210754> , consulté le 13/04/2023 à 1.54 Am, P 95

⁵ Ibid P 95

La consolidation impose l'élimination des écritures passées pour le seul respect d'une législation fiscale, notamment ce qui concerne les provisions réglementées et les amortissements dérogatoires. Cette étape génère une imposition différée.¹

c) Retraitement de l'impôt sur le bénéfice

Nous s'intéressons dans le retraitement de l'impôt sur les bénéfices aux décalages d'imposition qualifié temporaire, le décalage d'imposition renvoi a la situation ou l'enregistrement comptable d'un produit ou charge dans un exercice comptable est différentes à son exercice d'imposition, il est qualifié comme permanent lorsque cette différence ne sera jamais compensée et temporaire quand elle est compensée par une différence de sens opposé ou cour d'un exercice ultérieure.

Le décalage temporaire génère une dette latente cas de l'imposition est différé et une créance latente si l'imposition est anticipée.

L'imposition différée fait apparaître dans les comptes consolidés, un retraitement et élimination est également imposé

- Pour les dettes d'impôts différés sont inscrit sous forme d'une provision pour impôts différés dans le passif du bilan
- Pour les créances sont inscrites dans les comptes de régularisation actifs
- La contrepartie de la dette ou la créance apparaissent dans le compte de résultat consolidé.²

d) Retraitement de la date de clôture

selon le SCF, une durée de trois mois est accordée pour la préparation des états financiers individuels après la date de clôture, si elle est antérieure à cette date, les états financiers consolidés sont établis sur la base des comptes intermédiaires élaboré à la date de consolidation.³

e) La conversion des entités étrangères

Les opérations menée dans un environnement autre de celui de l'entreprise mère et selon une monnaie différente que celle retenue pour la présentation des états financiers consolidés, nécessite un traitement spécifique, et cela, pour respecter la réglementation qui exige de présenter les états financiers en monnaie de présentation (consolidation) aussi pour que ces états

¹ Kaddouri, A, formation approfondie IFRS, « CONSOLIDATION. Pt », Scribd, <https://fr.scribd.com/presentation/425465838/CONSOLIDATION-ppt>. Consulté le 23/03/2023, P 102

² Kaddouri, A, formation approfondie IFRS, « CONSOLIDATION. Pt », Scribd, <https://fr.scribd.com/presentation/425465838/CONSOLIDATION-ppt>. Consulté le 23/03/2023, P 98-99

³ L'article 132-9 du JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009,

présentent la profitabilité, assurent une lecture homogène au sein du même groupe et sert à donner une image plus intéressante aux actionnaires.¹

Trois types de la monnaie se défèrent²

- **La monnaie locale** : la monnaie du pays d'installation de la société mère ou de la filiale

- **La monnaie de fonctionnement** : la monnaie qui représente l'environnement économique ou l'entreprise fonctionne. Cette monnaie vise la réalité économique

- **La monnaie de présentation** : elle sert pour la publication des états financiers, c'est la monnaie de fonctionnement de la société mère, son objectif est de présenter les comptes de groupe dans une monnaie unique pour fournir des informations financières et donc répondre aux besoins d'utilisateurs.

Les états financiers algériens sont exprimés en monnaie nationale, c.-à-d. le dinar algérien, la conversion des entités étrangers se fait selon la méthode suivante :³

- Les actifs et passifs sont convertis sur la base du cours de clôture sauf les capitaux propres au cours historique

- Les produits et charges par le cours historique et sont autorisés d'être converti sur la base de cours moyen.

- **Le cours historique** : cour d'échange à la date d'entrée des éléments dans l'actif et le passif consolidés.⁴

- **Le cours de clôture** : le cours de change à la date de clôture de l'exercice.⁵

- **L'écart de conversion** qui est expliqué par la différence entre passif dans lequel les capitaux propres sont convertis au cours historique et l'actif converti au cours de clôture, et inscrit dans les capitaux propres consolidés jusqu'à la date de sortie de l'investissement.⁶

1.2.2 Intégration des états financiers individuels

Dans cette phase, en procède au cumul des états financiers (bilan et compte de résultat) individuels des entités consolidables avec ceux de la consolidant.⁷

¹ Smail, Bachir, et Abdeldjalil Djemil. « Consolidation Et Méthodes De Conversion Des Entités Etrangères » مجلة البشائر الاقتصادية, Aout 2021, Volume VII, n° 02, PP 1108-1109.

² Ibid, P 1105

³ L'article 132-8 du JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009,

⁴ Gurfein, Evelyne, Comptes consolidés : IAS-IFRS et conversion monétaire, 2006, Éditions d'Organisation, p 90

⁵ Ibid, P 88

⁶ L'article 132-8 du JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009.

⁷ Dr. MOKHEFI Amine, « La communication financière et le processus de consolidation des comptes des groupes Algérie a-t-elle anticipée ? », Revue DIRASSAT _numéro économique_, Volume. 4, Numéro .2, _Mai 2013, Université de Laghouat. P 31

1.2.3 Élimination des opérations intra-groupes

Les comptes consolidés privilégient une approche économique qui permet de présenter une image fidèle et exacte de la situation financière du groupe, il est exigé pour cela de prendre seulement les transactions exercées avec des tiers, et donc d'éliminer les transactions intra-groupes qui représentent des flux entre les entités du même groupe, à savoir que l'inclusion de ces transactions provoque une double comptabilisation dans les comptes consolidés ce qui pouvez fausser l'image du groupe.¹

L'élimination de ces transactions réciproques comprend :²

→ Les éliminations avec effet sur la situation nette relative aux opérations de

- Les bénéfices sur stocks ;
- Les dividendes ;
- Les provisions.

→ Élimination sans effet sur le résultat portent sur opération liée aux

- Les créances et dettes ;
- Prêts/emprunts ;
- Comptes courants ;
- Les Achats/ventes.

1.2.4 Élimination des titres de participation détenus sur les filiales et répartition des capitaux propres :

Elle consiste à remplacer la valeur des titres de participation inscrit à l'actif des états financiers intégrés par la quote-part des capitaux propres (y compris de résultat) de l'entité consolidée revenant à la consolidant. Cette fraction est déterminée après répartition des capitaux propres cumulés et identification de la part de la société consolidant et la part des intérêts minoritaires.³

Cette étape garantie que les états financiers consolidés reflètent fidèlement la situation du groupe et des entités consolidés.

Le traitement des titres de participations consiste à comparer la valeur d'acquisition à la part de la société mère dans l'actif net des filiales consolidées. Cette comparaison se traduit souvent par une différence qui est traitée et actualisée au cours des consolidations successives.

¹ Bachy. Bruno, La boîte à outils de la comptabilité, Ed Dunod, Paris, 2020, P 302

² Dr. MOKHEFI Amine, « La communication financière et le processus de consolidation des comptes des groupes Algérie a-t-elle anticipée ? », Revue DIRASSAT _numéro économique_, Volume. 4, Numéro .2, _Mai 2013, Université de Laghouat. P 32

³ Dr. MOKHEFI Amine, « La communication financière et le processus de consolidation des comptes des groupes Algérie a-t-elle anticipée ? », Revue DIRASSAT _numéro économique_, Volume. 4, Numéro .2, _Mai 2013, Université de Laghouat. P 32-33

a) Identification de l'écart de première consolidation :

Selon l'article 132-13 de la loi du SCF, L'écart de première consolidation constaté lors de l'entrée d'une entité dans le périmètre de consolidation ce déterminé par la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de l'entité concernée tel qu'il est inscrit à l'actif de la société qui les détient ;
- Et la fraction non réévaluée des capitaux propres de cette entité revenant à la société détentrice, y compris la part de résultat de l'exercice acquis à la date d'entrée de l'entité dans le périmètre de consolidation.

Cet écart se décompose d'un écart d'évaluation et un écart d'acquisition, il peut toutefois être positif ou négatif.

- Écart d'évaluation :

• Présentation selon le SCF

Il correspond à « la différence entre la valeur comptable de certains éléments identifiables de l'actif, et la juste valeur de ces mêmes éléments à la date de l'acquisition des titres ».

▪ Traitement de l'écart d'évaluation

« Les écarts d'évaluation sont imputés aux éléments identifiables des actifs concernés, jusqu'à ramener ces actifs à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. »¹

- Écart d'acquisition dite le goodwill :

• Présentation du goodwill

« Correspond à l'excédent de l'écart de consolidation qui n'a pas pu être affecté à des éléments identifiables de l'actif, et qui est inscrit à un poste particulier d'actif. »²

Convient la juste valeur de contrepartie transférée à la date d'acquisition moins les actifs identifiables acquis et passif repris. C.-à-d. au surpris que le preneur approuve de décaisser en raison d'avantages procurés par la prise de contrôle de l'entreprise liés à des actifs incorporels non identifiables et donc non comptabilisés que l'on octroie aux compétences du personnel de la cible, à son savoir-faire, mais aussi aux synergies futures espérées du regroupement.³

• Traitement du goodwill

¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009.

² JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009.

³ Ouarab, Ali, et Billal Chikhi. « Traitement Du Goodwill Entre Les Normes IFRS Et Le SCF : Les Mises À Jour Souhaitées », Journal of Economic and Financial Studies, University, volume 10, numéro 02, avril 2017, P 279

« L'écart d'acquisition est inscrit à l'actif non courant du bilan sous une rubrique distincte, en augmentation de l'actif si l'écart est positif, en diminution de l'actif si l'écart est négatif. »¹

Le goodwill selon le système comptable algérien est amortissable et subi, à chaque inventaire, un test de dépréciation,² le montant de l'écart d'acquisition positif doit être comparé à la valeur économique (ou valeur d'utilité) des éléments immatériels constitués par cet écart.³

1.2.5 Établissement des documents de synthèses et la présentation des états financiers consolidés

Le contenu des comptes consolidés est celle prévue par l'arrêter du 26 juillet 2008, l'article 210-4 au 210-05, « Les états financiers sont obligatoirement présentés dans la monnaie nationale. Les états financiers fournissent les informations permettant d'effectuer des comparaisons avec l'exercice précédent. Ainsi : chacun des postes de bilan, compte de résultat et tableau des flux de trésorerie comporte l'indication du montant relatif au poste correspondant de l'exercice précédent ; l'annexe comporte des informations comparatives sous forme narrative, descriptive et chiffrée ». ⁴

a) Les documents obligatoires

- **Le bilan consolidé** : il prend la forme identique au bilan individuel avec l'adjonction des informations spécifiques à la consolidation.

Les réserves consolidées ;

La différence de consolidation ;

Écart d'acquisition ;

Partage des capitaux propres et le résultat entre la part du groupe et les intérêts minoritaires.⁵

- **Le compte de résultat consolidé** : il contient deux rubriques supplémentaires que le compte de résultat individuel.

La part dans les résultats nets des sociétés consolidées selon la méthode de mise en équivalence est ajoutée au résultat net de l'exercice pour obtenir le résultat net de l'ensemble consolidé, ce dernier est composé par une fraction revenant au groupe et une fraction des intérêts minoritaires.⁶

¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009

² Ouarab, Ali, et Billal Chikhi. « Traitement Du Goodwill Entre Les Normes IFRS Et Le SCF : Les Mises À Jour Souhaitées », Journal of Economic and Financial Studies, University, volume 10, numéro 02, avril 2017, P 282

³ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009, P

⁴ Idem, P 19

⁵ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portants SCf, P 473

⁶ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant SCF, P 473.

- **Annexe**

L'annexe aux états financiers consolidés doit comporter toutes les informations et indicateurs utiles aux lecteurs des comptes consolidés.

→ Il comporte toutes les informations à caractère significatif permettant d'apprécier correctement le périmètre et les différents indicateurs financiers des entités incluses dans la consolidation.

→ Il inclut notamment un tableau de variation du périmètre de consolidation précisant toutes les évolutions ayant affecté ce périmètre,

→ Il inclut les justifications de toute exclusion de la consolidation. ¹

- **Les rapports de gestion :**

Les rapports de gestion du groupe expriment la situation économique et financier de l'ensemble consolidé, ils donnent également une présentation de l'évolution éventuelle et les perspectives du groupe. Ils sont qualifiés comme des documents clés pour les besoins d'information des parties prenantes. ²

b) Les documents facultatifs

Il est recommandé d'établir :

- **Un tableau des flux de trésorerie consolidé** : il comprend deux rubriques supplémentaires par rapport à l'individuel

→ Incidence de variation du périmètre de consolidation

→ Incidence de variation de cours de devise ³

Et

- **Un tableau de variation des capitaux propres consolidé** : il permet de présenter aux actionnaires les éléments qui ont contribué à la variation des capitaux propres, soit relative à la société consolidante, du périmètre, des sociétés consolidées et de présenter la part du groupe et des intérêts minoritaires. ⁴

➤ **L'obligation du groupe en matière de la consolidation :**

→ **Certification des comptes consolidés** : l'Audit financier au sein d'un groupe de sociétés : Selon l'article 24 de la loi 10-01 du 29/06/2010 « Lorsqu'une société ou un organisme établit des comptes consolidés ou des comptes combinés, le

¹ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant SCF, P 488

² Kaddouri, A, formation approfondie IFRS, « CONSOLIDATION. Pt », Scribd, Consulté le <https://fr.scribd.com/presentation/425465838/CONSOLIDATION-ppt> consulté le 01/04/2023

³ Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant SCF, P 474.

⁴ Colinet, François, Paoli, Simon, & Dupic, Pierre-Jean, Pratique des comptes consolidés, Edition Dunod, 6^e ED, Malakoff, Paris, 2016, P 415-416.

commissaire aux comptes certifie également la sincérité, la régularité et l'image fidèle des comptes consolidés ou combinés, et ce, sur la base des documents comptables et du rapport des commissaires aux comptes des filiales ou des entités rattachées par le même centre de décision. »¹

→ La déposition des comptes consolidés au greffe du tribunal de commerce.²

2 **Processus d'élaboration selon le référentiel international IFRS**

Dans ce point nous vont traiter les divergences portées par le référentiel IFRS et seuls les pratiques spécifiques concernant le processus de préparation des états financiers consolidés selon les normes internationales du IFRS

2.1 **Les travaux préalables**

Les normes IFRS et le cadre réglementaire de la consolidation, le SCF, préconise le même cadre conceptuel de la pratique ; les notions de groupes, filiales, participation, le périmètre de consolidation tandis que la notion du contrôle présentait par les normes IFRS est actualisée, encore les méthodes de consolidation adoptées par le système algérien sont en nombre de deux ; mise en équivalence et l'intégration globale. Les normes IFRS une autre méthode est celle de quote-part des actifs/ passifs et produits/charges,

De plus les normes IFRS n'autorise pas la clôture des états consolidés à une date différente de la clôture des comptes sociaux des entités consolidés.

2.2 **Les opérations de consolidations**

Le traitement du goodwill : la valorisation du goodwill selon IFRS est par deux méthodes ; la méthode partielle et la méthode de la quote-part acquise, l'amortissement du goodwill est interdit, il est substitué par des tests de dépréciation.³

La conversion des entités étrangères : les normes IFRS fait la distinction entre entité non autonome ; son activité est prolongement de l'activité de l'entreprise mère et entité autonome ; qui possède son autonomie de gestion, pour les premières entités les éléments monétaire sont convertis par la méthode du cours de clôture et la méthode du cours historique pour les éléments non monétaires, pour la deuxième catégorie le groupe utilise la méthode du

¹ JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 42, Loi n° 10-01 du correspondant au 29 juin 2010 relative aux professions d'expert-comptable, de commissaire aux comptes et de comptable agréé.

² Kaddouri, A, formation approfondie IFRS, « CONSOLIDATION. Pt », Scribd, Consulté le <https://fr.scribd.com/presentation/425465838/CONSOLIDATION-ppt> consulté le 01/04/2023

³Ouarab, Ali, et Billal Chikhi, Op cite. P 280 à 283

cours de clôture pour la conversion des actifs et passifs et les capitaux propres au cours historique.¹

La présentation Les documents obligatoires : les normes IFRS obligent les groupes de présenter un bilan, un compte de résultat, un tableau de flux de trésorerie, un tableau de variation des capitaux propres et une annexe, consolidés. La forme des documents consolidés prend une présentation différente.

3 Processus de l'intégration fiscal selon le code fiscal algérienne

3.1 Fiscalité des groupes de sociétés

En Algérie, les groupes de sociétés qui valident la définition d'un groupe selon le code des impôts directs et taxes assimilés et satisfaites les conditions d'éligibilité au régime des groupes de sociétés bénéficient des avantages fiscaux considérables en matière d'impôt direct, des taxes sur le chiffre d'affaires et de droit d'enregistrement.

3.2 Les Conditions d'éligibilité au régime de groupe de sociétés

- 1- Les sociétés membres doivent avoir la forme de sociétés par actions.
- 2- Le capital social de la société membre doit être détenu de manière directe (et non pas par l'intermédiaire d'autres sociétés) à raison de 90 % au moins par la société mère ;
- 3- Le capital social de la société mère ne doit pas être détenu de manière directe à raison de 90 % ou plus par une société tierce éligible en tant que société mère ;
- 4- Le capital social de la société mère ne doit pas être détenu de manière directe ou indirecte en totalité ou en partie par les sociétés membres ;
- 5- L'objet principal de la société ne doit pas être lié au domaine d'exploitation, de transport, de transformation ou de commercialisation des hydrocarbures et produits dérivés ;
- 6- Les relations de la société doivent être régies exclusivement par le code de commerce.²

3.3 Avantage fiscaux accordés

Les groupes de sociétés bénéficient d'un régime fiscal applicable aux groupes de sociétés qui offre des exonérations et des réfections ainsi d'un régime d'intégration fiscale qui permette aux sociétés d'un groupe d'opter pour le bilan consolidé et que la société mère soit le seul redevable d'impôt.

3.3.1 Régime d'intégration fiscale

Les sociétés satisfaisantes des conditions d'éligibilités au régime des groupes de sociétés peuvent opter pour le régime préférentiel d'intégration fiscale dite du bilan consolidé,

¹Smail, Bachir, et Abdeldjalil Djemil. « Consolidation Et Méthodes De Conversion Des Entités Etrangères » مجلة البشائر الاقتصادية, Aout 2021, Volume VII, n° 02, PP 1111 à 1112

² <https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/2014-05-20-13-16-11/2014-05-20-14-00-23/479-fiscalite-des-groupes-de-> Consulté le 13/04/2023 à 1.47 PM

la consolidation consiste à élaborer un seul bilan et la tenue de comptes uniques représentatifs de l'activité et de la situation des sociétés constituant le groupe.

Le régime de la consolidation des bénéfices est octroyé sur option exercée par la société mère et accepté par chacune des sociétés filiales, cette option est irrévocable pendant quatre ans sauf si le groupe cesse d'être éligible. ¹

3.4 Modalité d'application

3.4.1 Consolidation des bénéfices

la consolidation consiste en la production d'un seul document de synthèse reprenant les opérations de l'ensemble des sociétés du groupe. ²

3.4.2 Taux d'imposition

Selon l'article 138 bis de CIDTA « dans le cas où les activités exercées par les sociétés membres du groupe relèvent différents taux de l'IBS, le bénéfice résultant de la consolidation est soumis à l'impôt au taux de 19%, dans le cas où le chiffre d'affaires relevant de ce taux est prépondérant. Dans le cas contraire, la consolidation des bénéfices est autorisée par catégorie de chiffre d'affaires » ³

3.4.3 Déclaration

Déclaration annuelle : les sociétés ayant opté pour le régime d'intégration fiscale doivent remettre au service de gestion de la DGE leurs déclarations annuelles de l'IBS ainsi que la liasse fiscale, le bilan consolidé fourni par la société mère et les déclarations fiscales fournis par les filiales.

Déclaration des acomptes provisionnels : pour le premier exercice couvert par cette option, chacune de la société mère et les filiales calcul et paye le montant de leur acompte pendant une durée de 12 mois, les sommes d'acomptes seront imputés sur l'IBS dû par la société mère calculé sur la base de résultat de groupe, pour les exercices suivants seule la société mère est redevable de l'impôt. ⁴

3.5 Avantages fiscaux du régime de groupe des sociétés

3.5.1 En matière d'IBS

Exonération des dividendes

¹ Guide pratique du contribuable, 2021

² Op. Cite

³ MINISTÈRE DES FINANCES DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS, Code des impôts directes et taxes assimilés, 2021.

⁴ Amoura Djamel, « l'importance de la consolidation des états financiers sur la pertinence des informations financières », Réforme économique et intégration en économie mondiale, Esc, n 13/2012, P 104

Les dividendes perçus par les sociétés au titre de leur participation dans le capital des autres sociétés membres du groupe, sont exonérés de l'IBS. ¹

Exonération des plus-values de cession

3.5.2 Les plus-values réalisées sur cessions professionnelles internes sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

En matière de la TVA et la TAP

Les opérations réalisées entre les sociétés membres des groupes de sociétés sont exclues du champ d'application de la TVA et exonérés de la TAP.

*** En matière de droits d'enregistrement :** les actes portant sur

- Les transferts patrimoniaux entre les sociétés membres du groupe ;
- Les transformations de sociétés en vue de l'intégration du groupe.

Sont exemptés du paiement du droit d'enregistrement. ²

3.5.3 Autres mesures d'encouragement :

La suppression de la condition de la réalisation de résultats positifs pendant les deux (02) derniers exercices pour l'éligibilité au régime des groupes de sociétés. ³

3.6 Impacte budgétaire de l'intégration fiscale

La consolidation fiscale allège la charge fiscale des sociétés nouvelles ou en difficulté, en admettant la compensation immédiate entre les bénéfices et les pertes réalisées par les membres du groupe ; elle réduit à travers la compensation de résultats positifs et négatifs la base imposable ;

Elle élimine les frottements fiscaux sur les opérations intra-groupe et elle optimise la gestion fiscale individuelle ;

La consolidation fiscale facilite les opérations de restructuration économique et favorise le développement des groupes, notamment la création de nouvelles activités par filialisation. ⁴

La consolidation des comptes, tout en respectant le cadre réglementaire d'élaboration et de présentation, exigé par le référentiel adopté par l'entreprise, vise à traduire la situation et la politique du groupe par des états financiers consolidés et de fournir une information économique et financière pertinente qui assure la crédibilité du groupe et contribuer à la confiance de ses parties prenantes.

¹ <https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/2014-05-20-13-16-11/2014-05-20-14-00-23/479-fiscalite-des-groupes-de->
, Consulté le 13/04/2023 à 5.00 Pm

² <https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/com-smartslider3/vos-avantages-fiscaux/136-societes-et-organismess-benificiant-d-avantages-fiscaux/333-groupes-de-societes> « consulté le 13/04/2023 à 4.53 PM

³ <https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/2014-05-20-13-16-11/2014-05-20-14-00-23/479-fiscalite-des-groupes-de->
Consulté le 13/04/2023 à 5.00 PM

⁴Éditions Francis Lefebvre, Mémento Intégration fiscale 2022-2023 : Résultat d'ensemble, restructurations, déclarations, conventions, Éditions Francis Lefebvre, Paris, 2021, PP 21-24

Conclusion

Les états financiers consolidés, l'outil privilégié de la présentation de la situation financière du groupe, de sa rentabilité, l'efficacité de ses politiques de financements et d'investissements ainsi que ses stratégies de manière à valoriser sa crédibilité et à motiver les parties prenantes de groupes à contribuer par des financements et à agir activement pour assurer la survie de groupe.

L'élaboration des états financiers consolidés est un processus complexe, nécessite une maîtrise des aspects théorique et juridique et d'être au courant par rapport aux lois réglementaires et normes comptables, ainsi que par rapport aux variations affectant le groupe et son environnement.

À l'inverse des états individuels, les états consolidés sont plus solides, concrète et plus économique, à travers son placement d'une liaison entre les liens juridique et économique qui sont traduits financièrement, le groupe apparait comme une unité solidaire. Ces capacités, sa rentabilité et sa performance et ses engagements envers les externes sont celles de l'ensemble.

Les référentiels peuvent avoir des directives spécifiques quant au traitement des postes comptables, à la consolidation des filiales, aux écarts d'acquisition, etc. Ces différences peuvent influencer la manière dont les comptes consolidés sont préparés et présentés.

La consolidation apporte des avantages pour les parties prenantes de l'entreprise ; ces actionnaires, les investisseurs, les prêteurs, la fiscalité et à l'entreprise elle-même en termes des décisions économiques, financières, de financement et des investissements potentiels.

Chapitre 02 :
Diagnostic financier des états financiers

Chapitre 02 : Diagnostic financier des états financiers

Introduction

Dans un environnement concurrentiel complexe, les entreprises sont en face à des défis majeurs qui peuvent causer la cessation de leurs rentabilités et leurs activités. Les décisions prise par des parties prenantes de l'entreprise qui affecte le financement de l'entreprise et sa survie, sont élaborées sur la base des indicateurs financière sur sa position et son efficacité. Une entité qui mal gère sa liquidité ou qui ne rentabilise pas ses investisseurs est exposée au risque de cessation de son exploitation. En revanche une entité qui a un historique de rentabilité et fidélisation des apporteurs de fonds est soutenue même dans des situations de difficulté parce qu'il a la confiance de ses investisseur et créancier. Le diagnostic financier des entreprises, c'est un outil qui met en valeur les points forts de l'entreprise et de protection de l'entreprise par la présentation des points de dysfonctionnements et pour qu'elle puisse les régler et d'amélioration en identifiant ces atouts pour qu'elle puisse le profiter.

Durant cette partie, nous allons exposer celle du diagnostic financier qui occupe une place fondamentale dans la gestion financière de l'entreprise.

Section 01 : Diagnostic, analyse, interprétation de l'information financière

Section 02 : le diagnostic financier des entreprises

Section 03 : le diagnostic financier des groupes de sociétés

Section 01 : Diagnostic, analyse, interprétation de l'information financière

Le succès d'une entreprise repose sur la prédiction de sa future, l'utilisation des informations financières qualifiées pertinente assurent une prédiction précise des perspectives de la société étudiée.

1 Lecture financière des états financiers

1.1 Information financière

L'information financière fournit une analyse, une interprétation, un jugement et construit une vision sur la situation financière, la performance de l'entreprise ainsi que les indicateurs clés portant sur sa solvabilité et sa santé financière pour répondre aux besoins décisionnels des différentes parties prenantes de l'entité économique, cependant l'emploi, les attentes de ces derniers et la manière de la perception de ces informations se diffèrent largement. Et¹ pour que l'information financière soit utilisable et utile, elle doit être procurée en garantissant sa véracité et sa qualité et donc elle doit satisfaire des exigences et valider un certain nombre des caractéristiques.²

1.1.1 Caractéristiques qualitatives

La pertinence (relevance) : l'information doit être pertinente pour influencer les décisions, elle apporte une différence à qui ne le possède pas déjà, en affectant les prédictions des utilisateurs sur les résultats des événements passés, présents ou futurs ou en confirmant ou en corrigeant les attentes.

La fidélité (faithfulness) : la représentation fidèle existe lorsque les états comptables sur l'activité économique correspondent à la situation réelle, pour assurer la fidélité trois qualités doivent soutenir l'information financière.

***La neutralité :** signifie que la principale préoccupation devrait être la pertinence et la fiabilité des informations découlant de l'application du principe, et non l'effet que le principe peut avoir sur un intérêt particulier.

* **L'exhaustivité** signifie divulguer tous les renseignements significatifs de façon à éclairer la compréhension et à ne pas induire en erreur. Une omission peut rendre l'information inexacte ou trompeuse, non crédible et insuffisamment pertinente.

*L'image fidèle, elle exige que les états financiers reflètent de manière juste et précise les transactions et autres événements significatifs, les risques et les incertitudes doivent être divulgués de manière appropriée pour donner aux utilisateurs une vue d'ensemble complète.

¹ Hermanson, Roger H, James Don Edwar, et &Michael W, Maher, accounting principles a business perspective, BCcampus, 2011, P 19

² Bertin, Élisabeth, Les états financiers consolidés IAS/IFRS : conception, présentation, interprétation, Gualino, 2007, p 22 - 24

*La prudence : il faut être conservateur dans les estimations et les évaluations, en prenant en compte les éventuelles pertes et incertitudes.

*La prééminence de la substance sur la forme, il s'agit d'éviter les manipulations comptables par la tenue d'une présentation qui favorise la réalité économique que la forme juridique.

L'intelligibilité : l'aptitude de l'information financière à être claire et compréhensible par tous les utilisateurs.

La comparabilité : Les transactions et les événements similaires doivent être exécutées sur la base d'une cohérence et permanences des méthodes d'appréciation et de présentation, les utilisateurs sont informés des méthodes comptables utilisées, et également des changements apportés, et des effets de ces changements. Ce principe garanti que les différences signalées et les similitudes dans l'information financière sont réelles et ne résultent pas de traitements comptables différents. Des informations comparables révèlent des forces et des faiblesses relatives dans une seule entreprise au fil du temps et entre deux entreprises ou plus en même temps.¹

1.2 Signification des états financiers

Les objectives primordiales de la conception d'une n'importe quelle entité économique et d'être profitable et solvable. La profitabilité se résume par l'habilité de générer des revenus, la solvabilité est l'aptitude d'honorer et payé les dettes au moment de leurs exigibilités une entreprise ne peut atteindre l'efficacité et la pérennité de son activité que s'il a réussi à réaliser ses deux objectifs.

Les quatre états financiers en addition de l'annexe reflètent la profitabilité et la solvabilité de l'entreprise, ils construisent la source principale de l'information financière.

1.2.1 Le Bilan “the statement of financial position”

Le Bilan reflète la solvabilité d'une entreprise et sa situation financière, il indique les actifs, les passifs ainsi que les capitaux propres d'une société a un instant précis, qui correspond à la date de clôture de l'exercice, le bilan représente donc la photographie de la situation du patrimoine à ce point de temps,

Le bilan nous montre ce que l'entreprise détient (ses actifs), qui en est propriétaire (capitaux propres), et que l'entreprise doit (ses passifs).²

¹ Bertin, Élisabeth, Les états financiers consolidés IAS/IFRS : conception, présentation, interprétation, Gualino, 2007, p 24

² Hermanson, Roger H, James Don Edwar, et &Michael W, Maher, accounting principles a business perspective, BCcampus, 2011, P 35

1.2.2 Le compte de résultat

Le compte de résultat représente la profitabilité d'une entreprise achevée pendant une période, la profitabilité est mesurée par différence entre les revenus gagnés et les dépenses engagées pour la réalisation de ces revenus, les revenus se référant aux entrées d'actifs résultant de la vente des produits ou la prestation des services, ils sont évalués aux prix d'échanges auxquels l'entreprise livre les biens ou rend des services, les dépenses correspondants et sont évalués aux coûts supportés pour la production des biens ou la mise des services.¹

Le compte de résultats synthétise la gestion de l'entreprise pour un exercice comptable.

1.2.3 L'état de variation des capitaux propres

L'état des capitaux propres du propriétaire expose les éléments de capitaux propres de l'entreprise et souligne les changements dans ces éléments tout au long de la période. L'état est divisé en colonnes, une pour chaque élément d'actions : actions ordinaires, actions privilégiées, capital versé supplémentaire, bénéfices non répartis et actions de trésorerie.²

Il exprime la variation de la richesse de l'entreprise.

1.2.4 Le tableau de flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est états financiers importants, il sert à présenter la situation de trésorerie de l'entreprise, ce document donne un aperçu des sources et des utilisations de la trésorerie au cours d'une période comptable. Par application de principe de la comptabilité d'engagement, le revenu net d'une entreprise peut ne pas toujours être représentatif de ses flux de trésorerie, c'est pour cela, il est qualifié parmi les principaux outils de décision pour son rôle de fournir les informations sur les mouvements de la trésorerie résultant des opérations qui génèrent des revenus et des charges et qui ne sont pas précisés par le compte de résultat. Cette information est utile pour évaluer la liquidité de l'entreprise, sa capacité à rembourser ses dettes, son potentiel de croissance et pour prendre des décisions d'investissement ou de financement.³

1.2.5 L'annexe

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat, il expose toute information significative dont l'omission ou l'inexactitude peut influencer la compréhension des opérations et des résultats de l'exercice, ou de falsifier le jugement porté par les utilisateurs.

¹ Hermanson, Roger H, James Don Edwar, et &Michael W, Maher, accounting principles a business perspective, BCcampus, 2011, P 33

² Julie, Dahlquist, Rainford, Knight, principles of finance, OpenStax, USA, 2021, P 141

³ Julie, Dahlquist, Rainford, Knight, Ibid. PP 143 144

L'image fidèle, claire et globale de l'entreprise est indissociable de l'annexe.¹

2 Les indicateurs clés de la situation financière

2.1 La signification de la situation financière

La situation financière exprime le patrimoine de l'entreprise et explique à un instant précis l'équilibre de l'entreprise, sa structure financière, la solvabilité, l'endettement et la liquidité.

Et donc elle fournit un aperçu sur l'efficacité structural de l'entreprise et sa capacité de survivre.

2.2 L'outil financière procurant une vision de la situation financière

L'analyse de la situation financière est primordiale, il constitue un facteur important pour les entreprises. Le Bilan constitue l'outil principale de l'appréciation de la situation financière, ce dernier est composé des rubriques et postes qui sert à déterminer la manière dans laquelle l'entreprise est structuré, sa taille, sa politique d'investissement et ses liens de dépendances envers les tiers.

2.3 Les indicateurs financiers d'appréciation de la situation financière

Les aspects les plus fondamentaux de l'appréciation de la situation financière sont

- Les actifs : les emplois, les utilisations des capitaux investis, exprime la taille de l'entreprise. Ainsi un indicateur de la politique d'investissement de l'entreprise
 - Les passifs, les ressources financières de l'entreprise et des obligations qu'elle assume.
 - Les capitaux propres : les fonds propres apportés par les investisseurs et les montants de la richesse non distribuée.
 - FRNG : un indicateur d'équilibre qui doit être assuré entre les ressources stables et les emplois stables
 - La solvabilité : exprime la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements
 - La liquidité : exprime la flexibilité de l'entreprise et son aptitude à payer les dettes à court terme par des ressources à court terme, cet indicateur exprime la solvabilité à court terme
 - L'endettement : ce sont des rapports entre les dettes de l'entreprise et ces passifs ou ses capitaux propres, un indicateur de la structure

¹Alain Mikol, Gestion comptable et financière, Ed Presses universitaires de France, 11^{ème} édition, France, 2019, P 93

des dettes de l'entreprise, il indique son autonomie et le niveau de sa dépendance vis-à-vis des tiers.

3 Diagnostic et analyse financière

3.1 Diagnostic financier et l'analyse financière

3.1.1 Signification de l'analyse financière et le diagnostic financier

Le diagnostic financier est un processus subjectif mené par des experts, il se repose sur des données comptables et financières qui servent à réaliser un jugement de valeur sur la solvabilité d'une entreprise et plus essentiellement sur la rentabilité des capitaux propres investis, à partir de ces données, il effectue sur la base d'une optique dynamique et comparative, des comparaisons systématiquement des performances passées dans le temps ou dans le secteur de l'entreprise, et de la décomposition qui consiste à identifier et à analyser les éléments constitutifs de la performance et de la rentabilité de l'entreprise afin de les projeter aux décisions de gestion.¹

Le diagnostic s'appuie également sur les techniques d'analyse, mais ils s'en distinguent par ces objectifs et perspectives, l'analyse financière apprécie le plus objectivement la performance économique et financière, il fournit des informations quantitatives qui aident l'expert à éviter les erreurs et les omissions, Le diagnostic financier repose sur les conclusions et les interprétations tirées de l'analyse financière pour fournir une compréhension globale et approfondie de la situation financière d'une entreprise.²

Cependant, le diagnostic financier approfondi dans son processus plus que l'analyse financière, il vise à signaler les causes clés des problèmes financiers et à procurer des solutions décisives pour y remédier, Il implique une analyse précise de la situation financière d'une entreprise, ainsi que des facteurs économiques, sociaux et politiques qui peuvent influencer sa performance financière.³

3.1.2 Les objectifs du diagnostic financier

- Détecter les causes de difficultés actuelles ou antérieures de l'entreprise ;
- Éclairer les éléments désagréables et les dysfonctionnements dans la situation financière et les performances de l'entreprise ;
- Présenter les possibilités d'évolution à l'aide des comparaisons des performances dans le temps ;
- Porter un jugement sur la santé financière de l'entreprise en identifiant les forces, les faiblesses :

¹ Simon Parienté, Isabelle Martinez, Diagnostic Financier de l'entreprise, Ed Dunod, France, 2020, PP 1 à 4

² Florent Deisting, Jean-pierre Lahille, Analyse financière, Ed Dunod, France, 2017, PP 1 à 2

³ Ibid. PP 3 à 4

- Donner une estimation de risque d'investissement ;

Et à la fin apporter des décisions correctives et stratégiques afin améliorer ou redresser l'état actuel de l'entreprise. ¹

Les utilisateurs du diagnostic financier et leurs attentes

Les acteurs qui font appel au diagnostic financier ont des préoccupations différentes, leurs intérêts et exploitations de l'information financière se diffèrent largement, le diagnostic dans son rôle est d'apporter des réponses aux interrogations de ses parties de l'entreprise, nous distinguons ces groupes parmi les acteurs intéressés par le diagnostic financier.

- **Le groupe des investisseurs** : comprenant les actionnaires actuels et potentiels, ce groupe se distingue en deux catégories de porteurs des fonds qui cherchent différentes finalités.

- **L'actionnaire de contrôle** : c'est celui qui détient une part importante du capital lui confier l'exercice d'une influence sur les politiques décisionnelles et stratégiques de l'entreprise, celle-ci cherche à travers le diagnostic financier d'établir un jugement sur la pérennité et la rentabilité durable de l'entreprise.
- **L'actionnaire financier** : cette catégorie cherche à travers la souscription au capital de l'entreprise à atteindre l'optimum financier, le diagnostic financier doit les procurer d'une appréciation de la rentabilité attendue.

- **Le groupe de créanciers** : comprennent les institutions financières, les banquiers, les porteurs des obligations, les fournisseurs, les administrations fiscales et sociales..., celles qui procurent un financement à l'entreprise de différente durée d'échéance, ils cherchent en utilisant le diagnostic financier, à savoir la solvabilité de l'entreprise et sa capacité à générer la liquidité.

- **Le groupe du personnel** : comprennent les utilisateurs internes de l'entreprise, pour les dirigeants, les gestionnaires, le diagnostic financier fournit pour lui des indications la santé financière ainsi qu'il fournit un outil de gestion qui permet d'opter pour des décisions éclairées, et encore, il permet d'obtenir une vision claire des forces, faiblesses, atouts, menaces, pour les employés, il présente la situation financière de l'entreprise en vue d'examiner la sécurité de leurs postes et la possibilité de négocier l'augmentation des salaires et de bénéficier des rendements et des avantages salariaux.

- **Le groupe des entreprises ou des personnes en relations d'affaire avec l'entreprise** : comprennent les concurrents qui s'intéressent à la performance stratégique de l'entreprise, les fournisseurs aux difficultés financières possibles, les entreprises adoptent une stratégie de fusion/ acquisition qui s'intéressent à la valorisation de l'entreprise. ²

¹Dov Orgien, Gestion financière de l'entreprise, Dunod, 4^{ème} Ed, Malakoff, Paris, 2018, PP 1-4

²Karine Cerrada, Yvesde Rongé, Michel De Wolf, & Michel Gatz, Comptabilité et analyses des états financiers, Ed de boeck, 3^{ème} Ed, Bruxelles, Belgique, 2011, PP 184-187

- Les auditeurs externes : leurs préoccupations sont de porter un avis sur la fiabilité des données.¹

3.2 Diagnostic financier et le diagnostic stratégique

Le diagnostic consiste en une analyse de l'exploitation de l'entreprise, **il permet d'exposer les opportunités et les menaces** afin de tenir des actions correctes et **des décisions primordiales** basées sur une connaissance préalable de la situation globale de l'entreprise.

En suivant **une démarche d'observation et d'analyse**, il vise à identifier les atouts et encore les dysfonctionnements ainsi que les causes et l'interpréter les résultats conclus, il permet par la suite d'opter pour des choix, des alternatives, des options d'amélioration du fonctionnement de l'entreprise. Cette démarche s'appuie sur des outils stratégiques tels que l'analyse SWOT qui permet de faire un aperçu sur les forces, faiblesse, opportunité et menace, l'analyse de cinq forces de porter qui permet d'évaluer les forces ayant un impact sur l'industrie dans son ensemble.

À travers le diagnostic, l'entreprise avoir une connaissance approfondie d'elle-même ainsi que son secteur ; le marché, les concurrents, les tendances du marché et son environnement ; interne et externe, et ceci afin de faire des orientations stratégiques ; changement stratégique, optimisation des coûts, recherche et développement, cibler des nouvelles catégories ou des nouveaux débouchés ; marchés.²

Le diagnostic stratégique est un préalable aux études financières, si une entreprise cherche à réaliser un diagnostic financier pertinent et qu'elle assure une compréhension du secteur et l'identification des facteurs clés de succès et les freine rencontrés lors de la réalisation de son activité, l'entreprise doit partir indispensablement par un diagnostic stratégique.³

Pour assurer un diagnostic financier de qualité, l'entreprise doit se baser sur deux conditions, le diagnostic se précède d'un diagnostic stratégique, et il doit s'appuie sur des informations financières pertinentes.

¹ Dov Orgien, Gestion financière de l'entreprise, Dunod, 4^{ème} Ed, Malakoff, Paris, 2018, PP 1-4

² Cour : évaluation de l'entreprise, Abdelkader Gliz, école supérieure de commerce, 2023

³ Sébastien Ristori, Les lés de la finance d'entreprise, Ed ellipse, France, 2022, P 10

Section 02 : le diagnostic financier des entreprises

Le diagnostic financier des entreprises est une procédure d'identification de dysfonctionnement et d'orientation stratégique pour assurer l'efficacité.

1 La démarche méthodologique du diagnostic financier

« Le diagnostic se précède par une mise en contexte et suivies par une conclusion et préconisation, sa démarche est toujours identique quel que soit l'interlocuteur »

Étape préalable : la mise en contexte stratégique qui est considéré comme étape de commencement du diagnostic financier consiste à la collecte des documents comptables interne ainsi des documents extracomptables externes, et donc de recueillir toutes informations pertinentes qui servent à comprendre l'activité de l'entreprise et à analyser son environnement, et par conséquent de maîtriser le contexte d'évolution de l'entreprise, ses objectifs stratégiques, son positionnement, ses contraintes, et tous facteurs qui influencent sa performance et sa situation financière.¹

Étape 1 : le diagnostic des résultats, la première étape du diagnostic financier se débute par l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, des marges et des résultats,

Étape 2 : analyser l'actif économique, actif économique désigne l'investissement nécessaire pour le fonctionnement de l'entreprise. Cette étape permet de comprendre sa composition et leur contribution à la performance financière de l'entreprise.

Étape 3 : le diagnostic des financements, il consiste à analyser les formes de financement de l'entreprise, de son activité et ses investissements, cette étape est effectuée par le tableau de flux de trésorerie qui explique les sources de la trésorerie et sa consommation, l'analyse doit indiquer la variation et la capacité des flux d'exploitation à absorber la charge financière.

Étape 4 : diagnostic des rentabilités, l'analyse de la rentabilité est de mesurer le rapport entre les résultats atteints et les capitaux investis, et donc de mesurer l'efficacité de son utilisation des ressources financière et de déterminer si l'entreprise est créatrice de richesse.

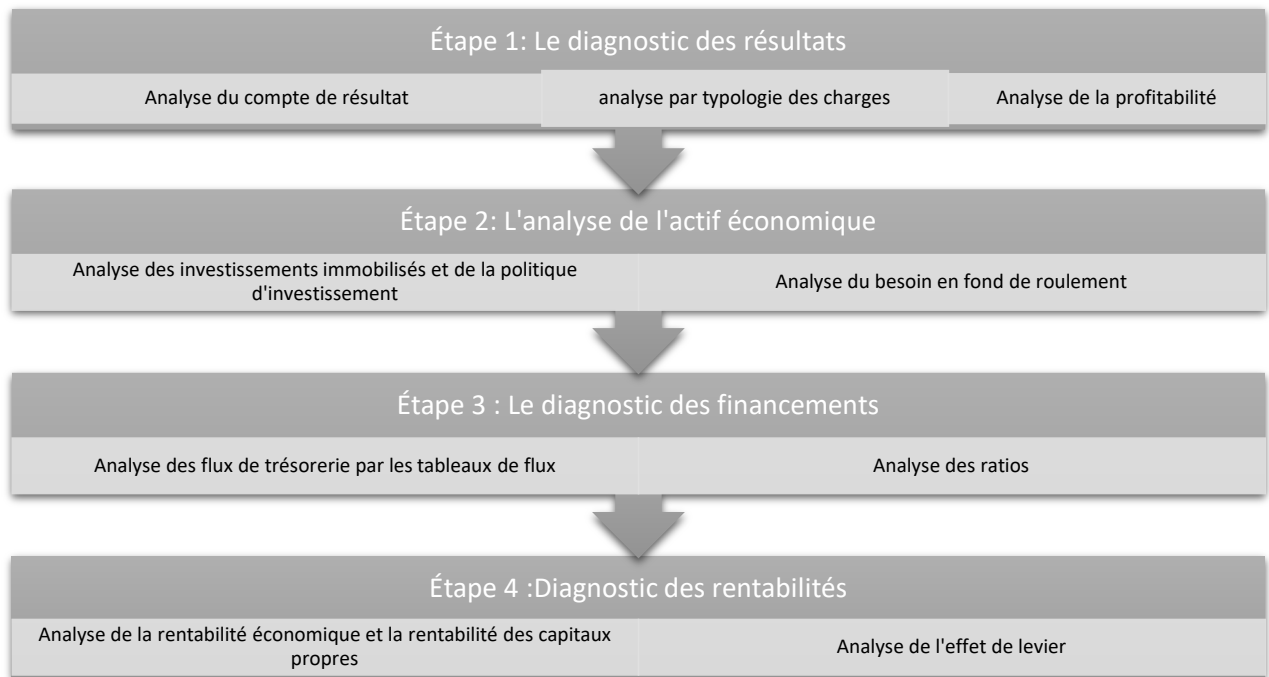
Étape finale : communication des conclusions et des préconisations, durant cette étape, il est nécessaire de présenter des résultats clés obtenus ; les observations sur la performance, les point faibles et fortes, les risques et les potentiels ainsi de fournir des préconisations c.-à-d. les recommandations et les résumés et des propositions d'actions.

Le diagnostic financier doit pouvoir répondre dans cette étape aux occupations des acteurs ; l'entreprise dispose-t-elle de liquidité lui assurant le fonctionnement pérenne ?

¹Sébastien Ristori, Ibid. PP 76- 77

l'entreprise est-elle solvable ? l'entreprise est-elle créatrice de valeur pour les porteurs des fonds propres.¹

Figure 2-1: La démarche du diagnostic financier



Source : Sébastien Ristori, Les clés de la finance d'entreprise, Ed ellipse, France, 2022, P 76

2 Le diagnostic des indicateurs clés de l'appréciation de la santé financière par l'analyse dynamique des états financiers.

Le diagnostic exploite les informations de la société afin de déceler des résultats.

2.1 Le diagnostic de l'activité et la performance

le diagnostic financier porte sur l'analyse de l'activité de l'entreprise ainsi que sa profitabilité qui centre sur le compte de résultat, le calcul de chiffre d'affaires qui permet d'apprécier l'évolution de l'activité de l'entreprise et sa situation concurrentielle ainsi que ces perspectives, des soldes intermédiaires de gestion permettent d'examiner la formation du résultat de l'exercice, le calcul de la capacité d'autofinancement qui représente l'ensemble des ressources internes dégagées par l'activité courante de l'entreprise. Cette étape de diagnostic vise à expliquer et à répondre à ces préoccupations, elle vise à estimer et à expliquer l'évolution du chiffre d'affaires, et interpréter la variation de résultat, et de trouver les raisons derrière les améliorations ou les dégradations des résultats qui ont été achever, et encore de suggérer des plans d'action en cas des pertes.²

¹ Sébastien Ristori, Ibid. P 136

²Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, &Nathalie le Gallo, DSCG 6. Finance d'entreprise, Dunod, 3^{ème} Ed, France, 2022, P 1

2.1.1 Le chiffre d'affaires

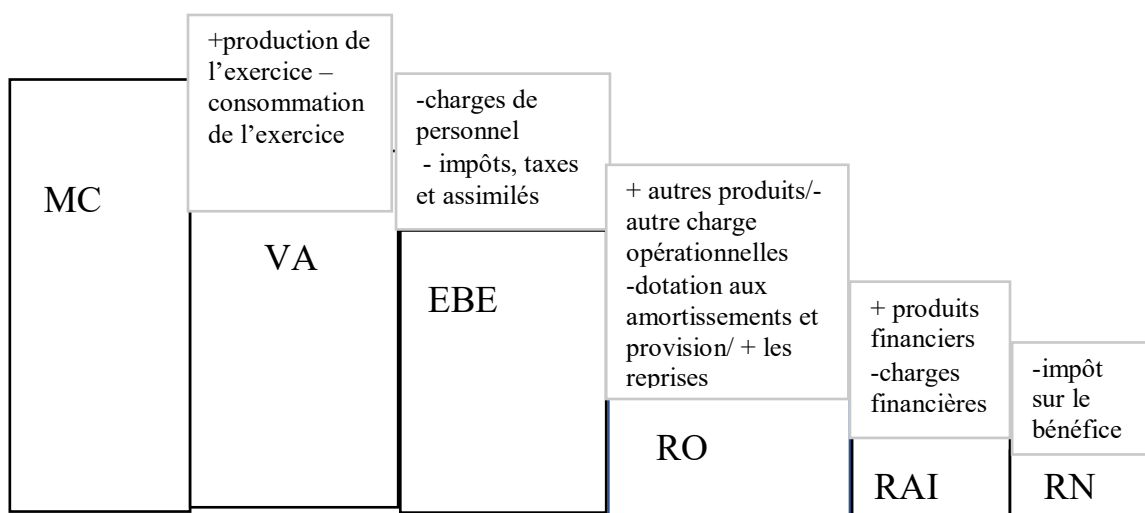
le chiffre d'affaires est la source qui génère des revenus nécessaires pour l'existence de toute activité économique, l'évolution de chiffre d'affaires est un indicateur essentiel pour évaluer la santé financière d'une entreprise, il indique le positionnement de l'entreprise dans le marché et permis d'appréhender la part de l'entreprise sur le marché, l'évolution du chiffre d'affaires est un indicateur de comparaison, entre les autres entreprises du secteur et l'entreprise qui est en phase de diagnostic, une évolution du CA en phase avec les autres entreprises indique une bonne performance et un positionnement solide, cependant un déclin ou une évolution inférieure qui n'est pas au même rythme que les autres entreprises signale un problème de difficulté financière, de compétitivité, de perte du part de marché, et annonce la question interrogative et donc l'entreprise doit examiner les causes et lance des actions d'amélioration.

^{1 2}

2.1.2 Les soldes intermédiaires de gestion

Les soldes intermédiaires de gestion décomposent le compte de résultat pour apprécier la formation du résultat net, ce tableau apporte des indications sur la structuration des produits et des charges et sur les éléments qui influencent la création de richesse de la société.³

Figure 2-2: la structuration des soldes intermédiaires de gestion



Source : Élaboré par l'étudiante sur la base de cours de MS OUDAI Moussa

¹ Sébastien Ristori, op cite. PP 96 à 99

² Abdelkader Gliz, évaluation de l'entreprise, École Supérieure de Commerce, 2023, P 102

³ Sébastien Ristori, op cite. P 84

La marge commerciale : un indicateur de la performance commerciale, ce solde apparaît la couverture de chiffre d'affaires du coût d'achat d'un produit ou un service, et donc il donne une présentation des bénéfices dégagés de l'activité commerciale.¹

La production de l'exercice : un indicateur de l'activité, ce solde mesure de l'activité de production réalisée par l'entreprise.²

La valeur ajoutée : correspond à la richesse créée par l'entreprise, cet indicateur mesure le poids économique de l'entreprise, on la compare aux autres entreprises similaires du même secteur économique, une valeur ajoutée importante est un indice favorable de la contribution économique, sociale et financière de l'entreprise.³ Une baisse de la valeur ajoutée se réfère à une perte de part de l'entreprise sur le marché, ou un mal maîtrise des consommations.⁴

L'excédent brut d'exploitation EBITDA: un indicateur de la performance commerciale et industrielle de l'entreprise, il mesure le niveau de la profitabilité brut et apprécier la couverture des coûts de structure par le chiffre d'affaires, donc il est considéré comme un outil de détection des dysfonctionnements.⁵ l'EBE doit être mesuré par rapport au chiffre d'affaires ; c.-à-d. un taux de marge d'exploitation, une baisse continue de ce taux est un signe prédictif de défaillance.⁶

Le résultat opérationnel : une mesure de rentabilité, et de la capacité de l'entreprise à dégager des ressources de son activité.

Le résultat financier : exprime la politique financière de l'entreprise

Le résultat avant impôt : exprime le résultat dégagé par l'activité ordinaire de l'entreprise.

Le résultat extraordinaire : regroupe les éléments hors activité ordinaire de l'entreprise, qui ont un caractère inhabituel, irrégulière.

Le résultat net de l'entreprise : un indicateur utile pour les actionnaires, il mesure la rentabilité de l'entreprise.⁷

¹ Sébastien Ristori, op cite. P 85

² Sébastien Ristori, op cite. P 85

³ Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, & Nathalie le Gallo, Op cite. P 8

⁴ Dov Orgien, Gestion financière de l'entreprise, Ed Dunod, 4^{ème} Edition, France, 2018, P 23

⁵ Sébastien Ristori, op cite. P 86

⁶ Dov Orgien, op cite. P 23

⁷ Cours : analyse financière, Oudai Moussa, École supérieure de commerce, 2023, P 2 à 3

La capacité d'autofinancement

La CAF est un agrégat financier déterminé après retraitement de compte de résultat, elle présente une trésorerie potentielle et un excédent des ressources internes dégagées par l'activité courante de l'entreprise.¹

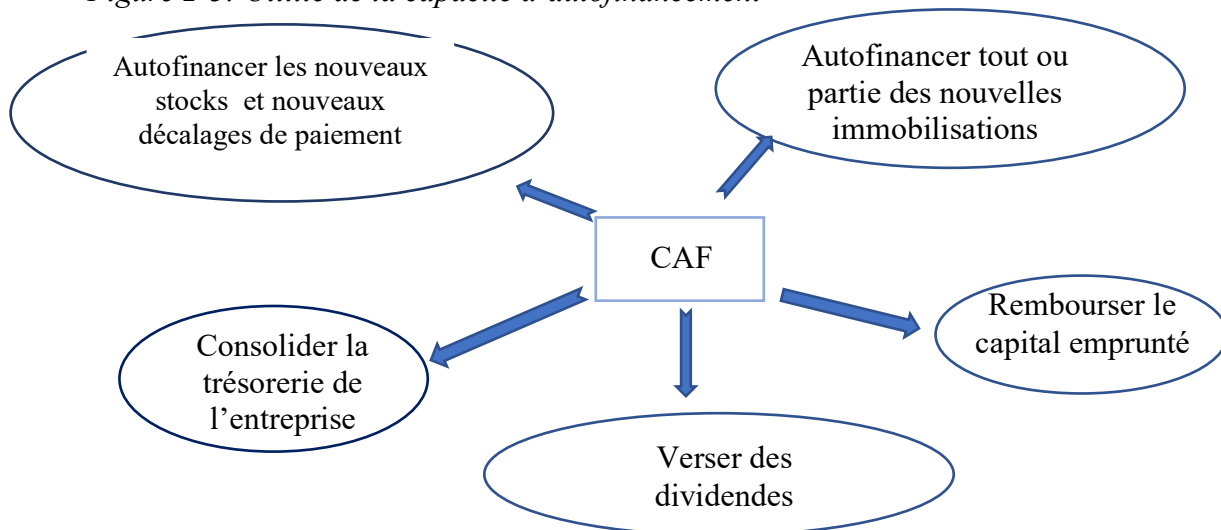
Le calcul de la CAF est fait selon deux méthodes

Tableau 1: Le calcul de la CAF

À partir de résultat net de l'exercice	À partir de EBE
Résultat net de l'exercice	EBE
+dotation aux amortissements et provisions	+ autres produits de gestion courante*
-reprise sur provisions	+ quote-part de résultat sur opérations faites en commun *
+ valeur comptable nette des éléments d'actif cédés	+produits financiers
-produit de cession des éléments d'actifs cédés	+produit exceptionnel
-subvention d'investissement virée au résultat de l'exercice	+transfert de charges
	-autres charges de gestion courante*
	-charges financières
	-charges exceptionnelles
	-participation des salariés
	- impôts sur les bénéfices
	* d'exploitation

Source : Élaboré par l'étudiante sur la base du cours de Mr abdelkader gliz

Figure 2-3: Utilité de la capacité d'autofinancement



Source : Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, &Nathalie le Gallo, DSCG 6. Finance d'entreprise, Dunod, 3° Ed, France, 2022, P 13

2.2 Diagnostic de l'équilibre financier et la structure financière

La structure financière : un indicateur financier qui représente le patrimoine de l'entreprise, il donne des renseignements sur l'endettement et le niveau de solvabilité de

¹Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, &Nathalie le Gallo, Op cite. P 10

l'entreprise, le bilan financier est l'outil adapté pour le diagnostic et l'appréciation des indicateurs relative la structure financière. Cette appréciation est faite dans une optique d'une analyse de l'accord d'un crédit bancaire de la banque ou les instituts de financement.¹

Le bilan financier : c'est un outil d'évaluation de patrimoine de l'entreprise et d'appréciation de la liquidité et la capacité de l'entreprise à faire face aux engagements à court terme, il est structuré d'un actif classé par liquidité croissante et un passif par exigibilité croissante, c'est un indicateur de risque de faillite.

Fonds de roulement financier (FRF) : est la différence entre actifs à moins d'un an et les passifs à moins d'un an.

L'équilibre financier : une position qui porte sur l'équilibre entre d'une part emplois et ressources et d'autre part de la structure de financement entre fonds propres et capitaux empruntés déterminant, il assure la solvabilité de l'entreprise, sa liquidité, sa rentabilité et sa capacité à générer de la trésorerie, l'analyse de l'équilibre financier repose sur l'étude de bilan fonctionnel, et de tableau de flux de la trésorerie.²

Le bilan fonctionnel : c'est un outil d'appréciation des trois agrégats, FRNG, BFR, TN, qui sert à tester l'équilibre de l'entreprise, ce bilan reflète les grandes fonctions de l'entreprise ; fonction d'investissement (emplois stables), fonction de financement (ressources stables) et la fonction d'exploitation (actifs et dette circulants). Il est élaboré à partir de bilan comptable après des retraitements et des reclassements.³

2.2.1 Les indicateurs de l'équilibre financier

Fonds de roulement net global FRNG

Il est l'excédent de ressources stables après financement des emplois stables, est donc un indicateur de surplus des ressources disponibles pour l'entreprise, il constitue une marge de sécurité et mesure la capacité de l'entreprise à financer son cycle d'exploitation. L'équilibre financier impose que le FRNG soit positif et plus sa valeur est importante plus l'entreprise est solide et pérenne.⁴

Le calcul de FRNG

$$\text{FRNG} = \text{ressources stables} - \text{les emplois stables}$$

$$\text{FRNG} = \text{actif courant} - \text{passif courant}$$

Interprétation du FRNG

¹ Dov Orgien, Op cite. P 39

² Karine Cerrada, Yvesde Rongé, Michel De Wolf, &Michel Gatz, Op cite. P 197

³ Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, &Nathalie le Gallo, Op cite. P 27

⁴ Ibid. P31

Tableau 2: interprétation du FRNG

Fonds de roulement net global	Signification
FRNG > 0	<ul style="list-style-type: none"> • Les ressources stables financent l'intégralité des emplois stables • L'équilibre minimal est atteint • L'excédent des ressources stables permet de financer partie ou la totalité de cycle d'exploitation
FRNG < 0	<ul style="list-style-type: none"> • Les ressources stables ne suffisent pas pour le financement l'intégralité des emplois stables • Un financement de court terme est obtenu - Les fournisseurs financent par les délais de paiement • L'équilibre n'est pas atteint.

Source : Édité par l'étudiante sur la base de Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, & Nathalie le Gallo, DSCG 6. Finance d'entreprise, Dunod, 3^{ème} Ed, France, 2022, P 31

Besoin en fonds de roulement

Le besoin de financement généré par le cycle d'exploitation ; se découle d'un décalage temporaire entre décaissement et encaissement, il se calcule par soustraction d'actif circulant et le passif circulant hors trésorerie active et passive. Le BFR est une variable de gestion primordiale. Il doit être évalué de manière précise pour aider à prendre des décisions de trésorerie ¹Le BFR se compose de :

Besoin en fonds de roulement d'exploitation BFRE

Il constitue un besoin structural à financer par les ressources stables, il est mesuré par différence entre les actifs circulant d'exploitation et les passifs circulant d'exploitation,

Besoin en fonds de roulement hors exploitation BFRHE

Il est le surplus des actifs circulants hors exploitation et les passifs circulants hors exploitation, ces besoins peuvent être financés par des ressources à court terme.

La trésorerie nette TN

La trésorerie disponible après financement des emplois stables et le cycle d'exploitation.²

$$TN = FRNG - BFR$$

$$TN = Trésorerie active - Trésorerie passive$$

Tableau 3: la relation fonctionnelle de l'équilibre financier

Actif	Passif	Interprétation
-------	--------	----------------

¹ Sébastien Ristori, Op cite. P 79 à 81

² Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, & Nathalie le Gallo, Op cite. P33

<p>FRNG=-5</p> <p>BFR= 3</p>	<p>TN=-8</p>	<p>Le FRNG est négatif, la situation est aggravée par un BFR positif qui n'est pas financé par un fonds de roulement : l'entreprise fait face à un crédit de trésorerie auprès des organismes bancaires, cette situation est dangereuse, car un fonds de roulement négatif sur plusieurs périodes peut conduire l'entreprise à épuiser ses lignes de crédits et devenir insolvable.</p>
<p>FRNG=-5</p> <p>TN=2</p>	<p>BFR= -7</p>	<p>Le FRNG est négatif, mais la trésorerie est positive, il y a un excédent en fonds de roulement, le cycle d'exploitation permet d'obtenir les liquidités bien en amont du paiement des dettes. L'excédent de liquidité apparent résulte d'un décalage de paiement, si le fonds de roulement reste négatif, la modification structurelle du BFR ou la croissance de la société peuvent conduire à la faillite.</p>
<p>TN= 17</p>	<p>FRNG= 10</p> <p>BFR= -7</p>	<p>C'est la situation idéale, l'entreprise a un fonds de roulement positif et un excédent en fonds de roulement provenant de l'exploitation. La trésorerie est positive et permet de s'assurer des risques d'illiquidités</p>

Source : Sébastien Ristori, Les clés de la finance d'entreprise, Ed ellipse, France, 2022, PP 82 à 83

2.2.2 L'analyse par le tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est un outil de l'analyse et pour la planification financière, il explique la formation de la trésorerie par sa décomposition des flux en trois catégories. Il sert à comprendre la consommation de la trésorerie et l'impact des financements sur la création des richesses. Il est qualifié disponible pour l'étude de la politique de

financement de l'entreprise. ¹ Clés 8995 cet état procure une vision claire sur la profitabilité, la gestion, les investissements et le choix de financement.

Analyse des flux de trésorerie²

Les flux de trésorerie des activités opérationnelles : l'analyse de ces flux suit la logique que la survie et la profitabilité de l'entreprise découle de sa capacité à générer durablement des flux émanant de l'activité opérationnelle importante et suffisante pour faire face aux exigences de l'entreprise.

Les flux de trésorerie des activités d'investissement : l'analyse des flux d'investissement est réalisée en interrogeant est-ce que l'entreprise réalise investissement en immobilisation, dans le cas où la réponse est négative, y a un risque que l'entreprise perde sa compétitivité. Et d'identifier le but de ces investissements dans le cas contraire, de plus si l'entreprise fait recours aux cessions des investissements, il faut analyser les causes et les conséquences sur la capacité de l'entreprise.

Les flux de trésorerie des activités de financement : l'analyse de cette catégorie des flux permet d'évaluer le choix de la politique de financière. Les analyses doivent exprimer en %, les investissements financés par les emprunts à ML terme, la part de la CAF absorbée par les remboursements d'emprunts et d'étudier la politique de distribution des dividendes ; le % de résultat versé en dividendes.

2.3 Diagnostic financier de la rentabilité

La rentabilité étant considérée comme la préoccupation ultime pour les investisseurs, elle permet de mesurer la performance de l'entreprise, la rentabilité exprime la richesse qui découle des capitaux investis., elle s'obtient par le rapport entre le résultat et les capitaux investis.³

2.3.1 La rentabilité économique

C'est un indicateur de la performance globale d'une entreprise qui reflète l'aptitude de l'entreprise a versé des rémunérations aux porteurs des fonds (investisseurs et actionnaires).

2.3.2 La rentabilité financière

C'est un indicateur de la rentabilité des capitaux propres, elle reflète la capacité à payer les dividendes.

¹ Sébastien Ristori, Op cite. P 89

² Michel Sion, Réaliser un diagnostic financier, Ed Dunod, 2^{ème} édition, 2017, PP 172 à 176

³ Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, & Nathalie le Gallo, Op cite. PP 66 à 68

3 Analyse des indicateurs clés de la santé financière par la méthode des ratios

3.1 Définition d'un Ratio

Les ratios sont des rapports qui expriment la relation entre deux grandeurs homogène liée par une logique financière, ils permettent de répondre à une interrogation particulière et de suivre, mesurer l'évolution de certains indicateurs de la santé financière d'une entreprise.

3.2 Intérêt de l'analyse par les ratios

- Suivre et mesurer l'évolution et la tendance des certains nombres des indicateurs de structure, d'équilibre et de la performance d'une entreprise.
- Permetts d'effectuer des comparaisons internes et entre les autres entreprises de secteurs. ¹

3.3 Diagnostic financier par les ratios

3.3.1 Ratios d'activité et de profitabilité

Tableau 4: ratios d'activité et profitabilité

Ratios	Calcul	Précision
Taux de variation du chiffre d'affaires HT	$\frac{CA\ HT(N) - CA\ HT(N-1)}{CA\ HT\ (N-1)}$	Permetts de suivre l'évolution du niveau d'activité
Taux de croissance de la valeur ajoutée	$\frac{VA\ (N) - VA\ (N-1)}{VA\ (N-1)}$	L'évolution de la VA est un indicateur de la croissance de richesse générée par l'entreprise
Taux d'intégration	$\frac{VA}{CA\ HT}$	Il mesure le taux d'intégration de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes
Taux de marge commerciale	$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Vente de marchandises}}$	Mesure la performance commerciale de l'entreprise
Taux de profitabilité brute	$\frac{EBE}{CA\ HT}$	EBE dégagé
Taux de profitabilité	$\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{CA\ HT}$	Aptitude de l'entreprise à générer un résultat
Répartition de la valeur ajoutée entre ses bénéficiaires	$\frac{\begin{array}{l} \text{Charges de personnel} \\ \hline VA \\ \text{Charges d'intérêts} \\ \hline VA \\ \text{Impôts et taxes et assimilés} \\ \hline VA \end{array}}{VA}$	<ul style="list-style-type: none"> ●Part de la VA qui revient aux salariés ●Part de la VA qui revient aux prêteurs ●Part de la VA qui revient à l'État
Ratio de couverture des frais financiers	$\frac{\text{Charges d'intérêts}}{EBE}$	Une dégradation de ce ratio est un indicateur de défaillance

¹ Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, &Nathalie le Gallo, P 45

Source : Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, & Nathalie le Gallo, DSCG 6. Finance d'entreprise, Dunod, 3^{ème} Ed, France, 2022, P 1

3.3.2 Ratios de structure

La structure est l'une des décisions stratégiques de l'entreprise.¹

Taux d'endettement total

$$\text{Endettement total} = \frac{\text{Dettes totales}}{\text{Total passif}}$$

Taux d'endettement à long terme

$$\text{Endettement à long terme} = \frac{\text{Dettes à LMT}}{\text{Total passif}}$$

Taux d'autofinancement

$$\text{Autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement}}{\text{Investissement de l'année}}$$

Taux de rétention des bénéfices

$$\text{Rétention des bénéfices} = \frac{\text{Bénéfices non distribués}}{\text{Bénéfices de l'exercice}}$$

Capacité de remboursement

$$\text{CR} = \frac{\text{Capacité d'autofinancement}}{\text{Remboursement dettes financières}}$$

$$\text{CR} = \frac{\text{Capacité d'autofinancement}}{\text{Dettes financières totales}}$$

3.3.3 Ratios de l'équilibre financier

Ratios de financements des emplois stables par des ressources stables

Tableau 5: les ratios de l'équilibre à LT

Ratios d'équilibre	$\frac{\text{Capitaux permanents}}{\text{Actif immobilisé}}$	Mesure la stabilité des ressources affectées au financement des actifs durables
	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Actif immobilisé}}$	Mesure la capacité de financement propres à l'entreprise
La solvabilité générale	$\frac{\text{actif total}}{\text{Dettes totales}}$	Capacité de l'entreprise à honorer ses engagements

Source : cours Abdelkader gliz, diagnostic financier de l'entreprise , 2023,P 107

Ratios de financement des emplois circulants par des ressources circulants

¹Abdelkader Gliz, Évaluation de l'entreprise, École Supérieure de commerce ,2023, PP 109 à 111

Tableau 6: les ratios de l'équilibre à CT

Liquidité générale (solvabilité à CT)	$\frac{\text{actif circulant}}{\text{DCT}}$	Solvabilité de l'entreprise à CT, aptitude à payer les dettes à court terme par les moyens d'actif à moins d'un an
Liquidité relative (solvabilité à l'échéance)	$\frac{\text{Valeurs réalisables} + \text{valeurs disponibles}}{\text{DCT}}$	Solvabilité de l'entreprise à CT, aptitude à payer les dettes à court terme par les seules valeurs réalisables et disponibles
Liquidité immédiate (solvabilité immédiate)	$\frac{\text{Valeurs disponibles}}{\text{DCT}}$	Mesure la capacité de l'entreprise à régler immédiatement les DCT

Source : Élaboré sur la base du Cours : analyse financière, Oudai Moussa, École supérieure de commerce, 2023

3.3.4 Ratios de rentabilité

Tableau 7: ratios de financements

Rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net de l'exercice}}{\text{CP}}$	Mesure l'attractivité d'une entreprise par la rentabilité apportée.
Rentabilité économique	$\frac{\text{EBE}}{\text{Actif économique} / \text{capitaux investis}}$	Mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser ses investisseurs
Rentabilité commerciale	$\frac{\text{Résultat net de l'exercice}}{\text{CA}}$	Permettre l'entreprise à porter un jugement sur la politique commerciale et de mesurer l'évolution de performance
Rentabilité de l'actif	$\frac{\text{EBE}}{\text{CA}}$	Mesurer la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du chiffre d'affaires

Source : cours Abdelkader gliz, diagnostic financier d l'entreprise, 2023, P 103

3.3.5 Ratios de gestion

Ils permettent d'analyser la structure des produits et charges de l'entreprise et son impact sur la rentabilité de l'entreprise.¹

a) Productivité du travail

$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Effectif de l'entreprise}}$

b) Productivité des équipements

$\frac{\text{Valeur ajoutée}}{\text{Immobilisations nettes de production}}$

¹Abdelkader Gliz, évaluation de l'entreprise, École Supérieure de commerce, 2023, P 108 à 109

- La rotation des stocks est parmi les ratios de gestion les plus pertinentes

c) Rotation des stocks

Coût des produits vendus

Stock moyen

Délai moyen des créances clients

Créance clients × 365

Ventes TTC

Délai moyen des dettes fournisseurs

Dettes fournisseurs × 365

Achats TTC

Le diagnostic financier est un processus structuré qui se déroule en phase ; la prise de connaissance de l'entreprise et son secteur, l'appréciation de l'activité et la rentabilité, l'examen de l'équilibre financier et l'efficacité de la structure financière, et l'évaluation de la rentabilité. Chaque phase utilise des outils et chacune est liée à l'autre. L'objectif du diagnostic financier est de former des conclusions et recommandations et de répondre à des préoccupations stratégiques

Section 03 : le diagnostic financier des groupes de sociétés

Le diagnostic financier d'un groupe contribue à identifier les points de force et de dysfonctionnement ce qui permet d'agir par des actions correctives permettant d'assurer la pérennité et l'efficacité du groupe.

Au cours de cette section, nous allons identifier les éléments de base sur lesquelles s'appuie le diagnostic financier des groupes, sa méthodologie, et les outils adaptés pour arriver à des conclusions et des recommandations.

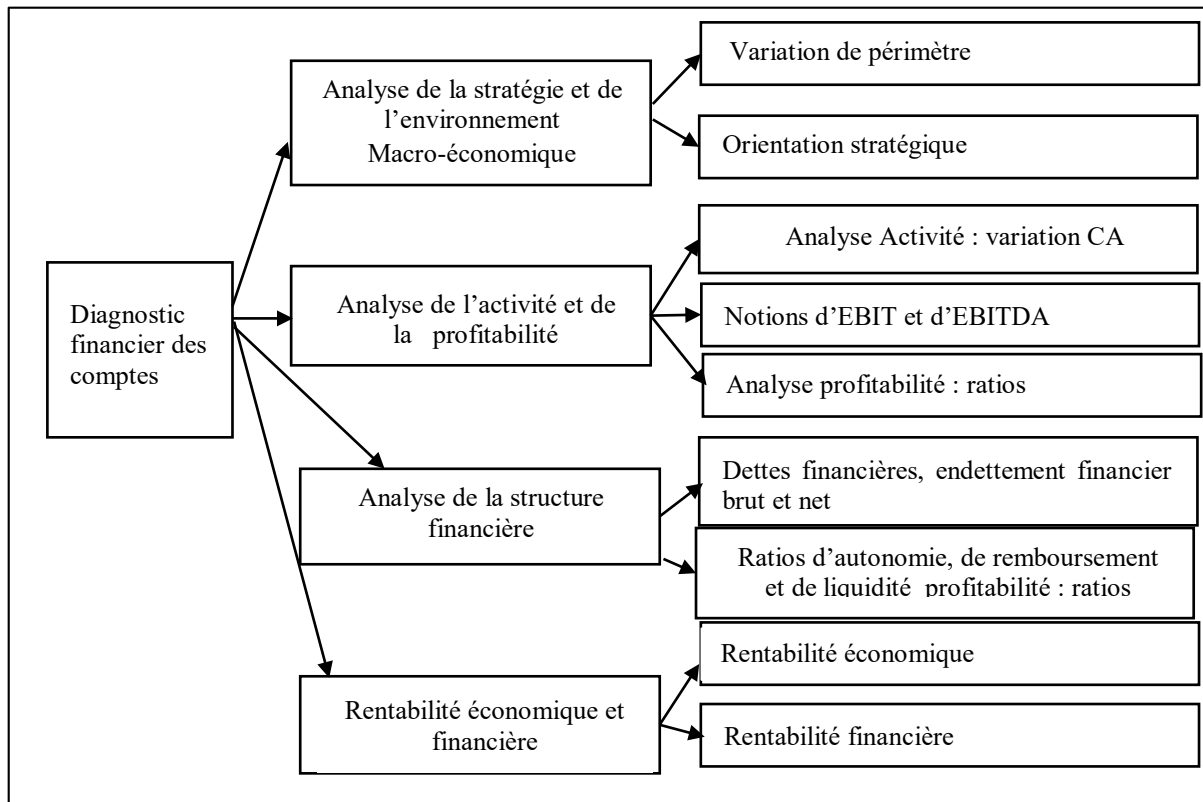
Le diagnostic financier des comptes consolidés

Le diagnostic financier des groupes se base sur l'analyse des comptes consolidés, seule l'analyse des états financiers consolidés permet d'appréhender la performance globale et l'équilibre global du groupe. Tandis que les comptes consolidés fournissent une vision économique par l'élimination des opérations internes et toutes opérations faites pour la seule application des réglementations fiscales et d'autres traitements garantissons la conformité à la réalité du groupe, ils sont considérés comme l'outil privilégié pour réaliser une appréciation de l'efficacité financière du groupe. De même la rentabilité, la solvabilité d'une entité au sein du groupe liées à celles de l'ensemble du groupe, telles qu'elles sont présentées par les comptes consolidés.¹

¹ Bruno Bachy, Michel Sion, Analyse financière des comptes consolidés, Ed Dunod, France, 2009, P 156-157

1 La démarche du diagnostic financier des groupes

Figure 2-5: démarche de diagnostic financier des groupes



Source : Alain Donalio, Marie-Anne Verdier, emmanuelle Nègre, Firas Batnini, Hamza Taher, DSCG Finance, Ed Vuibert, France, 2017, P 183

1.1 L'analyse de la stratégie et de l'environnement macro-économique du groupe

1.1.1 Les variations de périmètre

Il est primordial d'analyser le périmètre de consolidation au départ du diagnostic financier, le périmètre change au cours de vie de groupe en fonction de stratégie de croissance externe de la société mère, cette variation a un impact significatif sur l'appréciation et la comparabilité dans le temps des indicateurs de performance, de rentabilité et de structure du groupe.

En outre, le périmètre de consolidation donne un aperçu sur la stratégie et la gestion de portefeuille de participation engagé par le groupe. Le pourcentage d'intérêt indique le niveau d'intégration du groupe, un niveau élevé est un indice que le groupe est fortement intégré à l'échelle financière, un indice faible signifié que le groupe s'appuie sur les minoritaires pour financer ses filiales.¹

¹ Bruno Bachy, Michel Sion, op cite. P 169

1.1.2 Les orientations stratégiques poursuivies par le groupe

Une étape cruciale est de s'interroger sur la stratégie poursuivie par le groupe ; de croissance interne/externe, de diversification, d'internationalisation, d'alliance..., il est également important de se positionner le groupe par rapport à son secteur d'activité.¹

2 L'analyse de l'activité et la profitabilité

2.1 L'analyse de l'activité

L'analyse de l'activité commence par l'étude du chiffre d'affaires et sa variation, lors du diagnostic d'un groupe un principal point est d'évaluer le chiffre d'affaires consolidé.²

2.1.1 L'évolution du chiffre d'affaires

Il consiste à mesurer la variation du CA par rapport aux périodes précédentes, par rapport à celui du marché, et de les décomposer par secteur d'activité, par zone géographique ou par catégorie de produits et de client. Ainsi de comprendre les éléments ou les effets contribuant à cette variation et de les interpréter.

Explication de l'évolution du chiffre d'affaires

Cette étape consiste à identifier les facteurs d'évolution du chiffre d'affaires. L'effet prix, l'effet volume, l'effet de change, l'effet variation de périmètre de consolidation.

L'effet de change : par rapport à la fluctuation de cours de change, des opérations réalisés dans une devise autre que la devise de consolidation.

L'effet de variation de périmètre de consolidation : la variation du périmètre de consolidation ; sortie / entrée d'une entité, la variation de méthode de consolidation par la variation de pourcentage de contrôle, influence le chiffre d'affaires du groupe

Comparaison de l'évolution du chiffre d'affaires

Étudier le niveau d'évolution du chiffre d'affaires par rapport

- Au rythme du secteur d'activité
- Aux principaux concurrents

2.1.2 L'analyse de la profitabilité

La profitabilité est la capacité d'un groupe à dégager des bénéfices durant son exercice, cet indicateur se mesure par un rapport entre le résultat global du groupe et le chiffre d'affaires, plus le rapport entre les deux sont élevés plus le groupe est en situation profitable.

Dans l'analyse de l'activité et la profitabilité, le groupe qui consolide des entités par mise en équivalence et des entités par intégration globale, doit mettre une cohérence par rapport aux indicateurs calculés par les ratios ; le chiffre d'affaires des sociétés mise en équivalence

¹ Alain Donalio, Marie-Anne Verdier, emmanuelle Nègre, Firas Batnini, Hamza Taher, DSCG Finance, Ed Vuibert, France, 2017, P 176

² Bruno Bachy, Michel Sion, op cite. PP 175 à 177

n'apparaît pas au chiffre d'affaires consolidé au contraire de la quote-part de résultat de l'entité qui est intégré dans le résultat global. ¹

2.1.3 Les indicateurs de mesure de la profitabilité²

Les indicateurs par analyse du compte de résultat

Les soldes intermédiaires de gestion : le tableau de compte de résultat consolidé s'interprète de la même manière que celui d'une entreprise.

Les indicateurs d'excédent financier : la capacité d'autofinancement, un indice de profitabilité qui mesure l'excédent de trésorerie potentiel.

Les nouveaux indicateurs :

EBITDA et EBIT

EBITDA : il fournit un premier aperçu sur la performance du groupe

EBITDA = résultat net + charges d'intérêt + charges d'impôts + amortissement et provision

EBIT : un indicateur de la profitabilité opérationnelle du groupe

EBIT = EBITDA - dotation d'amortissement et provision

Le free cash flows

Cash-flow opérationnel : mesure l'excédent de trésorerie réellement généré par l'exploitation avant financement et incidence fiscale

= **EBITDA – variation du BFRE**

Cash-flow libre : mesure le flux de trésorerie disponible après financement des investissements

= EBITDA + résultat financier – impôts – variation du BFR – investissements de renouvellements

Les sources de variation de la profitabilité

Effet ciseau : exprime l'évolution défavorable du prix de vente par rapport aux coûts d'exploitations. Il se mesure en identifiant l'évolution d'activité en volume

Effet point mort : exprime la sensibilité du résultat aux variations d'activité ;

Les charges fixes augmentent la sensibilité du résultat $MCV = CF$.

3 L'analyse de la structure financière

Endettement financier net = dettes financières – Trésorerie (disponibilité, VMP)

¹ Alain Donalio, Marie-Anne Verdier, emmanuelle Nègre, Firas Batnini, Hamza Taher, Op cite, PP 177, 178

² Mathias Coiffard, Diagnostic Financier Approfondie,

3.1 Les ratios d'analyse de la structure financière ¹

3.1.1 Ratio de fonds de roulement liquidité

un indicateur de solvabilité de l'entreprise, un

FRF positif est un indice favorable.

$$\text{Le fonds de roulement liquidité} = \text{actifs courants} - \text{Dettes à CT}$$

3.1.2 Ratios relatifs aux capitaux propres

Ratio d'autonomie financière : mesure le poids des dettes par rapport aux capitaux propres consolidés du groupe, plus cet indicateur est élevé plus les créanciers ont le pouvoir et plus le groupe est moins autonome, ce qui implique un risque de contrôle des décisions prise par les créanciers.

$$\text{Autonomie financière} = \frac{\text{Dettes financières}}{\text{Capitaux propres}} * 100$$

Degré d'intégration du groupe : mesure la contribution des minoritaires dans le financement en capitaux propres du groupe.

$$= \frac{\text{capitaux propres, part des minoritaires}}{\text{Capitaux propres consolidés}}$$

Le ratio de capacité de remboursement : La part de l'endettement qui peut être rembourser par le groupe

$$\text{Capacité de remboursement} = \frac{\text{Dettes financières}}{\text{CAF}} * 100$$

3.1.3 Les ratios de liquidité

mesure le niveau de liquidité du groupe

$$\text{Liquidité générale} = \frac{\text{Actifs courants}}{\text{passifs courants}} * 100$$

$$\text{Liquidité limitée} = \frac{\text{Actifs courants} - \text{stocks}}{\text{passifs courants}} * 100$$

$$\text{Liquidité immédiate} = \frac{\text{Trésorerie et équivalent de trésorerie}}{\text{passifs courants}} * 100$$

Lorsque ces ratios sont > 1, cela signifie que le groupe est en capacité de remboursement de ces dettes à court terme par les actifs courants.

3.2 L'analyse par les indicateurs d'équilibre FRN, BFR, TN ²

FRNG : fonds de roulement net global

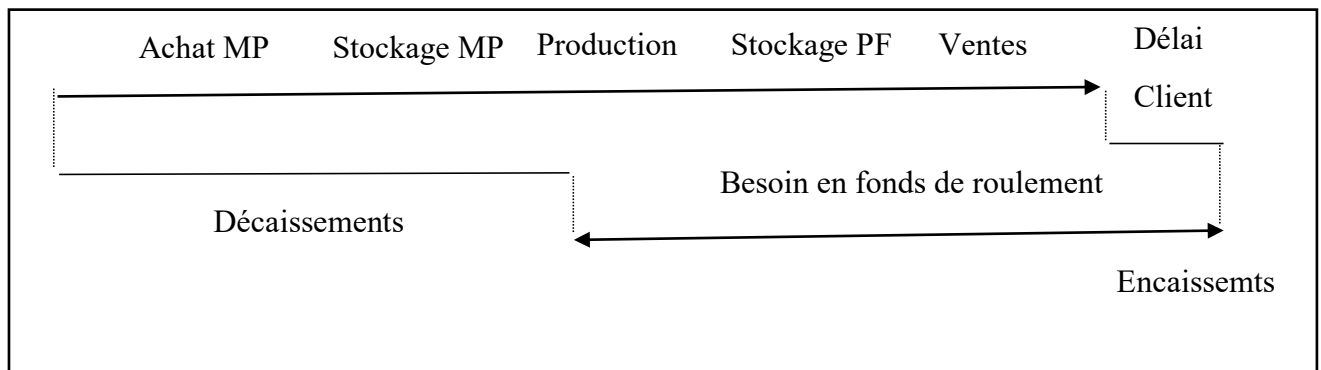
¹ Alain Donalio, Marie-Anne Verdier, emmanuelle Nègre, Firas Batnini, Hamza Taher, op cite. P179 à 181

² Bruno Bachy, Michel Sion, op cite. PP 198 à 204

Un FR positif est un signe de politique financière efficace

$$\text{FR} = \text{capitaux permanents} - \text{Actifs non courants}$$

Figure 1: besoin en fonds de roulement



Source : Bruno Bachy, Michel Sion, Analyse financière des comptes consolidés, Ed Dunod, France, 2009, P 201

TN : trésorerie nette

Un indicateur de survie du groupe, elle constitue une synthèse des flux monétaires de la période.

$$\text{TN} = \text{FFNG} - \text{BFR}$$

$$\text{TN} = \text{Trésorerie active} - \text{Trésorerie passive}$$

L'analyse de la variation des indicateurs d'équilibre

$$\Delta \text{FR} - \Delta \text{BFR} = \Delta \text{TN}$$

: Tableau 8: facteurs d'influences d'équilibre financier

Indicateurs	Facteur de variation
FR	<p>Amélioration</p> <ul style="list-style-type: none"> Apport en capital Nouvel emprunt à LMT Marge brute d'auto-financement Cession d'immobilisation <p>Dégradation</p> <ul style="list-style-type: none"> Dividendes, rachat d'action Remboursement des emprunts Perte Investissement
BFR	<ul style="list-style-type: none"> Croissance du chiffre d'affaires Variation de délai d'écoulement du cycle d'exploitation Externalisation d'une activité

Source : Élaboré par l'étudiante sur la base de Bruno Bachy, Michel Sion, Analyse financière des comptes consolidés, Ed Dunod, France, 2009, p 204

3.3 L'analyse par les flux de trésorerie¹

3.3.1 Évaluation des flux de trésorerie opérationnel

La capacité du groupe a généré des bénéfices par son activité opérationnelle est l'indicateur de sa survie. Elle résume son aptitude à rembourser et payé les engagements et d'autofinancer.

3.3.2 Évaluation de la rentabilité d'investissement

Un investissement qui génère pendant sa durée de vie des bénéfices qui excède les dépenses est un indicateur de sa rentabilité, les flux financiers doivent être comparé aux flux opérationnels engendré pour évaluer la rentabilité de la politique d'investissement suivie par le groupe.

3.3.3 Évaluation de la politique financière

Évaluation de la politique de financement a pour objectif d'éclairer :

- Si le groupe dispose des flux opérationnels suffisants pour assurer le remboursement des emprunts,
- Si le groupe autofinance ses investissements
- S'interroger la politique de distribution des dividendes.
- Si le groupe fait appel à la société mère / minoritaires pour financer les entités du groupe

4 L'analyse de la rentabilité

4.1 La Rentabilité économique et financières

La rentabilité constitue l'objectif même du groupe, son analyse est une synthèse de la profitabilité et la structure financière.²³

4.1.1 La rentabilité économique (return on assets) ROA

C'est un indicateur de la performance globale d'un groupe, il mesure la rentabilité et l'efficacité des capitaux investis par le groupe.

a) La rentabilité de l'actif total

La rentabilité de l'ensemble de l'actif du groupe, elle intègre la rentabilité des capitaux d'exploitation, l'excédent de trésorerie

$$\text{Rentabilité de l'actif total} = \frac{\text{Résultat consolidé}}{\text{Actif Total}}$$

b) La rentabilité des capitaux d'exploitation

¹ Bruno Bachy, Michel Sion, Op cite. P 214 à 219

² Alain Donalio, Marie-Anne Verdier, emmanuelle Nègre, Firas Batnini, Hamza Taher, op cite, PP 181 à 182

³ Bruno Bachy, Michel Sion, op cite. P 228 à 232

La rentabilité des capitaux investis dans l'exploitation, cet indicateur est utilisé pour mesurer la rentabilité d'exploitation du groupe, il est généralement utilisé pour mesurer la profitabilité d'une filiale du groupe

$$\text{La rentabilité des capitaux propres} = \frac{\text{Résultat opérationnel}}{\text{Actif nets}}$$

$$\text{Taux de marge économique} = \frac{\text{Résultat économique (résultat d'exploitation) après impôts}}{\text{Chiffre d'affaires consolidés}} * 100$$



$$\text{Taux de rotation de l'actif} = \frac{\text{Chiffre d'affaires consolidés}}{\text{capitaux investis ou actif économique}} * 100$$



$$\text{ROCE} = \frac{\text{Résultat économique (résultat d'exploitation) après impôts}}{\text{capitaux investis ou actif économique}} * 100$$

Taux de marge économique : un ratio de profitabilité qui permet d'observer la marge économique engendrée par l'activité, **Un indicateur de la profitabilité des ventes**

Taux de rotation de l'actif : le montant des capitaux investis par rapport aux chiffres d'affaires consolidés. Un indicateur de la capacité de groupe à produire des revenus à partir de ses actifs

Capitaux investis : fonds propres + endettement financier – trésorerie non nécessaire à l'exploitation

Actif économique : immobilisations nettes + BFRE

La dégradation/ augmentation de **rentabilité économique** est due à une baisse/ augmentation de profitabilité et/ou dégradation/ augmentation de la rotation des actifs

La rentabilité financière

4.1.2 La rentabilité financière (return on equity) ROE

un indicateur de mesure de la rentabilité des capitaux propres, elle dépend de la rentabilité économique et influencer par le choix de financement.

a) La rentabilité financière globale

Le groupe mesure la rentabilité des capitaux propres confiés par les actionnaires.

$$\text{Rentabilité financière} = \frac{\text{Résultat net consolidé}}{\text{capitaux propres part groupe et intérêts minoritaires}}$$

b) Rentabilité financière pour le groupe et les minoritaires

$$\text{Rentabilité financière part du groupe} = \frac{\text{Résultat net consolidé, part du groupe}}{\text{capitaux propres part groupe}}$$

$$\text{Rentabilité financière part des minoritaires} = \frac{\text{Résultat net consolidé, part des minoritaires}}{\text{capitaux propres part minoritaires}}$$

c) Rentabilité financière des sociétés mise en équivalence

$$\text{ROE des sociétés mise en équivalence} = \frac{\text{quote-part de résultat des sociétés mise en équivalence}}{\text{titre mise en équivalence}}$$

Le diagnostic financier des groupes revêt une importance cruciale pour évaluer la situation des groupes et son efficacité financière, il sert à délimiter les risques et les dysfonctionnements. Par l'identification des forces et faiblesses et le positionnement du groupe grâce aux indicateurs de mesure et de comparaison, il favorise la communication efficace entre les utilisateurs, renforce la confiance et motive les actionnaires à contribuer activement à la politique du groupe et sa pérennité et son développement. Sa démarche et ses outils diffèrent de celle des entreprises, il nécessite maîtrise parfaite des règles qui régissent l'élaboration des comptes consolidés et l'interprétation des informations inscrites dans chaque état.

Conclusion

Le diagnostic financier est un support fondamental pour assurer la gestion efficace de l'entreprise, il permet par ces outils d'appréciation de visualiser la santé financière d'une entreprise et d'identifier les champs de fonctionnement et de dysfonctionnement, et d'assurer de satisfaire le besoin d'information des parties prenante de l'entreprise ainsi que des dirigeants

Le diagnostic d'un groupe, en se basant sur ces états financiers consolidés permet de positionner le groupe dans son secteur, d'apprécier sa performance, rentabilité et son efficacité financière, il permet ainsi de savoir ses atouts et ses éléments de dysfonctionnement afin de lancer des plans d'action, des décisions qui se basent sur une connaissance approfondie du groupe et donc assurer sa survie et sa croissance et le développement durable de l'ensemble du groupe.

La méthodologie sur laquelle repose le diagnostic financier ne se diffère pas à celle adoptée par une entreprise, mais certains indicateurs nécessitent durant sons appréciations de prendre, on compte les spécificités de certains postes, les ratios également ayant subi des changements de mesure et d'interprétation. Le facteur clé de succès d'un diagnostic financier du groupe est la compréhension parfaite de la technique de consolidation et du groupe faisant l'objet d'une appréciation d'efficacité.

La fourniture des informations suffisantes et pertinentes sur les indicateurs clés motive à la contribution et le soutien accru aux situations de croissance et de dégradation.

Chapitre 03
Diagnostic des états financiers consolidés du
groupe Air Algérie

Chapitre 03 : Diagnostic des états financiers consolidés du groupe Air Algérie

Introduction

Dans les chapitres précédents, nous avons exploré les principes, les concepts fondamentaux, la démarche et les différentes techniques liées à l'établissement des états financiers consolidés. Nous avons étudié l'aspect théorique de consolidation des informations financières de différentes entités pour obtenir une image globale de la situation financière d'un groupe.

Il est nécessaire dans le chapitre qui suit d'examiner les connaissances à travers un cas pratique. Ce chapitre pratique se concentre sur la pratique de consolidation des états financiers et la démarche du diagnostic de ces états du groupe Air Algérie. Air Algérie est une société opérant dans l'industrie Aérien et ayant une présence nationale avec des filiales. L'objectif est d'évaluer la conformité du processus de consolidation et la crédibilité du groupe et son efficacité financière.

Mais tant que l'accès à des informations sectorielles qui consistent un repère probant pour l'évaluation de la situation financière est limitée et donc nous ne possédant pas les données essentielles pour l'analyse comparative avec les benchmarks de l'industrie.

Dans la première section, nous allons aborder un aperçu sur le leader de l'industrie aérien, Air Algérie.

Dans la deuxième section, nous allons explorer la consolidation des états financiers de groupe Air Algérie.

Dans la troisième section, nous allons faire un diagnostic financier qui se base sur les états financiers consolidés, afin d'apporter un jugement et des préconisations sur la situation financière et la performance du groupe.

Section 01 : présentation de la compagnie aérienne Air Algérie

L'industrie du transport aérien apporte une contribution cruciale et importante à l'évolution des nombreux agrégats de performance et à la croissance économique des pays. Ce secteur, outre son importante participation à la création de richesses par le biais des profits. Il s'agit d'un outil permettant d'assurer la connectivité mondiale au moyen de la mise en réseau et de l'intégration entre les nations.

Dans cette section, nous présenterons le leader du secteur aéronautique algérien. La compagnie aérienne nationale Air Algérie, qui a pu par sa politique de sécurité, de confort et de fiabilité à se positionner en tant que leader incontesté depuis des décennies.

Air Algérie : une compagnie Aérienne d'Excellence au service de l'Algérie et le monde

1 Description de la compagnie aérienne Air Algérie

Air Algérie, la compagnie nationale, un symbole de performance et de connexion aérien avec plus de cinq millions de passagers annuellement, elle assure une expérience de voyage emblématique et raffinée. Elle est et depuis l'indépendance de l'Algérie un acteur clé contribué à la connectivité aérienne interne et externe du pays et au développement du tourisme et des échanges commerciaux par son réseau nationale et internationale.

1.1 Historique d'Air Algérie

1.1.1 Évolution de la compagnie durant le temps

La compagnie AH a connu des événements depuis sa création qui ont apporté un changement radical dans sa structure et ses composantes. Afin de comprendre l'enchaînement des événements et des actions menés par l'entreprise, nous avons adopté la présentation tabulaire de son historique.

Tableau 9: l'historique de l'Air Algérie

Année	Évènement
1947	La création de l'entreprise sous la dénomination CGT Compagnie Générale de Transport de réseau orienté vers la France
1953	La Fusion de la CGT et la compagnie Air Transport pour former la compagnie CGT Air Algérie
1963	La prise de participation du capital de l'entreprise par l'Algérie à hauteur de 51 %
1970	L'Algérie porte sa contribution au capital à 83%
1972	L'entreprise est devenue de droit algérien après la prise des participations restantes

1975	L'entreprise est devenue une Société Nationale de Transport et de Travail Aérien STTA après intégration de la société de transport STA
1983	Air Algérie se lance dans le renforcement de sa capacité humaine et matérielle
1983	Elle est scindée en deux entités, l'une pour les opérations intérieures et l'autre pour les lignes internationales
1984	La fusion des deux entités et l'attribution de la gestion des aéroports à l'entité créée
1987	Air Algérie est déchargée de l'activité aéroports
1997	Air Algérie est une Société Publique Économique ayant le statut d'une SPA au capital de 2.5 M DA
1997-2015	Air Algérie continue sa stratégie de renforcement de la capacité humaine et matérielle et financière et à élargir son champ d'activité par la création et l'exploitation des nouvelles lignes aériennes
2015	Air Algérie adopte la stratégie de filialisation par métier en créant la filiale CATERING
2016	La création de la filiale CARGO
2017	Élaboration du partenariat commerciale entre Air Algérie et Amadeus le géant des solutions technologiques pour l'industrie de voyage
2020	Restriction des voyages suite à la pandémie
2022	Reprise des vols
2023	Lancement de programme de création des filiales maintenance et handling L'attribution à l'acquisition de 25 Airbus et Boeing

1.1.2 Évolution du capital

Le capital de l'entreprise a subi des variations positives durant le cycle d'activité de l'entreprise.

Tableau 10: évolution du capital Air Algérie


Années	1997	2000	2002	26/05/2005	30/09/2005	2007	2014-2023
Le capital social	2.5 Milliard	6 Milliard	14 Milliard	26 Milliard	29 Milliard	43 Milliard	60 Milliard

L'industrie aérienne est dynamique, la compagnie Air Algérie a réussi à s'adapter à ce secteur par son adoption d'une politique d'investissement d'augmentation de la capacité matérielle et politique stratégique de filialisation par métier.

1.2 Fiche signalétique

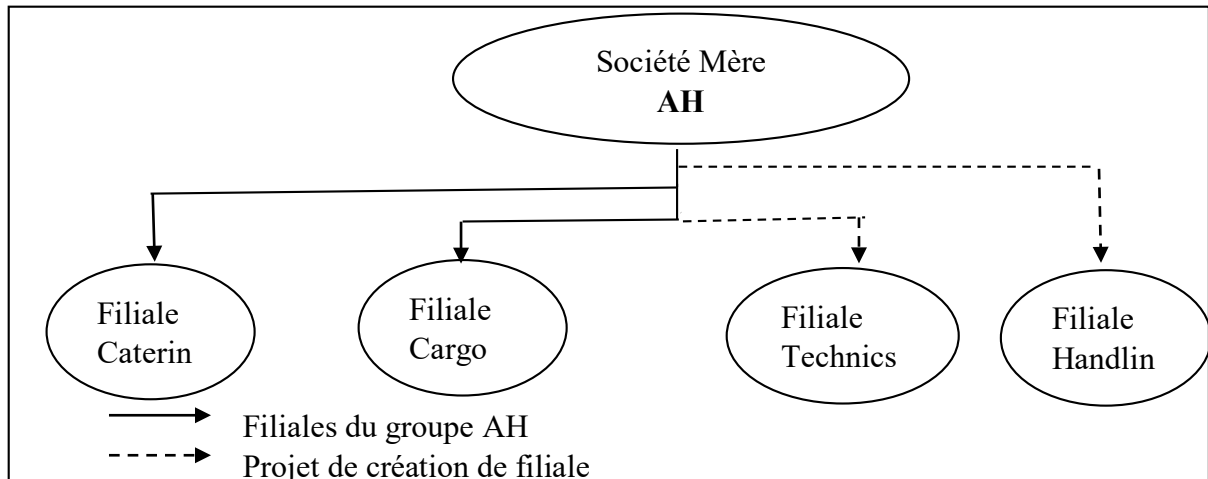
La fiche signalétique ci-après présente l'identité de l'entreprise AH

Tableau 11: fiche signalétique Air Algérie

Éléments	Description
Dénomination sociale	Société nationale de transport et de travail aériens « AIR ALGÉRIE » الخطوط الجوية الجزائرية
Logo (avec dénomination)	
Codification IATA	AH
Forme juridique	Entreprise publique économique Société par action EPE / SPA
Siège social	1, Place Maurice AUDIN, Alger, Algérie
PDG	Yacine Benslimane
Domaine d'activité	Transport aérien de passagers et de fret
Registre de commerce	RC 00 B 0091100
Identifiant Fiscal	00001600.1190.089
Champ d'action	33 destinations internes. 44 destinations internationales en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord
Basée à	Base principale : Aéroport d'Alger- Houari Boumediene Autres bases Aéroport d'Oran- Ahmed Ben Bella Aéroport de Constantine– Mohamed Boudiaf Aéroport d'Annaba- Rabah Bitat Aéroport d'Ouargla- Ain Beida
Certification	Certificat IOSA - IATA Certification ISO 9001 Agrément AESA
Les filiales	Filiale Catering Filiale Cargo
Le capital	60 000 000 000 DA
Chiffre d'affaires	53 Milliard en 2019
Faxe	+213 21986363
Site internet	http://www.airalgerie.dz

Par application de l'ordonnance N 75-39 du 17 juin 1975, l'entreprise Air Algérie est une entreprise socialiste nationale à caractère économique, chargée des services aériens de transports publics intérieures ou internationaux des personnes et des marchandises, de la création et l'exploitation des lignes aériennes en Algérie et en dehors, de l'entretien, la réparation, la révision des avions, ainsi toutes opérations tant un caractère annexe par rapport à son activité principale.

Figure 3-1: schématisation du groupe Air Algérie



Source : élaboré par l'étudiante sur la base des informations internes de l'entreprise

1.3 Fiche signalétique "CATERING"

Tableau 12: fiche signalétique catering

Éléments	Description
Dénomination	AIR ALGÉRIE CATERING
Logo (avec dénomination)	
Forme juridique	SPA
Siège social	Aéroport Houari Boumediene
Création	01/01/2015
Champ d'action	13 aéroports en Algérie
Capital	2 500 000 000 DA
Domaine d'activité	Restauration aérienne Logistique aérienne Les activités de laverie et blanchisserie
Certification	ISO 22000 ISO 9001
Effectif	570
Site internet	www.airalgeriecatering.dz
Fixe	021 50 93 03

Source : Élaboré sur la base des informations sur le site www.airalgeriecatering.dz

1.3.1 Fiche signalétique "CARGO"

Tableau 13: fiche signalétique Cargo

Éléments	Description
Dénomination	AIR ALGÉRIE CARGO
Logo (avec dénomination)	
Forme juridique	EPE/SPA
Siège social	Aéroport Houari Boumediene
Création	01/01/2016
Champ d'action	Plusieurs aéroports en Algérie et à l'étranger
Capital	2 000 000 000 DA
Domaine d'activité	Commercialisation du fret et l'assistance CARGO

Certification	Activités conformes aux normes IOSA ACC3/RA3
Effectif	+225

Source : élaboré sur la base des informations sur le site www.airalgeriecargo.dz

2 Mission et politique d'Air Algérie

2.1 Activité et Mission de l'entreprise Air Algérie

L'entreprise AH s'illustre par ces diverses missions, domaines d'activité, services, et les segments de la clientèle. Elle couvre une large branche de l'activité aérienne.

2.1.1 Les services de transport aérien

Le transport des passagers et des marchandises à l'intérieur et à l'international

La création et l'exploitation de lignes aériennes en Algérie et en dehors du territoire.

L'entretien, la réparation, la révision des avions.

2.1.2 Les services de travail aérien

L'exécution de toutes activités complémentaires ou annexes à l'activité principale ; les opérations de transit, de commission, avitaillement des avions.

2.1.3 Les services d'assistance technique

L'assistance technique à des tiers dans le secteur aérien, l'aménagement et la gestion d'aïres d'atterrissage et de décollage des aéronefs.

2.1.4 Les services financiers

Prise des participations au sein d'autre entreprise afin de favoriser le développement.

2.2 Capacité de l'entreprise

Dans le but d'exécuter les tâches et réaliser les missions de l'entreprise, AH exploite des capacités humaines et matérielles importantes.

2.2.1 Capacité humaine

Tableau 14: capacité humaine Air Algérie

Un personnel actif qualifié chacun dans son domaine procurant une offre de service de qualité.

Situation des effectifs	Nombre
Personnel au sol	
Cadre	1148
Autres	5570
Total du personnel au sol	6628
Personnel naviguant	
Personnel navigant technique	525
Personnel navigant commercial	1281
Total du personnel naviguant	1806
Personnel à l'étranger	
Personnel étranger	135
Personnel algérien	241
Total des personnels à l'étranger	376
Agents de fret	226
Total d'effectifs	9036

2.2.2 Capacité matérielle

La flotte de l'entreprise est composée de 56 appareils modernes répondant aux normes internationales exploités tant pour le transport des passagers et le pour le cargo

Tableau 15: capacité matérielle

Modèle	Capacité	Nombre
A 330-202	263	8
B 737-800	162/146	25
B 737-700	112	2
B 737-600	101	5
ATR. 72-122 A	66	15
<i>Flotte pour le fret</i> Hercule L 100-30	20 tonnes	1

Source : élaborer sur la base de site Air Algérie www.airalgérie.dz

L'entreprise AH est dotée d'une compétence énorme suffisante qui assure un accomplissement fluide et son interruption de ces missions. De plus de son habileté actuelle, l'entreprise Air Algérie lance l'avis d'attribution de marché pour l'acquisition de huit Boeing 737 MAX 9, cinq Airbus A 330-900 et deux A 350-1000. Elle va aussi prendre en leasing pour cinq ans dix appareils, A 330-200 ou -300, A 330 neo, 737-800 et MAX 9.

2.3 Destinataires

La capacité de l'entreprise est orientée pour service tout en Algérie et autour les cinq continents du monde entier.

2.3.1 Réseau national

Tableau 16: réseau nationale de Air Algérie

Région du nord	Région du sud
Sétif	Tamanrasset
Tiaret	Ouargla
Chlef	Bordj Badji Mokhtar
Oran	Bechar
Tébessa	Elbayedh
Jijel	El Ouad
Alger	Hassi R'mel
Mascara	In Guezzem
Constantine	In Salah
Batna	Mecheria
Annaba	Biskra
Tlemcen	Ghardaia
Bejaia	Laghouat
	Hassi Messaoud
	Touggourt
	Illizi
	Timimoune
	Tindouf
	Djanet
	Adrar
	In Amenas

El Golea

Source : élaboré par l'étudiante sur la base du site Air Algérie www.airalgerie.dz

2.3.2 Réseau international

Tableau 17:réseau international AH

Afrique	Les maghrébins et Moyen-Orient	Europe	Asie	Amérique
<ul style="list-style-type: none"> • Cote d'Ivoire • Sénégal Dakar • Tunisie Tunis • Mauritanie Nouakchott • Burkina Faso Ouagadougou • Niger Niamey • Égypte Caire • Mali Bamako • Afrique du sud Johannesburg 	<ul style="list-style-type: none"> • Émirats arabes unis Dubai • Qatar Doha • Liban Beyrouth • Jordanie Amman 	<ul style="list-style-type: none"> • Espagne Madrid Alicante Barcelone Valence Palma Mallorca • France Toulouse Paris Nice Lille Metz/Nancy Bordeaux Marseille Montpellier Mulhouse Lyon • Belgique Bruxelles Charleroi • Italie Rome Milan • Allemagne Francfort • Suisse Genève • Portugal Porto Lisbonne • Hongrie Budapest • Russie Moscou • Autriche Vienne • Royaume-Uni Londres 	<ul style="list-style-type: none"> • Chine Pékin • Turquie Antalya Istanbul 	<ul style="list-style-type: none"> Canada Montréal

2.4 Les objectifs de AH

Satisfaire la clientèle actuelle, assurer la position actuelle du leader de l'aviation algérienne et encore dans le monde ; être un symbole de confort, sécurité et de fidélisation,

accéder aux marchés internationaux et réserver une place parmi les meilleurs. Celles sont les grandeurs objectives souligner par le géant de l'aéronautique .

Air Algérie cible le marché africain, elle a pour objectif de renforcer sa présence sur le marché africain par la création et l'exploitation des lignes aériennes et donc pénétrer un nouvelle déboucher et conquérir de nouvelles parts de marché. L'entreprise pour la réalisation des objectifs souligner à mets en œuvre une stratégie d'investissement et de renforcement de ses moyen et sa capacité afin de placer l'Algérie en tant que hub africain.

2.5 Politique de AH

Les valeurs à contribués à l'entreprise Air Algérie sont traduits par des politique que l'entreprise valorise et travail pour qu'ils soit rattachés à son Nom.

2.5.1 Politique de confidentialité

Aux fins de faciliter l'accomplissement des formalités administratives relatives à l'immigration et à l'entrée sur le territoire, des préventions des impayés et de lutte contre la fraude, ainsi que d'assurer la sécurité et la sûreté des vols.

Les données personnelles communiqués par le passager en vue d'affectation de réservation ou de bénéficiant d'un service sont communiqués au transporteur et faire l'objet d'un traitement informatique. Les données collectées sont susceptibles d'être communiquées au personnel habilité du transporteur, à ses partenaires et aux autorités publiques.

2.5.2 Politique sécurité

- Conformité aux réglementation nationales et internationales de sécurité aérienne
- Certification aux normes de sécurité des opérations aériennes et des systèmes de contrôle.
- La maintenance et entretien régulière des avions

2.5.3 Politique qualité

Certification au système de management de la qualité, servant à démontrer l'aptitude de la compagnie à fournir régulièrement et de manière constante un service de qualité conforme aux exigences et attentes évolutives des clients et aux exigences réglementaires en vigueur.

- Amélioration continue des opérations et des services.
- La formation quotidienne des personnelles.

3 Structure de Air Algérie

L'organigramme ci-après de AH présente la structuration de l'entreprise et la manière de la répartition de la responsabilité, l'organisation actuelle de l'entreprise assure l'interaction régulière et un canal de communication fluide entre les divisions.

3.1 Division de comptabilité et finance

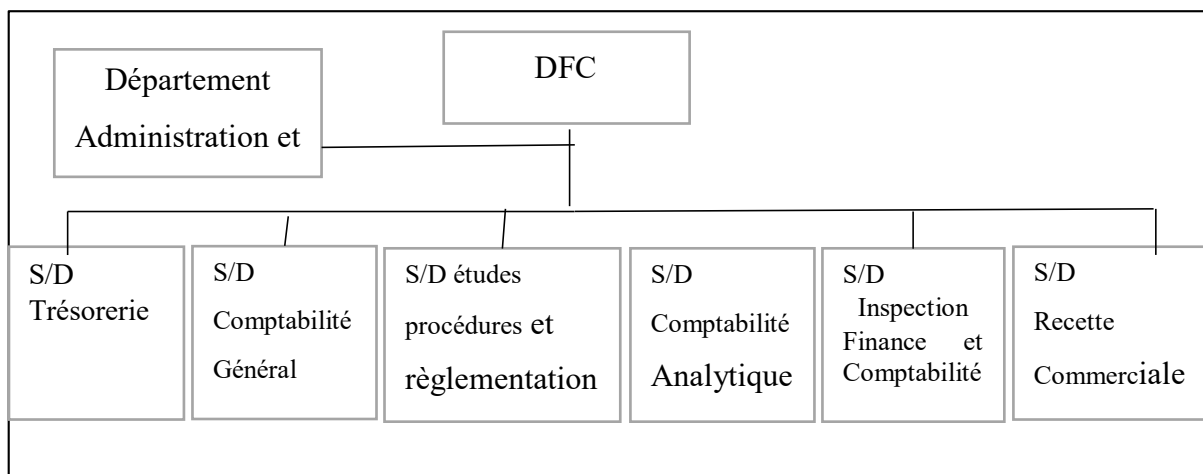
3.1.1 Présentation de la direction des finance et comptabilité

DFC est chargée de la tenue régulière des documents comptables et financière en assurant le respect des normes et de la réglementation algérienne et qu'ils présentent la réalité de l'entreprise et valident les caractéristiques de l'information pertinente. De plus de la tenue des documents comptables, elle est en mission de suivre les flux de trésorerie et les échéances de paiement et le respect des obligations fiscale et réglementaire. La gestion de portefeuille financier de l'entreprise et l'étude de faisabilité et le rendement des investissements. Le suivie et le contrôle sont parmi les principaux fonctions réaliser par la direction qui on assure l'efficacité financière de la compagnie.

La direction de finance et comptabilité est chargé de l'élaboration des politiques financière, et des plans d'action adéquates à la situation actuelle de l'entreprise et à sa stratégie de développement qui serve à garantir l'efficacité de l'activité de l'entreprise tout au long de cycle de vie de l'entreprise.

3.1.2 Organigramme de DFC

Figure 3-2: Organigramme de la direction de comptabilité et finance



3.2 Sous-direction comptabilité générale

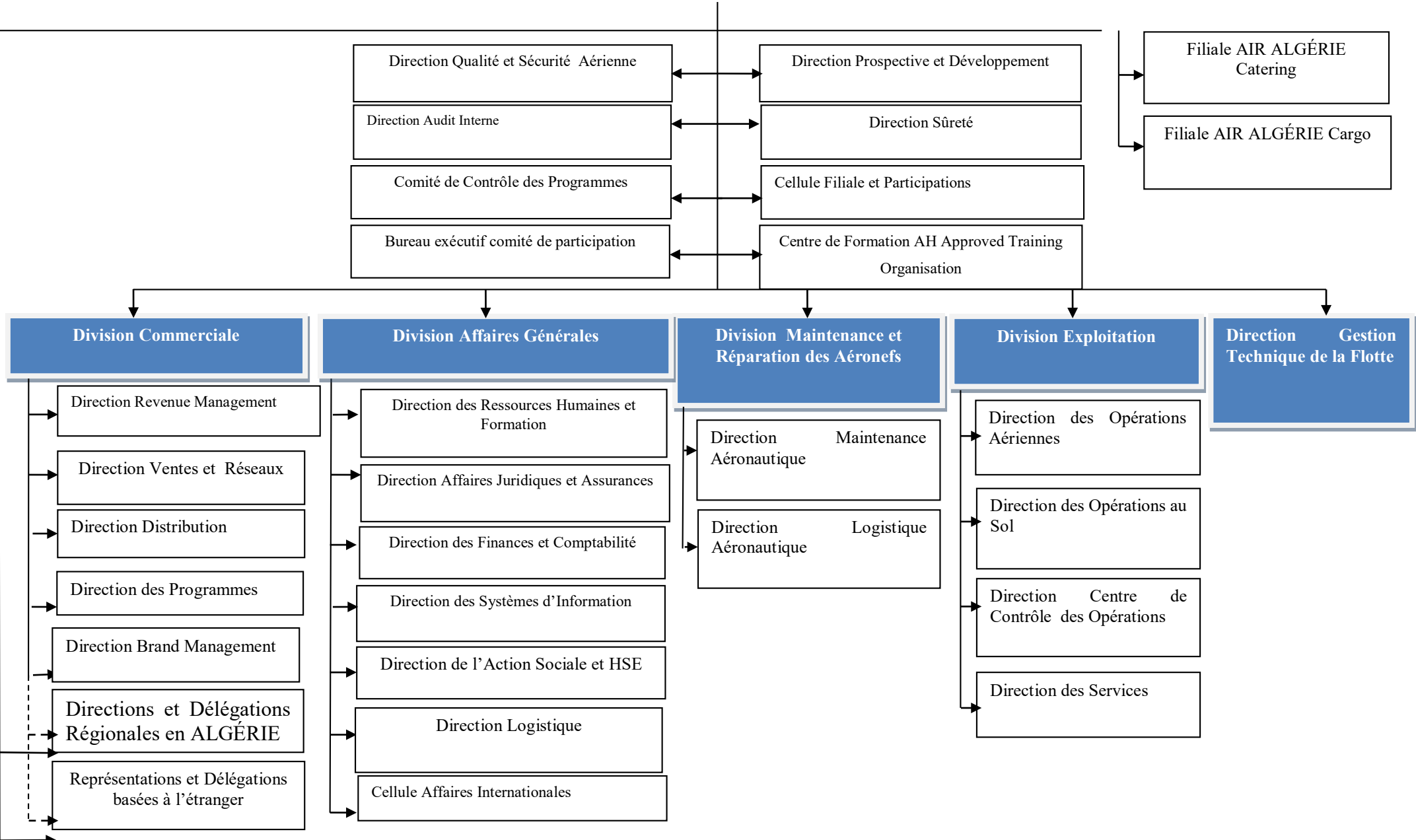
Elle est chargée de la production des information réel et utile périodiquement et à la demande des utilisateurs, elle fait l'élaboration, le suivie et le contrôle des comptes sociaux, le suivie des immobilisations, la centralisation et consolidation des filiales et d'autre tâche dans l'objectif est satisfaire le besoin d'information réglementaire et décisionnelle

Figure 3-3: Organigramme de Air Algérie

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GENERAL

→ liens hiérarchiques

- - -> Liens fonctionnels



Conclusion

Air Algérie, le leader incontesté de l'aéronautique algérienne, son engagement constant pour l'amélioration lui permet de répondre aux besoins des passagers et de s'y adapter. Grâce à la formation quotidienne de son personnel, sa politique innovatrice et ses investissements dans la technologie développée et les flottes ultraconfortables et modernes. Air Algérie a réussi à offrir une expérience de voyage de qualité et a continué de s'installer en tant que leader de l'industrie aérienne, inspirante confiance et admiration chez les voyageurs. Ses directions ont assuré la réalisation de plan de développement et ont servi que la compagnie Aérien envisage d'être le Hub africain et prévoit un positionnement mondial.

Section 02 : la consolidation des états financiers au niveau de la compagnie aérienne Air Algérie

À travers cette section, nous allons présenter le processus adopté par la compagnie Air Algérie en vue de la présentation des états financiers consolidés reflétant la situation concrète du groupe.

Le groupe "Air Algérie" est tenu principalement par l'obligation légale d'établir des états financiers consolidés conformément au système comptable financiers algérien, en raison de sa structure qui comprend des filiales. En effet, cette obligation est imposée afin de répondre aux exigences de déclaration vis-à-vis des administrations réglementaires, assurant ainsi la conformité du groupe, Air Algérie, en matière d'information financière, en outre, l'élaboration des états financiers consolidés a pour objectif de fournir une image fidèle de la situation financière, de la performance et une vision cohérente, complète sur l'efficacité du groupe dans son ensemble, cette obligation est un outil fondamentale visé à garantir la transparence et de lutter contre l'asymétrie d'information exercée sur les utilisateurs des états financiers.

1 Travaux préalables à la consolidation

Au sein du groupe Air Algérie, plusieurs travaux préalables sont exercés avant de débiter la consolidation des comptes. Ils visent à assurer l'exactitude et la fiabilité des états financiers consolidés.

1.1 Organigramme

1.1.1 Inventaire de portefeuille-titre

Dans le cadre de la consolidation des comptes, le groupe Air Algérie passe par une étape clé permettant de déterminer le contour de consolidation et la méthode de consolidation appropriée selon la réglementation algérienne. En se basant sur un inventaire détaillé du

portefeuille-titres¹ détenu par la société mère et les sociétés du groupe, Air Algérie arrête une liste des sociétés à consolider, cette liste est révisée à chaque clôture d'exercice et elle est établie en fonction de notion de contrôle et d'influence exercés.

1.1.2 Détermination du pourcentage de contrôle et d'intérêt

Après inventaire de portefeuille-titre, le groupe a pu déterminer le pourcentage de contrôle et d'intérêt exercés par la société mère sur les sociétés de groupe.

Tableau 18: pourcentage de contrôle et d'intérêt

Sociétés	% d'intérêt	%de contrôle	Forme de société
CATERING	100%	100%	Filiale
CARGO	100%	100%	Filiale

Source : élaboré par l'étudiante

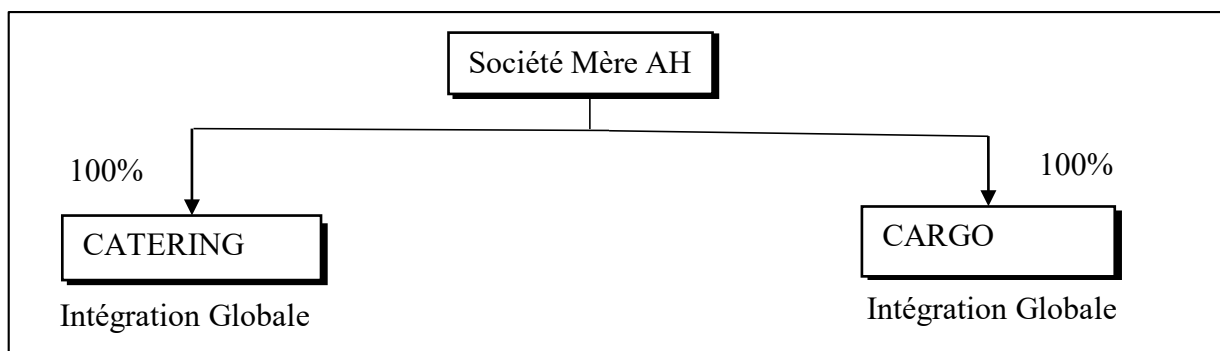
1.1.3 Arrêter de la liste des sociétés à consolider et la méthode de consolidation

Le pourcentage de contrôle de la société mère sur ces sociétés de groupe est au-delà du seuil de consolidation exigé par la réglementation algérienne (le système comptable et financier algérien et le code de commerce), et la société mère exerce un contrôle exclusif ; contrôle de droit sur toutes les sociétés inclus dans le périmètre de consolidation.

Tableau 19: périmètre et méthode de consolidation

Sociétés	Inclusion /exclusion de la consolidation	Nature de contrôle exercée	Méthode de consolidation	Part de groupe dans le CP	Part des minoritaires dans le CP
CATERING	Inclus	Contrôle exclusif -contrôle de droit-	Intégration globale	100%	Néant
CARGO	Inclus	Contrôle exclusif -contrôle de droit-	Intégration globale	100%	Néant

Figure 3-4: organigramme de consolidation Air Algérie



¹ Un portefeuille de titres regroupe l'ensemble des valeurs mobilières qui appartiennent à un investisseur. Il peut être constitué d'actions, d'obligations, de parts de FCP etc. Lorsque les titres sont achetés sur les marchés, une ligne apparaît dans le portefeuille de a perspective d'en retirer, à plus ou moins longue échéance, une rentabilité satisfaisante.

Source : Élaboré par l'étudiante

L'élaboration des états financiers consolidés au niveau du groupe Air Algérie, suit

- Une démarche centralisée au niveau de la direction générale de la société mère,
- Un processus de consolidation par les soldes ; en ajustant les comptes sociaux des filiales.
- Un mode de consolidation directe ; vu que les liens de détentions sont directs et aucun existence des sous-groupes.

1.2 Collecte des données

Le service chargé de la consolidation au niveau de la société mère recueille les informations financières auprès des filiales à consolider ; CATERING et CARGO. L'efficacité de cette étape nécessite une communication claire avec les responsables financiers des filiales et qu'il travaille en étroite avec ces filiales afin d'assurer l'obtention des informations financières requises pour l'élaboration des états financiers consolidés qui reflète la crédibilité du groupe.

- 1-1. **États financiers individuels** : chaque filiale de groupe communique au service de consolidation ces états financiers ; Bilan, CR, Annexe.
- 1-2. **La politique comptable** : chaque filiale fournit des informations relatives au cadre comptable ; les méthodes d'évaluations, les principes, les méthodes de comptabilisations.
- 1-3. **La balance des comptes des transactions intra-groupes** : les filiales fournissent des données concernant les transactions entre les filiales, et entre les filiales et la société mère. Deux types de transaction existent :
 - Opération inter filiale** : La société mère ou l'une des filiales facture un service à une autre entité du groupe ; comptes des transactions 411/401
 - Opération intra-groupe** : La société mère ou l'une des filiales effectue le paiement d'une dette de l'une des entités de groupe vis-à-vis un tiers de groupe ; compte des transactions 451

Les soldes des opérations intra-groupes doivent faire l'objet d'une confirmation par les sociétés detentrices des créances envers les débiteurs du groupe, la même procédure par rapport aux dettes. Cette étape assure que les montants sont corrects et qu'il n'y a aucune divergence entre les entités du groupe.

- 1-4. **Données complémentaires** : d'autres données peuvent être demandées par le service de consolidation en cas de besoin.

En effectuant ces travaux préalables de consolidation, le groupe s'assure de la fiabilité des états financiers consolidés présentant la situation financière et les performances globales du groupe.

2 Travaux de consolidation

2.1 Retraitement et harmonisation

2.1.1 Homogénéisation des états financiers des sociétés consolidantes selon le manuel de consolidation

L'homogénéisation des politiques comptables est une étape cruciale dans la consolidation des comptes. Elle consiste à harmoniser les principes, les méthodes de comptabilisations, d'appréciation et de réévaluation entre les entités du groupe. Pour objectif de rendre les états financiers à consolidés cohérentes et comparables.

Le groupe Air Algérie adopte les mêmes politiques comptables que celle du manuel de consolidation. Aucun traitement d'homogénéisation est requis. Les actifs sont évalués par le cout historique. Les stocks par le cout unitaire moyen pondéré. Le mode d'amortissement est linéaire, sur la durée de vie. Les opérations libellées en monnaie étrangères sont convertis sur la base de cours de change à la date de transaction.

2.2 Intégration des états financiers

À cette étape de consolidation, une combinaison des états financiers individuels de la Société mère à celles des filiales est faite. Elle consiste à intégrer les postes des actifs et passifs du bilan et produits et charges du compte de résultat.

Tableau 20: Bilans intégrés

Actif	AH	CATERING	CARGO	Montant intégré
Immobilisations incorporelles	128,414,127.90	2,715,705.94	454,898.67	131,584,732.51
Immobilisations corporelles	144,758,923,321	303,862,153.86	102,464,653.9	145,165,250,128.76
Terrains	137,359,086.68	0		137,359,086.68
Bâtiments	4,742,262,086.43	0	12,379,885.74	4,754,641,972.17
Autres immobilisations corporelles	139,879,302,147.89	303,862,153.86	90,084,768.16	140,273,249,069.91
Immobilisations en cours	4,150,953,270.49	1,246,150.00	0	4,152,199,420.49
Immobilisations financières	709,370,420.12	0	0	709,370,420.12
Autres participations et créances rattachées	525,216,000.00	0	0	525,216,000.00
Prêts et autres actifs financiers non courants	184,154,420.12	0	0	184,154,420.12
Impôts différés – actif	2,692,111,008.06	46,402,911.74	10,255,801.86	2,748,769,721.66
Actif non courant	152,439,772,147.57	354,226,921.54	113,175,354.43	152,907,174,423.54

	<i>Air Algérie</i>			
Stocks et encours	9,621,744,937.47	466,590,316.35	371,000	10,088,706,247.80
Créances et emplois assimilés	20,131,705,012.03	3,666,257,775.02	3,336,757,401.07	27,134,720,188.12
Clients	10,501,114,008.08	2,648,701,513.3	454,109,387.90	13,603,924,909.28
Autres débiteurs	6,953,805,276.17	591,478,826.58	2,880,864,884.80	10,426,148,987.55
Impôts et assimilés	2,676,785,727.78	426,077,435.14	1,783,128.37	3,104,646,291.29
Disponibilités et assimilés	37,956,620,418.25	3,140,113,989.54	1,914,639,395.57	43,011,373,803.36
Placements et autres actifs financiers courants	10,330,648,939.94	1,100,000,000	500,000,000	11,930,648,939.94
Trésorerie	27,625,971,478.31	2,040,113,989.54	1,414,639,395.57	31,080,724,863.42
Actif courant	67,710,070,367.75	7,272,962,074.89	5,251,767,796.64	80,234,800,239.28
Total actif	220,149,842,515.32	7,627,188,996.43	5,364,943,151.07	233,141,974,662.82

Passif (en dinars)	AH	CATERING	CARGO	Montant intégré
Capital émis	60,000,000,000	2,750,000,000	250,008,000.00	63,000,008,000.00
Capital non appelé				
Prime et réserve- Réserves consolidés	21,576,065,896.92	1,929,239,619.68	1,086,806,795.51	24,592,112,312.11
Écarts de consolidation	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Écarts d'équivalence	-	-	-	-
Résultat net-part du groupe	-2,606,456,827.91	1,398,331,320.11	781,095,742.22	-427,029,765.58
Autres capitaux propres- Report à nouveau	6,960,551,422.61			6,960,551,422.61
Capitaux propres	85,930,160,491.62	6,077,570,939.79	2,117,910,537.73	94,125,641,969.14

Part de la société consolidante	-	-	-	-
Part des minoritaires	-	-	-	-
Total	85,930,160,491.62	6,077,570,939.79	2,117,910,537.73	94,125,641,969.14
Emprunts et dettes financières	68,425,030,179.69			68,425,030,179.69
Impôts différés – passif	8,491,905,150.14			8,491,905,150.14
Autres dettes non courantes				0.00
Provisions et produits comptabilisés d'avance	9,900,758,025.03	243,615,744.25	68,382,799.03	10,212,756,568.31
Passifs non courant	86,817,693,354.86	243,615,744.25	68,382,799.03	87,129,691,898.14
Fournisseurs et comptes rattachés	17,979,412,334.79	616,705,634.03	1,165,662,739.59	19,761,780,708.41
Impôts	6,167,167,081.97	32,897,160.55	235,787,069.96	6,435,851,312.48
Autres dettes	23,255,409,252.08	656,397,613.75	1,777,200,004.76	25,689,006,870.59
Trésorerie passif		1,904.06		1,904.06
Passif courant	47,401,988,668.84	1,306,002,312.39	3,178,649,814.31	51,886,640,795.54
Total passif	220,149,842,515.32	7,627,188,996.43	5,364,943,151.07	233,141,974,662.82

Tableau 21: CR intégré

Au 31 décembre (en dinars)	AH	CATERING	CARGO	Somme
Chiffre d'affaires	102,150,852,502.64	5,725,436,351.44	2,613,080,595.31	110,489,369,449.39
Production immobilisée	537,962,478.81			537,962,478.81
Produits annexes	1,002,313,122.12			1,002,313,122.12
Subventions d'exploitation	9,902,038,849.00			9,902,038,849.00

Rabais, Remises, Ristournes accordés	190,183.47			190,183.47
I - Production de l'exercice	113,592,976,769.10	5,725,436,351.44	2,613,080,595.31	121,931,493,715.85
Achats consommés	31,651,268,742.11	2,462,667,339.98	30,198,083.94	34,144,134,166.03
Services extérieurs	41,850,036,285.56	365,765,095.48	1,115,688,782.41	43,331,490,163.45
Rabais, Remises, Ristournes obtenus sur achats				0.00
II - Consommation de l'exercice	73,501,305,027.67	2,828,432,435.46	1,145,886,866.35	77,475,624,329.48
III - Valeur ajoutée	40,091,671,741.43	2,897,003,915.98	1,467,193,728.96	44,455,869,386.37
Charges de personnel	26,700,476,160.79	812,978,973.78	318,575,103.60	27,832,030,238.17
Impôts, taxes et versements assimilés	1,903,387,769.27	24,150,917.18	61,113,725.76	1,988,652,412.21
IV - Excédent brut d'exploitation	11,487,807,811.37	2,059,874,025.02	1,087,504,899.60	14,635,186,735.99
Autres produits opérationnels	2,797,792,369.18	28,761,588.49	2,080,345.65	2,828,634,303.32
Autres charges opérationnelles	1,273,290,940.53	7,478,248.18	9,326,067.12	1,290,095,255.83
Dotations aux amortissements et provisions	19,943,327,185.64	182,160,542.22	35,987,044.00	20,161,474,771.86
Reprise sur perte de valeur et provisions	1,493,293,337.17	21,771,479.00	16,043,694.14	1,531,108,510.31
V - Résultat opérationnel	(5,437,724,608.45)	1,920,768,302.11	1,060,315,828.27	(2,456,640,478.07)
Produits financiers	4,174,514,337.38	21,421,091.76	1,638,834.38	4,197,574,263.52
Charges financières	1,599,926,176.66	3,399,589.78	133,838.65	1,603,459,605.09
VI - Résultat financier	2,574,588,160.72	18,021,501.98	1,504,995.73	2,594,114,658.43
VII - Résultat ordinaire avant impôts	(2,863,136,447.73)	1,938,789,804.09	1,061,820,824.00	137,474,180.36
Éléments extraordinaires (produits) (à préciser)				0.00

Éléments extraordinaires charges				0.00
VIII - Résultat Extraordinaire				0.00
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1,878,877,138.96	551,914,464.00	286,845,273.99	2,717,636,876.95
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	2,135,556,758.78	11,455,980.02	6,120,192.21	2,153,132,931.01
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	122,058,576,812.83	5,797,390,510.69	2,632,843,469.48	130,488,810,793.00
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	124,665,033,640.74	4,399,059,190.58	1,851,747,727.26	130,915,840,558.58
X - Résultat net de l'ensemble consolidé	(2,606,456,827.91)	1,398,331,320.11	781,095,742.22	(427,029,765.58)
* Part du groupe				0.00
* Part des intérêts minoritaires				0.00

2.3 Retraitement des opérations intra-groupe

Cette étape des retraitements concerne les opérations intra-groupes, elle fait référence aux ajustements pour éliminer les transactions entre les entités du groupe. Les soldes du groupe Air Algérie fait apparaître les transactions suivantes

2.3.1 Élimination avec effet sur le résultat

a) Élimination des dividendes intra-groupe

Les deux filiale CATERING et CARGO, n'ont pas opté pour une politique de distribution des dividendes du résultat réaliser en 2017.

La filiale CATERING à incorporer les réserves dans son capital et le résultat est structuré en réserves. La filiale CARGO a incorporé le résultat sous forme de réserve.

Aucune opération de distribution des dividendes intra-groupes est faite et donc aucun traitement d'élimination est nécessaire.

b) Élimination des provision intra-groupes

Le groupe Air Algérie n'a pas constaté des provisions sur créances intra-groupes, et par conséquence aucune élimination est nécessaire.

2.3.2 Élimination sans effet sur le résultat

a) Élimination des créances et dettes intra-groupes

Au sein du groupe Air Algérie, des transactions entre les filiales et la société mère sont réalisées, cela nécessite un ajustement de bilan consolidés afin d'éliminer les créances et les dettes intra-groupes.

Tableau 22: Élimination des créances et dettes intra-groupes

Créances intra-groupes	Montant	Dettes intra-groupe	Montant
411- client	3,483,089,264.87	401- FRS	3,483,089,264.87
451- créance sur société	1,239,271,512.34	451- dette envers société	1,239,271,512.34
Total	4,722,360,777.21	Total	4,722,360,777.21

b) Élimination des produits et charges intra-groupes

Tableau 23: Élimination des produits et charges intra-groupes

Charges intra-groupes	Montant	Produits intra-groupe	Montant
6- Achats consommés	6,138,555,141.90	7- le chiffre d'affaires	6,138,555,141.90
Total	6,138,555,141.90	Total	6,138,555,141.90

2.4 Élimination des titres de participation

Durant cette étape, les titres de participations inscrit à l'actif de bilan sont éliminés (C/261) et substitué par la quote-part du groupe des capitaux propres(C/101) après répartition. La valeur des titres de participation est de 500,016,000.00 DA

2.5 Répartitions des capitaux propres

Tableau 24: Répartition des capitaux propres entre la part du groupe et la part des minoritaires

Éléments	Capital	Part du groupe	Part des minoritaires
Catering	2,750,000,000.00	2,750,000,000.00	-
Cargo	250,008,000.00	250,008,000.00	-
Total	3,000,008,000.00	3,000,008,000.00	-
Titre de participation	500,016,000.00	500,016,000.00	-
Écart de consolidation	2,499,992,000.00	2,499,992,000.00	-

Tableau 25: répartition des réserves

Éléments	Réserve	<i>Air Algérie</i> groupe	Part des minoritaires
Catering	1,929,239,619.68	1,929,239,619.68	-
Cargo	1,086,806,795.51	1,086,806,795.51	-
Total	3,016,046,415.19	3,016,046,415.19	-

Tableau 26: répartition du résultat

Éléments	Résultat	Part du groupe	Part des minoritaires
Catering	1,398,331,320.11	1,398,331,320.11	-
Cargo	781,095,742.22	781,095,742.22	-
Total	2,179,427,062.33	2,179,427,062.33	-

Source : élaboré par l'étudiante

3 La présentation de bilan consolidés, CR consolidés

3.1 Le bilan consolidé

GROUPE AIR ALGÉRIE				
Actif (en dinars)	Valeurs brutes	Amort / Provisions	Valeurs nettes 2018	Valeurs nettes 2017
Immobilisations incorporelles	341,847,598.98	210,262,866.47	131,584,732.51	140,124,904.14
Immobilisations corporelles	281,074,607,647.61	135,909,357,518.85	145,165,250,128.76	157,503,473,947.04
Terrains	137,359,086.68	0.00	137,359,086.68	137,359,086.68
Bâtiments	10,182,784,516.19	5,428,142,544.02	4,754,641,972.17	5,076,517,812.60
Autres immobilisations corporelles	270,754,464,044.74	130,481,214,974.83	140,273,249,069.91	152,289,597,047.76
Immobilisations en cours	4,152,199,420.49	0.00	4,152,199,420.49	3,949,219,615.88
Immobilisations financières	239,561,748.12	30,207,328.00	209,354,420.12	201,586,723.18
Impôts différés - actif	2,748,769,721.66	0.00	2,748,769,721.66	3,062,550,813.75
Actif non courant	288,556,986,136.86	136,149,827,713.32	152,407,158,423.54	164,856,956,021.99
Stocks et encours	13,462,597,680.15	3,373,891,432.35	10,088,706,247.80	9,454,236,020.12
Créances et emplois assimilés	26,093,013,456.63	3,680,654,045.72	22,412,359,410.91	20,681,788,713.25
Clients	13,801,489,690.13	3,680,654,045.72	10,120,835,644.41	9,932,865,774.87
Autres débiteurs	9,186,877,475.21	0.00	9,186,877,475.21	7,398,177,909.9
Impôts et assimilés	3,104,646,291.29	0.00	3,104,646,291.29	3,350,745,028.48
Disponibilités et assimilés	43,285,073,003.42	273,699,200.06	43,011,373,803.36	25,138,388,693.83

Placements et autres actifs financiers courants	12,204,348,140.00	273,699,200.06	11,930,648,939.94	8,561,018,000.00
Trésorerie	31,080,724,863.42	0.00	31,080,724,863.42	16,577,370,693.83
Actif courant	82,840,684,140.2	7,328,244,678.13	75,512,439,462.07	55,274,413,427.2
Total actif	371,397,670,277.06	143,478,072,391.45	227,919,597,885.61	220,131,369,449.19

Passif (en dinars)	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
<u>Capitaux propres</u>		
Capital émis	60,000,000,000.00	60,000,000,000.00
Capital non appelé		
Prime et réserves- réserves consolidés	24,592,112,312.11	24,379,795,318.17
Écarts de consolidation	2,499,992,000.00	
Écart de réévaluation		
Écarts d'équivalence		
Résultat net-part du groupe	-423,029,765.58	-157,376,641.52
Autre capitaux propres Report à nouveau	6,960,551,422.61	3,935,478,380.46
*Part de la société consolidantes		
*Part des minoritaires		
Total I	93,625,625,969.14	88,157,897,057.00
<u>Passif non-courant</u>		
Emprunts et dettes financières	68,425,030,179.69	71,425,135,929.18
Impôts différés – passif	8,491,905,150.14	8,048,927,991.65
Autres dettes non courantes	0.00	0.00
Provisions et produits constatés d'avance	10,212,756,568.31	10,990,783,293.82
Total II	87,140,924,461.49	90,582,348,419.57
<u>Passifs courants</u>		
Fournisseurs et comptes rattachés	16,278,691,443.54	20,243,525,752.33
Impôts	6,435,851,312.48	4,306,809,701.33
Autres dettes	24,449,735,358.25	16,958,289,723.64
Trésorerie passif	1,904.06	0.00
Total III	47,164,280,018.33	41,508,625,177.53
Total passif	227,919,597,885.61	220,131,369,449.19

3.2 Le CR consolidé

Au 31 décembre (en dinars)	2018	2017
Chiffre d'affaires	105343607989.49	94,730,649,092.56
Production immobilisée	537,962,478.81	1,223,839,826.00
Produits annexes	9,519,422.12	225,823,762
Subventions d'exploitation	9,902,038,849.00	2,400,000,000.00
Rabais, Remises, Ristournes accordés	190,183.47	90,675.21
I - Production de l'exercice	115,792,938,573.95	98,580,22,005.35
Achats consommés	34,144,134,165.93	26,771,536,155.70
Services extérieurs	37,192,935,021.65	35,981,155,854.48

Rabais, Remises, Ristournes obtenus sur achats	0.00	0
II - Consommation de l'exercice	71,337,069,187.58	62,752,692,008.94
III - Valeur ajoutée	44,455,869,386.37	35,827,529,996.41
Charges de personnel	27,832,030,238.17	25,303,459,850.04
Impôts, taxes et versements assimilés	1,988,652,412.21	2,170,207,363.53
IV - Excédent brut d'exploitation	14,635,186,735.99	8,353,862,782.84
Autres produits opérationnels	2,828,634,303.32	4,038,699,429.45
Autres charges opérationnelles	1,290,095,255.83	2,060,844,935.53
Dotations aux amortissements et provisions	20,161,474,771.86	20,257,422,956.38
Reprise sur perte de valeur et provisions	1,531,108,510.31	4,231,849,064.94
V - Résultat opérationnel	(2,456,640,478.07)	(5,693,856,614.68)
Produits financiers	4,197,574,263.52	6,530,127,535.00
Charges financières	1,603,459,605.09	1,873,293,309.34
VI - Résultat financier	2,594,114,658.43	4,656,834,225.66
VII - Résultat ordinaire avant impôts	137,474,180.36	(1,037,022,389.02)
Éléments extraordinaires (produits) (à préciser)	0.00	
Éléments extraordinaires charges	0.00	
VIII - Résultat Extraordinaire	0.00	
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	1,878,877,138.96	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	1,314,373,193.02	-879,645,749.00
X - Résultat net de l'ensemble consolidé	(427,029,765.58)	(157,376,640.16)
* Part du groupe	0.00	0.00
* Part des intérêts minoritaires	0.00	0.00

Les états financiers consolidés du groupe Air Algérie sont arrêtés conformément aux règles et principes comptable du système comptable SCF et la législation algérienne. Approuvés par assemblée générale et certifié par le commissaire aux comptes, qu'ils reflètent avec sincérité la situation financière du groupe Air Algérie.

**Section 03 : diagnostic des états financiers consolidés du
groupe "Air Algérie"**

La présente section a pour objectif d'évaluer la situation financière du groupe Air Algérie en se basant sur le diagnostic de ces états financiers consolidés. Pour formuler une appréciation correcte et sincère différents indicateur serai examiner et interpréter de façon à déterminer les indices qualifiés favorables et les raisons de dysfonctionnement dans le cas ou il existe.

1 Analyse stratégique du groupe

1.1 L'analyse de la stratégie et de l'environnement macro-économique du groupe

Ce point a pour objectif de comprendre le groupe Air Algérie et le liée à l'environnement économique dans lequel il opère.

1.1.1 Les variations de périmètre

La première étape est d'examiner le périmètre de consolidation, un changement de périmètre implique un changement sans l'appréciation et la comparabilité des indicateurs de performance.

Le groupe Air Algérie, est structuré d'une société mère Air Algérie et deux filiales nationale CATERING et CARGO, les deux filiales sont détenues à hauteur de 100%, le groupe est intégré dans le financement. Aucune variation de périmètre de consolidation depuis l'exercice 2016. Le Groupe envisage de crée d'autres filiales à partir de 2024.

1.1.2 La stratégie poursuivie par le groupe

Le groupe Air Algérie adopte une stratégie de croissance externe afin qu'il puisse se développer. Il arrive par cette stratégie à diversifier ses offres de services et à bénéficier des synergies entre les entités créés, Cette stratégie renforce sa position concurrentielle comme leader algérien et lui permet d'accéder à des nouveaux marchés.

2 L'analyse de bilan consolidé « situation financière »

2.1 Analyse dynamique des postes de Bilan

2.1.1 Actif non courants

a) Écart d'acquisition- goodwill

Le goodwill affiche un montant de 0, cela implique que le coût d'acquisition transféré à la date d'acquisition est égal à la valeur des actifs identifiables acquis et passif repris.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nette ont connu une diminution de 6%, de 140,124,904.14 à 131,584,732.51.

Répartition des immobilisations incorporelles nettes entres société mère et filiales

Tableau 27: décomposition de l'actif incorporel entre AH et ces filiales

	2018	2017
Société mère AH	128,414,127.9	137,745,948.44
CATERING	2,715,705.94	1,908,048,79
CARGO	454,898.67	470,906.91
TOTAL	131,584,732.51	140,124,904.14
Partie revenant à la société mère	97%	98%

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont enregistré une baisse par rapport à l'année 2017, de 8% soit de 157,503,473,947.04 à 145,165,250,128.76. Les autres immobilisation corporelles(flotte) représente la part la plus importante soit 96%. La quasi-totalité des immobilisations corporelles est détenue par la société mère 99%.

d) Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours du groupe Air Algérie fait référence aux investissements aéronefs, cad les couts engagés pour l'acquisition ou la modification des aéronefs ; acquisition, l'aménagement d'avion, l'acquisition, la modification des équipements nécessaires à la fourniture des différents services, non encore mis en service.

Il y a eu une croissance des immobilisations en cours de 5%, la valeur des immobilisations en cours atteint le montant de 4,152,199,420.49. Dans presque la totalité est engagé par la société mère d'un pourcentage de 99.96%.

e) Immobilisations financières

Les immobilisations financières ont subi une hausse de 4% dû à une augmentation des prêts et autres actifs financiers non courant.

f) Impôts différés actif

Une baisse de l'impôts différés actif est enregistrée d'un taux de 11%, dans la majorité globale revenant à la société mère. Cette variation est du soit à une utilisation de impôts différé pour compenser les impôts ou une révision des estimations ; par rapport aux pertes fiscales reportables

2.1.2 Actif courant

a) Stock et encours consolidée

La valeur des stocks est estimer à 10,088,706,247.80, 95% de cette valeur est la contribution de la société mère, cette valeur à augmenter de 6% par rapport à l'année 2017

Les stocks de groupe Air Algérie inclus différents type de matière ; stocks de carburant, pièce de rechange, produits alimentaires, stocks de marchandise à bord tels que les colis du fret.

Tableau : stocks et encours consolidés du groupe Air Algérie

Tableau 28: évolution des stocks

DA	2018	2017
Stocks	12,992,741,803.27	
Perte de valeur	3,370,996,865.80	
Net	9,621,744,937.47	9,021,979,766.51

Source : élaboré par l'étudiante

b) Créance et emplois assimilés

Les créances et emplois assimilés du groupe à marquer une hausse globale de 8%, les postes client et autres débiteurs constitue la part importante des créances, la contribution de la société mère est la plus élevée d'un pourcentage du 69% des créances envers les tiers.

Tableau 29: Créance et emplois assimilés

	Brut	Perte de valeur	Net	Net	Δ	Contribution SM
Client	13801489690 .13	3,680,654,04 5.72	10,088,706,24 7.80	9,932,865,774 .87	2%	69%
Autres débiteurs	9,186,877,47 5.21		9,186,877,475 .21	7,398,177,909 .90	19%	62%
Impôts et assimilés	3,104,646,29 1.29	0.00	3,104,646,291 .29	3,350,745,028 .48	-8%	86%
Créance et emplois assimilés	26093013456 .93	3680654045. 72	22,412,359,41 1.00	20,681,788,71 3.00	8%	69%

c) Disponibilité et assimilés

Une hausse significative de valeur de 17,872,985,109.53 DA, dans 14,397,952,795.68 est générée par la société mère.

2.1.3 Analyse des capitaux propres

Les capitaux propres consolidés sont de 93,625,625,969.14 DA constitués de :

Capital social 60,000,000,000.00

Prime et réserves- réserves consolidés : 24,592,112,312.11

Écarts de consolidation : 2,499,992,000.00

Résultat net-part du groupe : -423,029,765.58

Autre capitaux propres Report à nouveau : 6,960,551,422.61

2.1.4 Passif non courant

Le passif non courant s'élève à 87,129,691,898.14, subi une baisse de 4%

2.1.5 Passif courant

Le passif courant comprend les comptes des fournisseurs, de l'impôt, des autres dettes et de la trésorerie passif. Une augmentation d'une valeur de 5,655,654,840.80 d'un pourcentage de 12%, par contre une diminution de 24% à toucher le compte fournisseurs et comptes rattachés.

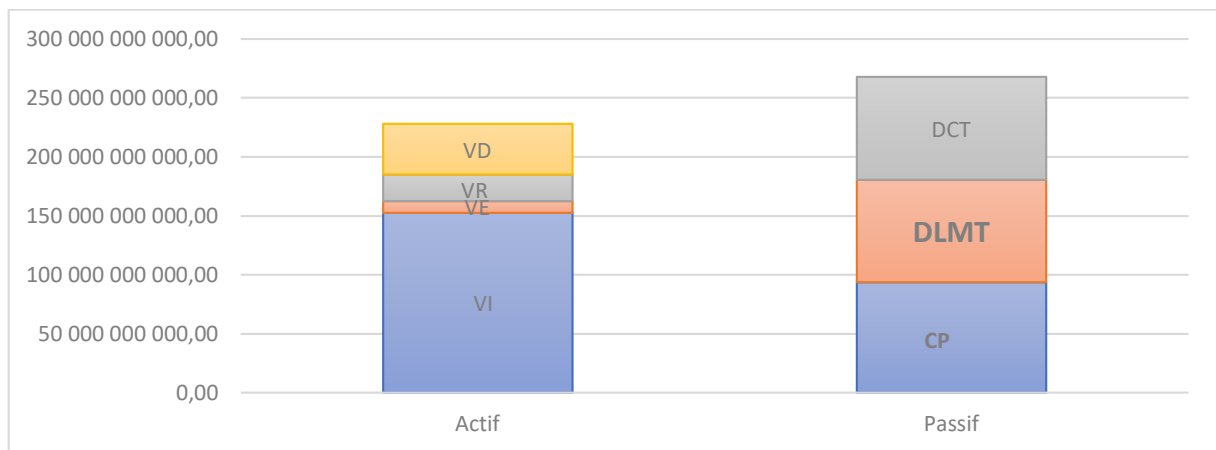
Tableau :

Tableau 30: Le Bilan en grand masse

Le Bilan en grand masse

Actif	Montant	%	Passif	Montant	%
VI	152,407,158,423.54	67%	CP	93,625,625,969.14	41%
VE	10,088,706,247.80	4%	DLMT	87,129,691,898.14	38%
VR	22,412,359,410.91	10%	DCT	47,164,280,018.33	21%
VD	43,011,373,803.36	19%	TP	1904.06	
TOTAL	227,919,597,885.61	100%	TOTAL	227,919,597,885.61	100%

Figure 3-5: le Bilan en grand masse



Source : élaboré par l'étudiante

Tableau 31: appréciation des indicateurs d'équilibre

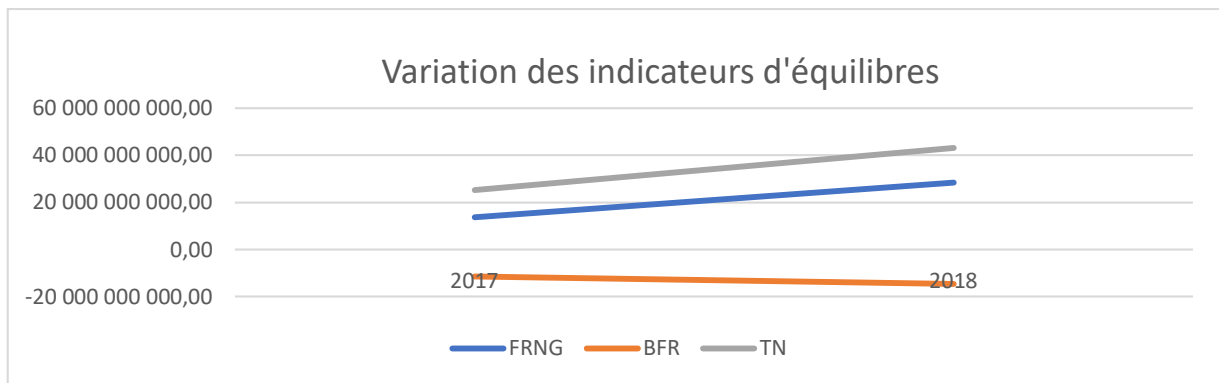
Indicateurs	Valeur	Interprétation
FRF	28,348,159,443.74	Le groupe est en situation favorable, il assure sa solvabilité
FRNG= CP+ DLMT- VI	28,348,159,443.74	Positif, Les ressources stables financent l'intégralité des emplois stables et L'excédent des ressources stables permet de financer partie ou la totalité de cycle d'exploitation
BFR= VE+VR-(DCT- TP)	-14,663,212,455.56	Négatif Un excédent de fonds de roulement d'exploitation

TN = VD-TP TN =FRNG-BFR	43,011,371,899.30	Positive, le groupe s'assure des risques d'illiquidité
----------------------------	-------------------	--

Tableau 32: Analyse de la variation des indicateurs d'équilibre

Indicateurs	2018	2017	Δ	Interprétation
FRNG	28,348,159,443.74	13,765,788,249.66	+	Dégradation des emplois stables, et augmentation des ressources stable
BFR	(14,663,212,455.56)	(11,372,600,444.16)	+	Croissance de chiffre d'affaires, et le délai d'écoulement
TN	43,011,371,899.30	25,138,388,693.82	+	Augmentation des deux indicateurs

Figure 3-6: Représentation graphique de l'évolution des indicateurs d'équilibre



2.2 Analyse du Bilan par la méthode des ratios

2.2.1 Les ratios d'équilibre

Tableau 33: analyse de bilan par les ratios

Financement structurel Capitaux permanents Actif immobilisé	1.186	Les ressources affectées au financement des actifs durables sont stables.
Financement propre Capitaux propres Capitaux permanents	50%	Le groupe est indépendant vis-vis les financeurs externes

Tableau : Les ratios relatifs aux capitaux propres

Autonomie financière CP/Total dettes	0.7	Le groupe possède une autonomie
Dettes financières Capitaux propres	0%	Dettes financières est nulle, le groupe possède une autonomie complète.
Degré d'intégration du groupe CP-part minoritaire CP – consolidés	0%	La contribution des minoritaires aux financement des capitaux propres du groupe est nulle

2.2.2 Les ratios de solvabilité générale

Solvabilité générale Actif total/dettes total	1.7	Le groupe est considéré solvable, il est capable d'honorer ses engagements.
Capitaux propres/total passif	0.41	Les capitaux propres constituent une part importante dans les passifs du groupe

2.2.3 Les ratios de structure

Endettement financier net	-43,011,373,803.36	La liquidité que dispose est supérieure à ces dettes financières.
Endettement total	59%	Le passif de groupe est structuré de 59% dette, afin d'interpréter ce ratio il faut le comparer au secteur d'activité.
Endettement à LT	20%	Le structure de groupe est de 20% dette à long terme. Une indépendance financière du groupe

2.2.4 Les ratios de liquidité

Liquidité générale (solvabilité à CT)	1.6	Le groupe est solvable à CT, il est capable de payer les dettes à court terme par les moyens d'actif à moins d'un an
Liquidité relative (solvabilité à l'échéance)	1.38	Le groupe est solvable à CT, il a l'aptitude a payé les dettes à court terme par les seules valeurs réalisables et disponibles
Liquidité immédiate (solvabilité immédiate)	0.9	Le groupe ne possède pas suffisant de liquidité pour payer les DCT

3 Analyse de compte de résultat consolidé

3.1 Analyse dynamique de l'activité et la profitabilité

Le groupe Air Algérie réalise un résultat déficitaire de -427,029,765.58, une diminution de 63% de celle de 2017 encore déficitaires.

3.1.1 Analyse du chiffre d'affaires

Tableau 34: analyse de compte résultat par les ratios

Chiffres d'affaires	Le chiffre d'affaires du groupe Air Algérie est en progression de 11% ; cette hausse résulte d'une progression de CA de la SM et la filiale CATERING. Un indice favorable de la performance du groupe.
---------------------	--

3.1.2 Analyse des soldes intermédiaires de gestion

Production de l'exercice	L'activité du groupe est en augmentation de 17%, le groupe bénéficié d'une subvention d'exploitation excédentaire de 7,502,038,849.00, et augmente son chiffre d'affaires
La valeur ajoutée	Une augmentation significative de la richesse du groupe de 24% ; un indice favorable de la contribution du groupe.
EBE	Une hausse de 75% de EBE, La performance commerciale du groupe est favorable et une gestion efficace des coûts de structure.
Résultat opérationnel	L'exploitation du groupe génère un résultat déficitaire, cela est dû aux charges d'amortissement et des provisions, ce qui réfère à un investissement important et une lenteur de retour de bénéfice.
Résultat financier	Un résultat financière positif ; une contribution positive à la performance financière de groupe, cependant il y a une réduction de 44% par rapport à l'exercice 2017, expliquer par a une diminution des revenus financière et augmentation des charges financières ; différence de change/ taux d'intérêt.

Résultat ordinaire avant impôts	Un résultat positif, le résultat financier a absorbé le déficit du résultat opérationnel
Résultat extraordinaire	Le groupe ne réalise aucun produit et subi aucune charge de nature extraordinaire.
Le résultat net de l'exercice	Le résultat net de l'exercice à enregistrer une évolution mais reste toujours déficitaire. Un indice défavorable de la rentabilité du groupe.

3.2 Analyse par les ratios

3.2.1 Les ratios d'activité

Variation de CA	11%	Une évolution importante
Variation de VA	24%	Une évolution significative
Taux d'intégration VA/CA	42%	Le groupe est intégré dans la création de la valeur ajoutée

f) Le partage de la valeur ajoutée

Facteur travail Charges de personnels/VA	63%	Une part très importante de la valeur ajoutée revient aux salariées du groupe
Prêteur Charges d'intérêts/VA	0%	Le groupe ne supporte aucune charge d'intérêt
Impôts /VA	4%	Une part de 4% revient à l'État de la valeur ajoutée réalisée
Facteur capital – EBE-	33%	La valeur ajoutée permet de couvrir les charges d'activité et réalise un excédent d'exploitation

3.2.2 Les ratios de profitabilité

EBITDA	23,216,781,750.33	Un indice favorable de la performance du groupe
EBIT	3,055,306,978.47	Un indice favorable de la performance opérationnelle du groupe
Profitabilité brute EBE/CA	14%	Le groupe est capable de générer une rentabilité de son CA
Profitabilité résultat de l'exercice /CA	-0.41%	Le groupe n'est pas capable de générer un résultat

3.2.3 Les ratios de rentabilité

Rentabilité économique EBE/Capitaux investis*	8%	Le groupe est capable de rentabiliser les investisseurs
Rentabilité financière Résultat net/CP	-0.46%	Le groupe n'est pas attractive à l'échelle financier
Rentabilité commerciale Résultat net/CA	-0.41%	Un indice défavorable de la politique commerciale du groupe et l'évolution sa performance

4 Synthèse du rapport financier

Le présent rapport financier vise à fournir un diagnostic de la situation financière de groupe Air Algérie pour la période 2018, les informations présentées ici ont été obtenues à partir des états financiers consolidés qui ont été arrêtées conformément à la réglementation algérienne.

Les capitaux propres reflètent une position financière favorable

La part des actifs est constitué par des actif courant, plus précisément les autres immobilisations corporelles et les immobilisations en cours, ce qui reflète la politique d'investissement forte du groupe, qui visa à renforcer sa compétitivité, et démontre l'engagement du groupe à maintenir sa position concurrentielle et se développer.

L'autre part est constituée par les immobilisations financières, assurant une politique financière de placement efficace au groupe.

Le groupe est en situation d'équilibre optimal ($FRNG > 0$, $BRF < 0$, $TN >$) obtenue par l'utilisation efficace des ressources financières pour le financement des emplois. Ce qui implique une capacité à résister aux risques éventuels.

Structure d'endettement indique une capacité à absorber les risques d'endettement, cette structure garantie l'autonomie du groupe et son indépendance vis-à vis les tiers.

Un indice favorable de la contribution de de groupe à la gestion et sa capacité à prendre des décisions.

La liquidité du groupe assure une flexibilité et indique une capacité adéquate à couvrir les dettes courantes, une solide position de liquidité.

La situation financière du groupe est favorable pendant la période spécifiée, qui le positionne de manière solide pour poursuivre sa croissance et relever les défis futurs

L'activité de groupe est favorable, le chiffre d'affaires reflète une bonne performance et un positionnement solide, la valeur ajoutée indique que le groupe est capable a créé la richesse et reflète le poids économique du groupe dans le secteur aérien, l'EBE exprime que le groupe est capable de générer des bénéfices à partir du chiffre d'affaires.

La rentabilité du groupe se distingue par une qui indique la réussite de groupe à maîtriser les couts de production, mais une rentabilité net défavorable indique que le niveau des charges est importants, le groupe n'arrive pas à réaliser des bénéfices pendant les deux exercices. Ce qui nécessite de revoir la structuration des charges en de prendre des mesures correctives.

La rentabilité des actifs est favorable, le groupe génère des rendements suffisants par ses actifs, la rentabilité financière et commerciale indique un dysfonctionnement le groupe perde son attractive et incapable a rentabilisé ses investisseurs.

La performance du groupe n'est pas dans son meilleur niveau, des actions de maîtrise des couts doit être menée, la rentabilité du groupe indique une nécessité des corrections commerciale et des couts.

Dans la globalité le groupe exprime une situation financière optimale, mais un rendement insuffisant pour réaliser des bénéfices nets et rentabilisé les investisseurs.

Conclusion

En conclusion de cette partie empirique, il est clair que le diagnostic financier du groupe qui se base sur l'analyse des états financiers consolidés revête une importance cruciale pour évaluer la santé financière du groupe, il permet d'avoir une vision globale de la performance, la rentabilité et la structure financière du groupe.

Le diagnostic financier des états financiers consolidés en combinaison avec d'autres informations sectorielles permet d'apprécier l'équilibre de groupe, ces points d'atouts, et de les positionner par rapport au rythme d'évolution du marché et de comparer ses contributions en fonction de secteur d'activité. Ainsi de déterminer les points de dysfonctionnement et les causes derrière ses résultats non favorables

Afin de prendre avantage ce cet outil fondamental, il est nécessaire d'avoir des compétences en comptabilité et finance, et d'avoir un esprit d'analyse pour que le rapport final soit utile et prêt à l'utiliser pour prendre des décisions stratégiques

Également la maitrise de référentiel appliquer, ces principes, les méthodes de comptabilisation et d'évaluation permet de comprendre les raisons derrière les traitements, donc le coté référentiel et le coté législation sont à prioriser pour mieux être capable d'analyser, de comprendre et d'agir.

Conclusion générale

Pour conclure, nous pouvons dire que la création d'un groupe implique une nécessité de combinaison de compétitivité, avoir la capacité à surpasser les concurrents, de profitabilité, à travers l'efficacité de son exploitation, de pénétration de marché, en assurant la croissance et le développement du groupe, de maîtrise des différents éléments qui assure la rentabilité, l'efficacité du groupe et la résistance aux risques, en mettant en œuvre ces éléments de manière cohérente et stratégique, le groupe s'assurer de sa survie, sa réussite et sa prospérité.

Afin d'e réaliser les objectifs visés, le groupe ne peuvent pas réussir seule il doit profiter de la contribution des différents parties prenantes à l'échelle financier, décisionnel et stratégique. Pour que les parties prenantes du groupe intègres de manière active et positive à la gestion du groupe, il doit démontrer sa crédibilité, son engagement à satisfaire les besoins informationnels de fournir une image économique réelle de la globalité de ces entités. Satisfaire les besoins n'est pas suffisant, le groupe doit exprimer qu'il est solvable, bien structuré, et possède l'aptitude à rentabiliser ses investisseurs.

À travers ce qui a été réaliser sur le terrain. Nous avons constaté que.

Les états financiers individuels ne sont pas l'outils à exploiter pour répondre aux préoccupations de ces dernier, les états financiers consolidés constitues l'outils principale pour assurer une communication financière pertinente en s'appuyant sur des données probantes et une technique de présentation qui mis en avantage l'image de groupe et sa situation financière.

La consolidation est une technique qui met en faveur la réalité économique du groupe, cette techniques est dédiée pour présenter les états financiers des entreprise structurées sous formes des groupes dans l'existence des liens de détention financière existent entre eux et le contrôle exercé par une entité sur les autres, le pourcentage de détention doit excédé la seuil exigée par les référentiels adoptée, cette technique présentes des traitements qui touchent les états individuels pour les rendre homogène, et les exprimer par les mêmes règles d'appréciation de comptabilisation et par la même valeur monétaire, en éliminant l'effet de la fiscalité et en traitant des actifs incorporelles résultant de la détention et en éliminant aussi les transactions entres ses entités pour exprimer seulement les transactions de groupe affectés avec les tiers

Nous constatons également que les états financiers consolidés du groupe Air Algérie sont conformes aux règles d'élaboration et de présentation exigées par référentiel algérien. Les états financiers consolidés expriment la réalité économique de groupe, ils présentent sa performance, sa rentabilité et sa situation financière.

Le diagnostic de la situation financière qui se base sur les états financiers consolidés, en adoptant une démarche bien structurée, en examinons les indicateurs financiers internes et

les informations sectorielles de groupe Air Algérie, nous a permis de ressortir les indicateurs de la santé financière exprimer dans ce qui suit :

- Le groupe est en situation d'équilibre optimal, la gestion de ces ressource financière et ses emplois reflète une efficacité.
- Le groupe adopte une stratégie de croissance exprimer par sa politique d'investissement
- La politique de financement est exprimée par l'évolution de ces placements, qui procure pour le groupe un revenue financier significative
- Le groupe assure une solvabilité à long terme présenter par la structure d'endettement, et à court terme exprimer par la liquidité, le groupe a bien gérer le risque d'endettement, il est capable d'honorer ses engagements et assurer sa survie,
- L'activité de groupe a connu une évolution, ce qui annonce une augmentation de la part de marché et donc une compétitivité. Interroger
- La profitabilité du groupe n'est pas dans le meilleur niveau, le groupe réalise une profitabilité brut favorable ce qui exprime qu'il est capable de générer des revenus par le chiffre d'affaires mais une rentabilité nette défavorable, la part des charges fixe est importante ce qui nécessite une révision des charges et exprime une lenteur de rendement des actifs
- Le groupe à réaliser des pertes pendant deux exercices successifs, ce qui nécessite de s'interroger sur l'habilité du groupe d'être rentable.

Nous pouvant donc confirmer notre hypothèse principale selon laquelle, le diagnostic des états financiers consolidés permet à travers les indicateurs financiers d'évaluer l'activité, la profitabilité et d'apprécier l'équilibre et la situation financière du groupe.

- La première hypothèse secondaire est infirmée, la consolidation est un traitement radical des états financiers individuels pour qu'il arrive par la suite à exprimer patrimoine du groupe.
- La deuxième hypothèse se vérifier presque en totalité La situation financière est l'image du compte et du patrimoine de l'entreprise, elle permet d'apprécier l'équilibre financier d'une entité économique mais pour un instant précis.
- La troisième hypothèse « Les états financiers consolidés du groupe Air Algérie sont établis conformément aux normes et les caractéristiques requis pour des états de qualité » .est validée
- La quatrième hypothèse Le diagnostic financier repose sur la connaissance du secteur et de l'environnement, et la maîtrise des règles et des méthodes comptables du groupe, et des rapports du commissaire aux comptes, pour étudier la formation du résultat, analyser la structure financière et mesurer la rentabilité économique est validée

Recommandation

- La nécessité de maîtriser les outils de diagnostic financier
- Révision de la structure des coûts
- L'étude de la VAN et le TRI avant d'investir
- Investissement dans des technologie d'économie des charges (carburant)
- Développement de l'activité, et opter pour des pratiques qui renforce la réputation du groupe et d'autres pratiques commerciales
- Diversifier les revenus
- Expansion sur de nouveaux marchés
- Analyse concurrentielle pour déterminer les stratégies qui assurent le succès dans ce secteur
- Gestion des ressource humains, vue que les charges salariales sont importantes, il faut assurer un rendement, une amélioration, une productivité équivalente aux charges subis

Les perspectives de la recherche

Le diagnostic financier du groupe en se basant sur l'information sectorielle

L'analyse de la variation du périmètre

La consolidation des entités étrangers adoptant des référentiels comptable différent et monnaie de présentation différente.

Ouvrages :

- Alain Donalio, Marie-Anne Verdier, emmanuelle Nègre, Firas Batnini, Hamza Taher,. 2017. *DSCG Finance*. France: Vuibert.
- Albertini, Elisabeth, et Stéphane Kohler, Hervé, Lefrancq. 2018. *Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées*. Paris: Vuibert,.
- Albertini, Elisabeth, Lefrancq, Stéphane, Kohler, Hervé. 2018. *Consolidation en normes IFRS : Cours et applications corrigées*, . Paris: vuibert.
- Amor, Hmadi ben. 2006. *la consolidation des bilans*. Tunisie: Ed Raouf YAÏCH.
- Bertin, Élisabeth. 2007. *Les états financiers consolidés IAS/IFRS : conception, présentation, interprétation*. Gualino.
- Bruno, Bachy. 2020. *La boîte à outils de la comptabilité*. france: dunod.
- Bruno, Sion, et Michel Bachu . 2015. *Analyse financiers des comptes consolidés Norme IFRS*. 2e. Paris: Dunod. Accès le fevrier 23, 2023.
- Cerrada, Karine, Yvesde Rongé, Michel De Wolf, et Michel Gatz. 2011. *Comptabilité et analyses des états financiers*. Belgique: de boeck.
- colinet F, paoli S, Dupic P, -J. 2016. *Pratique des comptes consolidés* . Malakoff: Dunod .
- Colinet, François, Simon Paoli, Pierre-Jean, et Dupic. 2016. *Pratique des comptes consolidés*. france: Dunod.
- Éditions Francis Lefebvre. 2019. *Memento pratique : groupe de société*. LEVALLOIS,: Éditions Francis Lefebvre.
- . 2021. *Mémento Intégration fiscale 2022-2023 : Résultat d'ensemble, restructurations, déclarations, conventions, 1*. france: Francis Lefebvre.
- Équipe rédactionnelle de RF comptable. 2011. *code IFRS norme et interprétation*, . France: MS groupe revue fiduciaire.
- Floren Delahaye-DUPRAT, Jacqueline Delahaye, Nathalie le Gallo,. 2022. *DSCG 6. Finance d'entreprise*. France: Dunod.
- Florent Deisting, et Jean-pierre Lahille. 2017. *Analyse financière*. France: Dunod.
- Gurfein, Evelyne. 2006. *Comptes consolidés : IAS-IFRS et conversion monétaire*. france: Organisation, .
- Hermanson, Roger H, James Don Edwar, Michael W, and Maher. 2011. *accounting principles a business perspective*. BCcampus.
- Jacques, RICHARD, BENSADON Didier, et Alexandre RAMBAUD . 2018. *Comptabilité financière*, , . france: Dunod.
- Jean-Montier, et Gilles Scognamiglio. 1995. *Techniques de consolidation*. France: Economica.

- Julie, Dahlquis, and Rainford Knight. 2021. *principles of finance*,. USA: OpenStax.
- Lieutier. 2021. *Fiscalité des groupes de sociétés*, . france: Corroy.
- s.d. «Manuels de comptabilité financière édition 2013 conforme à la loi 11-07 du 25 novembre 2007 portant Système Comptable Financier .»
- Mesplé_lassalle, et Dominique. 2013. *la consolidation des comptes : Normes IFRS et comparaison avec les principes français actuels*. paris: Maxima.
- Mikol, Alain. 2019. *Gestion comptable et financière*. France: Presses universitaires de France.
2021. «MINISTÈRE DES FINANCES DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS, Code des impôts directes et taxes assimilés.»
- MONTIER, Jean, et Olivie GRASS,. 2006. *Techniques de consolidation*. Paris: économisa.
- Orgien, Dov. 2018. *Gestion financière de l'entreprise*. France: Dunod.
- Parianté, Simon, et Isabelle Martinez. 2020. *Diagnostic Financier de l'entreprise*. France: Dunod.
- PricewaterhouseCoopers. juin, 2022. *MEMENTO EXPERT IFRS* . LEVALLOIS: Éditions Francis Lefebvre.
- Ristori, ébastien. 2022. *Les lés de la finance d'entreprise*. France: ellipse.
- Sion, Michel. 2017. *Réaliser un diagnostic financier*. France: Dunod.
- Abdelkader Gliz. 20

Articles scientifiques

- Amine, MOKHEFI. 2013. « La communication financière et le processus de consolidation des comptes des groupes Algérie a-t-elle anticipée ? .» *Revue DIRASSAT* .
- Bachir, Smail, et Abdeldjalil Djemil. 2021. «Consolidation Et Méthodes De Conversion Des Entités Etrangères.» *مجلة البشائر الاقتصادية*
- Djamel, Amoura. 2012. « l'importance de la consolidation des états financiers sur la pertinence des informations financières .» *Réforme économique et intégration en économie mondiale*.
- LAib , Fatma zohra, et NACER Charfi . 2022. «La certification des comptes consolidés cas du Groupe industriel du papier et de la cellulose.» *Economic Researcher Review*.
- Ouarab, Ali, et Billal Chikhi. 2017. «Traitement Du Goodwill Entre Les Normes IFRS Et Le SCF : Les Mises À Jour Souhaitées.» *Economic and Financial Studies*.

Les textes de la réglementation

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 74, lois SCF, 2007

Décret exécutif n° 08-156, 2008, portant application du SCF.

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE N° 19, Arrêter du SCF, 2009,

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE, Ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant Code de commerce, modifiée et complétée, 2007

MINISTÈRE DES FINANCES DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS, Code des impôts directes et taxes assimilés, 2021

Guide de contribuable, 2021

Autre source

Cours de monsieur Oudai moussa

Documentation interne de -Air Algérie -

Webographie

<https://www.iasplus.com/en/standards/sic/sic-12>

<https://www.iasplus.com/en/standards/ifrs/ifrs12> ,

<https://www.iasplus.com/en/standards/ias/ias28-2011>

<https://cn-cncc.dz/wp-content/uploads/2016/10/revue-6-CNCC-pdf.pdf> .

<https://fr.scribd.com/presentation/425465838/CONSOLIDATION-ppt>.

<https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/2014-05-20-13-16-11/2014-05-20-14-00-23/479-fiscalite-des-groupes-de->

<https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/com-smartslider3/vos-avantages-fiscaux/136-societes-et-organismes-benificiant-d-avantages-fiscaux/333-groupes-de-societes>

<https://www.mfdgi.gov.dz/index.php/2014-05-20-13-16-11/2014-05-20-14-00-23/479-fiscalite-des-groupes-de->

www.airalgérie.com

www.airalgériecatering.com

www.airalgériecargo.com



Annexe 01 : Actif Bilan Air Algérie

Actif (en dinars)	Valeurs brutes	Amort / Provisions	Net 2018	Net 2017
Immobilisations incorporelles	337,928,264.26	209,514,136.36	128,414,127.90	137,745,948.44
Immobilisations corporelles	279,648,406,744.55	134,889,483,423.55	144,758,923,321.00	157,093,064,459.66
Terrains	137,359,086.68	0.00	137,359,086.68	137,359,086.68
Bâtiments	10,147,262,497.89	5,405,000,411.46	4,742,262,086.43	5,062,318,829.36
Autres immobilisations corporelles	269,363,785,159.98	129,484,483,012.09	139,879,302,147.89	151,893,386,543.62
Immobilisations en cours	4,150,953,270.49	0.00	4,150,953,270.49	3,949,219,615.88
Immobilisations financières	739,577,748.12	30,207,328.00	709,370,420.12	701,602,723.18
autres participations et creances rattachees	525,216,000.00	0.00	525,216,000.00	525,216,000.00
prêts et autres actifs financiers non courants	214,361,748.12	30,207,328.00	184,154,420.12	176,386,723.18
Impôts différés - actif	2,692,111,008.06	0.00	2,692,111,008.06	3,023,468,290.38
Actif non courant	287,568,977,035.48	135,129,204,887.91	152,439,772,147.57	164,905,101,037.54
Stocks et encours	12,992,741,803.27	3,370,996,865.80	9,621,744,937.47	9,021,979,766.51
Créances et emplois assimilés	23,811,291,354.44	3,679,586,342.41	20,131,705,012.03	19,648,019,210.08
Clients	14,180,700,350.49	3,679,586,342.41	10,501,114,008.08	9,327,661,693.54
Autres débiteurs	6,953,805,276.17		6,953,805,276.17	7,198,476,488.39
Impôts et assimilés	2,676,785,727.78		2,676,785,277.78	3,121,881,028.15
Disponibilités et assimilés	38,230,319,618.31	273,699,200.06	37,956,620,418.25	23,558,667,622.57
Placements et autres actifs financiers courants	10,604,348,140.00	273,699,200.06	10,330,648,939.94	8,361,018,000.00
Trésorerie	27,625,971,478.31		27,625,971,478.31	15,197,649,622.57
Actif courant	75,034,352,776.02	7,324,282,408.27	67,710,070,367.75	52,228,666,599.16
Total actif	362,603,329,811.50	142,453,487,296.18	220,149,842,515.32	217,133,767,636.70

Annexe 02 : Passif Bilan Air Algérie

Passif (en dinars)	2018	2017
Capital	60,000,000,000.00	60,000,000,000.00
Réserves	21,576,065,896.92	21,576,065,896.92
Résultat net	-2,606,456,827.91	-2,869,685,635.56
Report à nouveau	6,960,551,422.61	3,935,478,380.46
Capitaux propres	85,930,160,491.62	82,641,858,641.82
Part des intérêts minoritaires		
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	85,930,160,491.62	
Emprunts et dettes financières	68,425,030,179.69	71,425,135,929.18
Impôts différés - passif	8,491,905,150.14	8,048,927,991.65
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	9,900,758,025.03	10,757,018,882.64
Passif non courant	86,817,693,354.86	90,231,082,803.47
Fournisseurs et comptes rattachés	17,979,412,334.79	24,239,209,623.44
Impôts	6,167,167,081.97	4,049,972,564.60
Autres dettes	23,255,409,252.08	15,971,644,003.37
Trésorerie passif		
Passif courant	47,401,988,668.84	44,260,826,191.41
Total passif	220,149,842,515.32	217,133,767,636.70

Annexe 03 : Actif Bilan Catering

Actif (en dinars)	Valeurs brutes	Amort / Provisions	Net 2018	Net 2017
Immobilisations incorporelles	3,381,735.07	666,029.13	2,715,705.94	1,908,048.79
Immobilisations corporelles	1,082,419,365.17	778,557,211.31	303,862,153.86	335,290,489.99
Terrains			0.00	
Bâtiments			0.00	160,940.62
Autres immobilisations corporelles	1,082,419,365.17	778,557,211.31	303,862,153.86	335,129,549.37
Immobilisations en cours	1,246,150.00	0.00	1,246,150.00	
Immobilisations financières	0.00	0.00	0.00	0.00

autres participations et creances rattachees			0.00	
prets et autres actifs financiers non courants			0.00	
Impôts différés - actif	46,402,911.74	0.00	46,402,911.74	34,946,913.72
Actif non courant	1,133,450,161.98	779,223,240.44	354,226,921.54	372,145,452.50
Stocks et encours	468,985,435.34	2,395,125.01	466,590,310.33	431,756,812.07
Créances et emplois assimilés	3,666,304,982.83	47,207.81	3,666,257,775.02	5,552,343,680.82
Clients	2,648,748,721.11	47,207.81	2,648,701,513.30	4,936,649,571.52
Autres débiteurs	591,478,826.58		591,478,826.58	389,753,333.49
Impôts et assimilés	426,077,435.14		426,077,435.14	225,940,775.81
Disponibilités et assimilés	3,140,113,989.54	0.00	3,140,113,989.54	1,022,951,816.58
Placements et autres actifs financiers courants	1,100,000,000.00		1,100,000,000.00	200,000,000.00
Trésorerie	2,040,113,989.54		2,040,113,989.54	822,951,816.58
Actif courant	7,275,404,407.71	2,442,332.82	7,272,962,074.89	7,007,052,309.47
Total actif	8,408,854,569.69	781,665,573.26	7,627,188,996.43	7,379,197,761.97

Annexe 04 : Passif Bilan catering

Passif (en dinars)	2018	2017
Capital	2,750,000,000.00	250,008,000.00
Réserves	1,929,239,619.68	2,679,001,333.24
Résultat net	1,398,331,320.11	1,750,230,286.44
Report à nouveau		
Capitaux propres	6,077,570,939.79	4,679,239,619.68
Part des intérêts minoritaires		
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	6,077,570,939.79	
Emprunts et dettes financières		
Impôts différés - passif		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	243,615,744.25	165,381,612.15
Passif non courant	243,615,744.25	165,381,612.15

Fournisseurs et comptes rattachés	616,705,634.03	657,584,698.88
Impôts	32,897,160.55	32,350,065.40
Autres dettes	656,397,613.75	1,844,641,783.86
Trésorerie passif	1,904.06	
Passif courant	1,306,002,312.39	2,534,576,548.14
Total passif	7,627,188,996.43	7,379,197,779.97

Annexe 05 : Actif Bilan Cargo

Actif (en dinars)	Valeurs brutes	Amort / Provisions	Net 2018	Net 2017
Immobilisations incorporelles	537,599.65	82,700.98	454,898.67	470,906.91
Immobilisations corporelles	343,781,537.89	241,316,883.99	102,464,653.90	75,118,997.39
Terrains	0.00	0.00	0.00	0.00
Bâtiments	35,522,018.30	23,142,132.56	12,379,885.74	14,038,042.62
Autres immobilisations corporelles	308,259,519.59	218,174,751.43	90,084,768.16	61,080,954.77
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
autres participations et creances rattachees				
prêts et autres actifs financiers non courants				
Impôts différés - actif	10,255,801.86	0.00	10,255,801.86	4,135,609.65
Actif non courant	354,574,939.40	241,399,584.97	113,175,354.43	79,725,513.95
Stocks et encours	870,441.54	499,441.54	371,000.00	499,441.54
Créances et emplois assimilés	3,337,777,896.57	1,020,495.50	3,336,757,401.07	2,394,602,491.14
Clients	455,129,883.40	1,020,495.50	454,109,387.90	583,989,351.76
Autres débiteurs	2,880,864,884.80		2,880,864,884.80	1,807,689,914.86
Impôts et assimilés	1,783,128.37		1,783,128.37	2,923,224.52
Disponibilités et assimilés	1,914,639,395.57	0.00	1,914,639,395.57	556,769,254.68

Placements et autres actifs financiers courants	500,000,000.00		500,000,000.00	
Trésorerie	1,414,639,395.57		1,414,639,395.57	556,769,254.68
Actif courant	5,253,287,733.68	1,519,937.04	5,251,767,796.64	2,951,871,187.36
Total actif	5,607,862,673.08	242,919,522.01	5,364,943,151.07	3,031,596,701.31

Annexe 06 : passif Bilan cargo

Passif (en dinars)	2018	2017
Capital	250,008,000.00	250,008,000.00
Réserves	1,086,806,795.51	124,728,088.01
Résultat net	781,095,742.22	962,078,707.50
Report à nouveau		
Capitaux propres	2,117,910,537.73	1,336,814,795.51
Part des intérêts minoritaires		
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	2,117,910,537.73	
Emprunts et dettes financières		
Impôts différés - passif		
Autres dettes non courantes		
Provisions et produits comptabilisés d'avance	68,382,799.03	68,382,799.03
Passif non courant	68,382,799.03	68,382,799.03
Fournisseurs et comptes rattachés	1,165,662,739.59	262,166,271.96
Impôts	235,787,069.96	224,487,071.56
Autres dettes	1,777,200,004.76	1,139,745,763.25
Trésorerie passif		
Passif courant	3,178,649,814.31	1,626,399,106.77
Total passif	5,364,943,151.07	3,031,596,701.31

Annexe 07 : CR Air Algérie

au 31 décembre (en dinars)	2018	2017
Chiffre d'affaires	102,150,852,50 2.64	91,083,722,796. 00
Production immobilisée	537,962,478.81	1,223,839,820.0 0
Produits annexes	1,002,313,122.1 2	1,331,302,768.0 0
Subventions d'exploitation	9,902,038,849.0 0	2,400,000,000.0 0
Rabais, Remises, Ristournes accordés	-190,183.47	-90,675.00
I - Production de l'exercice	113,592,976,76 9.10	96,038,774,709. 00
Achats consommés	- 31,651,268,742. 11	- 24,544,742,605. 00
Services extérieurs	- 41,850,036,285. 56	- 40,501,050,821. 00
Rabais, Remises, Ristournes obtenus sur achats		
II - Consommation de l'exercice	- 73,501,305,027. 67	- 65,045,793,426. 00
III - Valeur ajoutée	40,091,671,741. 43	30,992,981,283. 00
Charges de personnel	- 26,700,476,160. 79	- 24,293,938,387. 00
Impôts, taxes et versements assimilés	- 1,903,387,769.2 7	- 2,083,781,817.0 0
IV - Excédent brut d'exploitation	11,487,807,811. 37	4,615,261,079.0 0
Autres produits opérationnels	2,797,792,369.1 8	3,938,915,202.0 0
Autres charges opérationnelles	- 1,273,290,940.5 3	- 2,046,512,676.0 0
Dotations aux amortissements et provisions	- 19,943,327,185. 64	- 20,084,351,007. 00
Reprise sur perte de valeur et provisions	1,493,293,337.1 7	4,226,790,775.0 0
V - Résultat opérationnel	- 5,437,724,608.4 5	- 9,349,896,627.0 0
Produits financiers	4,174,514,337.3 8	6,502,244,504.0 0

Charges financières	- 1,599,926,176.6 6	- 1,860,374,933.0 0
VI - Résultat financier	2,574,588,160.7 2	4,641,869,571.0 0
VII - Résultat ordinaire avant impôts	- 2,863,136,447.7 3	- 4,708,027,056.0 0
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	- 1,878,877,138.9 6	
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	2,135,556,758.7 8	- 1,838,341,418.9 0
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	122,058,576,81 2.83	108,868,383,77 1.10
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	- 124,665,033,64 0.74	- 115,414,752,24 6.00
VIII - Résultat net	- 2,606,456,827.9 1	- 2,869,685,637.1 0

Annexe 08 : CR Catering

au 31 décembre (en dinars)	2018	2017
Chiffre d'affaires	5,725,436,351.4 4	5,552,918,350.5 9
Production immobilisée		
Produits annexes		
Subventions d'exploitation		
Rabais, Remises, Ristournes accordés		
I - Production de l'exercice	5,725,436,351.4 4	5,552,918,350.5 9
Achats consommés	- 2,462,667,339.9 8	- 2,193,277,817.0 5
Services extérieurs	-365,765,095.48	-195,694,309.97
Rabais, Remises, Ristournes obtenus sur achats		
II - Consommation de l'exercice	- 2,828,432,435.4 6	- 2,388,972,127.0 2
III - Valeur ajoutée	2,897,003,915.9 8	3,163,946,223.5 7
Charges de personnel	-812,978,973.78	-739,731,087.89
Impôts, taxes et versements assimilés	-24,150,917.18	-23,009,011.16
IV - Excédent brut d'exploitation	2,059,874,025.0 2	2,401,206,124.5 2
Autres produits opérationnels	28,761,588.49	98,828,389.19

Autres charges opérationnelles	-7,478,248.18	-10,298,066.66
Dotations aux amortissements et provisions	-182,160,542.22	-139,990,119.97
Reprise sur perte de valeur et provisions	21,771,479.00	5,058,289.94
V - Résultat opérationnel	1,920,768,302.1 1	2,354,804,617.0 2
Produits financiers	21,421,091.76	27,810,533.44
Charges financières	-3,399,589.78	-12,649,894.63
VI - Résultat financier	18,021,501.98	15,160,638.81
VII - Résultat ordinaire avant impôts	1,938,789,804.0 9	2,369,965,255.8 3
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-551,914,464.00	-635,661,985.00
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	11,455,980.02	15,926,988.61
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	5,797,390,510.6 9	5,684,615,563.1 6
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	- 4,399,059,190.5 8	- 3,934,385,303.7 2
VIII - Résultat net	1,398,331,320.1 1	1,750,230,259.4 4

Annexe 09 : CR Cargo

au 31 décembre (en dinars)	2018	2017
Chiffre d'affaires	2,613,080,595.3 1	2,903,798,861.4 4
Production immobilisée		
Produits annexes		
Subventions d'exploitation		
Rabais, Remises, Ristournes accordés		
I - Production de l'exercice	2,613,080,595.3 1	2,903,798,861.4 4
Achats consommés	-30,198,083.94	-33,515,733.65
Services extérieurs	- 1,115,688,782.4 1	- 1,199,680,637.9 5
Rabais, Remises, Ristournes obtenus sur achats		
II - Consommation de l'exercice	- 1,145,886,866.3 5	- 1,233,196,371.6 0
III - Valeur ajoutée	1,467,193,728.9 6	1,670,602,489.8 4
Charges de personnel	-318,575,103.60	-269,790,375.15
Impôts, taxes et versements assimilés	-61,113,725.76	-63,416,535.37
IV - Excédent brut d'exploitation	1,087,504,899.6 0	1,337,395,579.3 2

Autres produits opérationnels	2,080,345.65	955,838.26
Autres charges opérationnelles	-9,326,067.12	-4,034,192.87
Dotations aux amortissements et provisions	-35,987,044.00	-33,081,829.41
Reprise sur perte de valeur et provisions	16,043,694.14	
V - Résultat opérationnel	1,060,315,828.27	1,301,235,395.30
Produits financiers	1,638,834.38	72,497.56
Charges financières	-133,838.65	-268,481.71
VI - Résultat financier	1,504,995.73	-195,984.15
VII - Résultat ordinaire avant impôts	1,061,820,824.00	1,301,039,411.15
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-286,845,273.99	-343,096,313.30
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	6,120,192.21	4,135,609.65
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	2,632,843,469.48	2,904,827,197.26
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	-1,851,747,727.26	-1,942,748,489.76
VIII - Résultat net	781,095,742.22	962,078,707.50